

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle  
de la  
Belgique

Année 1957

Imprimerie SNEL EN WEL  
JOZEF KENNESLEI 20  
WILRIJK - ANVERS

1960

ROYAUME DE BELGIQUE

---

Ministère des Affaires économiques

---

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle  
de la  
Belgique

---

Année 1957

---

Imprimerie SNEL EN WEL  
JOZEF KENNESLEI 20  
WILRIJK - ANVERS

---

1960

Statistique Criminelle  
de la  
Belgique

—  
Année 1957  
—

# Sommaire

---

## INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
1. Généralités.
  2. Infractions prises en considération.
  3. Unités statistiques prises en considération.
  4. Méthode d'élaboration.
  5. Organisation des travaux.
- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
1. Economie générale du droit criminel.
  2. Notions de droit pénal.
  3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
  4. Le droit criminel et la statistique.
- § 3. — Données démographiques.

## STATISTIQUE CRIMINELLE.

### Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

### Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

# Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

## § 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

### 1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1<sup>o</sup>) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2<sup>o</sup>) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3<sup>o</sup>) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4<sup>o</sup>) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégagant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

### 2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1<sup>o</sup>) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
- 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

### NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	} C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corpo- relles volon- taires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28
		29 C. P. art. 443 à 452.
		30 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et au- tres communications		33 C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-com- munications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et marau- dages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
Abus de confian- ance, escroque- rie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38
		39 Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890 art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Recel		40 C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41
		42 C. P. art. 510 à 518.
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43
		44 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		45 Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.

### 3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

#### a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

#### b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

### 4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1<sup>o</sup>) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2<sup>o</sup>) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3<sup>o</sup>) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1895 contre des étrangers ;

4<sup>o</sup>) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en-

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5<sup>o</sup>) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 195		Sexe et antécédents	
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS
	BULLETIN A DEPOUILLER	BULLETIN A DECOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises
			Infrac.   Année   Mois   Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction	Nombre des condamnations Sexe et antécédents Légitime ou illégitime Infraction	
Tribunal	Canton	Canton	
Infraction	lieu de naissance domicile lieu des faits	lieu de naissance domicile lieu des faits	
Peine prononcée	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie	
Sursis	Récidive	Récidive	
Peine ou mesure accessoire	sans juridictions militaires avec juridictions militaires	sans juridictions militaires avec juridictions militaires	
Cumul plus de 6 mois	Décisions des juges d'enfants	Décisions des juges d'enfants	
Appel police	infractions criminelles vagabondage, etc.	infractions criminelles vagabondage, etc.	
	Internements A. L. D. S. R.	Internements A. L. D. S. R.	46
A	B <sup>I</sup>	B <sup>II</sup>	C

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le volet A est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.



Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Les volets B I et B II servent à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet B I d'une fiche.

En même temps, et à l'aide du dossier du délinquant où sera classé le bulletin de condamnation, la condamnation éventuelle précédente, relevant de la statistique criminelle et encourue pendant la même année par le même individu, est codifiée sur le volet B II sous la rubrique "Bulletin à décompter". Il y a lieu de noter que cette condamnation précédente a déjà dû être codifiée antérieurement sur le volet B I d'une autre fiche.

Après cette opération, la fiche codifiée est classée séparément et perd tout contact et toute possibilité d'identification avec le bulletin de condamnation qu'elle représente.

En fin d'année, l'ensemble des fiches est transmis à l'Institut National de Statistique, où les dépouillements et dénombrements sont opérés à l'atelier de mécanographie.

Le compte séparé des données codifiées sur les volets B I et B II permet, par soustraction des condamnations à décompter, d'établir le compte des individus définitivement condamnés, retenus seulement pour la dernière condamnation de l'année.

Le volet C de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet B I, est mentionnée séparément sur le volet C.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

### 5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;
- 3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel *le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.*

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés

d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

## § 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

### 1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par «droit criminel» ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

### 2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et

condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

#### 1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

#### 2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent

être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

### 3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

### 4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

### 5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémente, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

### 6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

### 7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

### 8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

### 9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

### 10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

### 11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

### 12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

### 13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

### 14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

### 15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

### 16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou *ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention*.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

### 17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

### 3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

#### 1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

#### 2) Saisine des juridictions répressives.

##### a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

#### b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

## LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolue, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1 <sup>o</sup> La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2 <sup>o</sup> Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

#### 1) Tribunaux de police.

*Ratione materiae*, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

*Ratione loci* : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

*Ratione personae* : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

#### 2) Tribunaux correctionnels.

*Ratione materiae* : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

*Ratione loci* : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

#### 3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

#### 4) Les Cours d'Assises.

*Ratione materiae* : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

*Ratione loci* : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

*Ratione personae* : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

#### Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

#### 5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

#### EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

#### 4. — Le droit criminel et la statistique.

##### 1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2<sup>e</sup> de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

##### 2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de condamnés et le nombre d'infractions individuelles commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1<sup>o</sup> trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2<sup>o</sup> quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

##### 3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

### § 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique "Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE  
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes .....	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes .....	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble.	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1948	Hommes .....	131 177	198 336	619 938	565 957	651 237	498 502	366 498	252 638	3 284 283
	Femmes .....	129 412	194 365	590 982	554 820	657 738	550 774	417 794	320 118	3 416 003
	Ensemble.	260 589	392 701	1 210 920	1 120 777	1 308 975	1 049 276	784 292	572 756	6 700 286
1949	Hommes .....	125 471	197 616	627 078	551 518	649 951	505 725	365 624	256 313	3 279 296
	Femmes .....	123 711	195 590	601 970	542 473	656 451	561 122	422 129	327 137	3 430 583
	Ensemble.	249 182	393 206	1 229 048	1 093 991	1 306 402	1 066 847	787 753	583 450	6 709 879
1950	Hommes .....	120 317	196 795	616 107	556 109	647 396	516 914	364 746	260 429	3 278 813
	Femmes .....	118 812	195 755	595 376	546 712	654 846	572 007	426 194	334 665	3 444 367
	Ensemble.	239 129	392 550	1 211 483	1 102 821	1 302 242	1 088 921	790 940	595 094	6 723 180
1951	Hommes .....	117 607	191 319	612 913	566 076	643 406	532 384	366 671	265 479	3 295 855
	Femmes .....	115 832	188 957	592 414	552 686	648 566	583 609	430 471	341 628	3 454 163
	Ensemble.	233 439	380 276	1 205 327	1 118 762	1 291 972	1 115 993	797 142	607 107	6 750 018
1952	Hommes .....	115 306	184 955	608 890	570 442	641 759	546 578	367 381	271 253	3 306 564
	Femmes .....	113 306	182 843	591 246	554 957	646 543	595 385	435 378	351 187	3 470 935
	Ensemble.	228 702	367 798	1 200 136	1 125 399	1 288 302	1 141 963	802 759	622 440	6 777 499
1953	Hommes .....	115 389	178 320	599 656	576 630	639 274	557 068	368 640	274 876	3 309 853
	Femmes .....	113 239	175 819	587 084	559 008	643 968	603 467	442 754	359 108	3 484 447
	Ensemble.	228 628	354 139	1 186 740	1 135 638	1 283 242	1 160 535	811 394	633 984	6 794 300
1954	Hommes .....	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes .....	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble.	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes .....	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes .....	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble.	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes .....	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes .....	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble.	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes .....	99 823	175 749	562 475	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes .....	97 777	173 721	557 621	626 351	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble.	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION  
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1957.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1957	Densité par km2 en 1957
1 Bruxelles .....	1 106,07	1 385 831	1 253
9 Louvain .....	1 129,28	310 203	301
14 Nivelles .....	1 048,21	193 803	185
2 Anvers .....	1 000,90	811 686	811
12 Malines .....	503,63	265 482	527
10 Turnhout .....	1 356,05	282 692	208
7 Mons .....	1 182,67	436 941	369
4 Charleroi .....	1 469,22	608 523	414
5 Tournai .....	1 072,18	233 599	218
5 Gand .....	1 354,50	519 149	405
3 Audenarde .....	679,44	252 243	371
6 Termonde .....	943,80	455 610	483
8 Bruges .....	1 227,98	391 173	319
7 Courtrai .....	678,26	413 456	610
7 Furnes .....	628,02	93 798	149
23 Ypres .....	700,74	146 024	208
3 Liège .....	882,87	626 806	710
11 Huy .....	1 014,92	142 768	141
14 Verviers .....	2 042,16	236 275	116
1 Tongres .....	1 179,82	265 791	225
14 Hasselt .....	1 228,13	281 086	229
24 Arlon .....	1 235,92	88 541	72
1 Marche-en-Famenue .....	1 402,05	57 201	41
25 Neufchâteau .....	1 780,00	70 619	40
16 Namur .....	1 124,42	224 346	200
18 Dinant .....	2 535,83	143 129	56
<b>Le Royaume .....</b>	<b>30 507,07</b>	<b>9 026 778</b>	<b>296</b>

(1) Y compris les moins de 16 ans.

# STATISTIQUE CRIMINELLE

---

## CHAPITRE I

### Statistique des condamnés

---

#### SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4<sup>o</sup>) afférentes à l'année 1957 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n<sup>o</sup> 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter et constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3<sup>o</sup> du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n<sup>o</sup> 1 correspond au tableau n<sup>o</sup> 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)





Relevé n° 1 — 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES			
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Vols et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	5	—	5	5	—	5	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	5	—	5	5	—	5	—	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	4 412	2 252	2 160	4 092	2 151	1 941	320	101	219	—
		Femmes	931	588	343	894	576	318	37	12	25	—
		Ensemble	5 343	2 840	2 503	4 986	2 727	2 259	357	113	244	—
peines de polices	36	Hommes	165	103	62	153	100	53	12	3	9	—
		Femmes	56	34	22	52	33	19	4	1	3	—
		Ensemble	221	137	84	205	133	72	16	4	12	—
Banqueroute	37	Hommes	64	40	24	61	39	22	3	1	2	—
		Femmes	11	6	5	11	6	5	—	—	—	—
		Ensemble	75	46	29	72	45	27	3	1	2	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 735	792	943	1 532	732	800	203	60	143	—
		Femmes	361	189	172	331	183	148	30	6	24	—
		Ensemble	2 096	981	1 115	1 863	915	948	233	66	167	—
peines de police	39	Hommes	18	11	7	17	11	6	1	—	1	—
		Femmes	6	5	1	6	5	1	—	—	—	—
		Ensemble	24	16	8	23	16	7	1	—	1	—
Recel	40	Hommes	303	161	142	285	158	127	18	3	15	—
		Femmes	137	83	54	132	82	50	5	1	4	—
		Ensemble	440	244	196	417	240	177	23	4	19	—
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	6	3	3	5	2	3	1	1	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—
		Ensemble	7	4	3	6	3	3	1	1	—	—
peines correctionnelles	42	Hommes	11	7	4	11	7	4	—	—	—	—
		Femmes	4	3	1	4	3	1	—	—	—	—
		Ensemble	15	10	5	15	10	5	—	—	—	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	335	190	145	311	186	125	24	4	20	—
		Femmes	53	25	28	49	24	25	4	1	3	—
		Ensemble	388	215	173	360	210	150	28	5	23	—
peines de police	45	Hommes	197	127	70	188	122	66	9	5	4	—
		Femmes	30	21	9	29	21	8	1	—	1	—
		Ensemble	227	148	79	217	143	74	10	5	5	—
Totaux		Hommes	22 012	11 589	10 453	20 512	11 135	9 377	1 530	454	1 076	—
		Femmes	6 036	3 945	2 091	5 793	3 851	1 942	243	94	149	—
		Ensemble	28 078	15 534	12 544	26 305	14 986	11 319	1 773	548	1 225	—

## APERÇUS RETROSPECTIF.

## 1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1948 à 1957 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1948	28 261	8 857	37 118
1949	27 285	8 195	35 480
1950	23 434	7 111	30 545
1951	23 938	6 793	30 731
1952	25 273	7 006	32 279
1953	22 063	6 470	28 533
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1948	76,14	23,86	—
1949	76,90	23,10	—
1950	76,72	23,28	—
1951	77,90	22,10	—
1952	78,30	21,70	100
1953	77,32	22,68	—
1954	77,67	22,33	—
1955	77,20	22,80	—
1956	77,97	22,03	—
1957	77,98	22,02	—

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930 et 1940 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1948 à 1957.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1948 à 1957

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Taux moyens relevés de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1948	860	259	554	91	101	93
1949	832	239	529	88	93	89
1950	715	206	451	76	80	76
1951	726	197	455	77	77	76
1952	764	202	476	81	79	80
1953	666	186	420	70	73	70
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Le nombre de condamnés est un peu plus bas en 1957 qu'en 1956; il rejoint à peu près le nombre enregistré pour 1954 et 1955.

Le taux de criminalité s'établit cette année à 383.

Le taux de criminalité est en baisse assez sensible tant pour les hommes que pour les femmes. La répartition de la criminalité entre les sexes n'a pas changé (tableau B).

## 2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Un examen plus approfondi de la récidive fait

l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1948.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1948 à 1957.

Le pourcentage de récidivistes (43,03% en 1957) ne diffère pas sensiblement de celui de l'année antérieure. La hausse qui s'est manifestée depuis la guerre dans le nombre relatif de récidivistes semble donc actuellement arrêtée. La situation peut être considérée comme tout-à-fait normale.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1948	23 574	13 544	37 118
1949	22 190	13 290	35 480
1950	17 863	12 682	30 545
1951	17 833	12 898	30 731
1952	18 599	13 680	32 279
1953	16 462	12 071	28 533
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	11 986	11 319	26 305

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1948	63,51	36,49	100
1949	62,54	37,46	
1950	58,48	41,52	
1951	58,02	41,98	
1952	57,62	42,38	
1953	57,69	42,31	
1954	56,12	43,88	
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	

## SECTION II.

### ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

## Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

— ANNEE 1957

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIES				VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
					SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Primaires et réci- divistes réunis	
			Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires	Réci- divistes						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	2 1 3	1 — 1	3 1 4
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	7 2 9	1 — 1	2 1 3	1 — 1	4 2 6	6 1 7	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	14 5 19	8 1 9	22 6 28
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	84 31 115	41 3 44	76 17 93	75 9 84	268 79 347	150 38 188	1 2 3	3 — 3	5 2 7	2 2 4	4 2 6	16 3 19	6 1 7	8 4 12	— — —	— — —	— — —	444 134 578	295 59 354	739 193 932
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	2 3 5	2 — 2	— 2 2	2 1 3	7 1 8	4 — 4	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	10 8 18	10 2 12	20 10 30
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	33 6 39	10 — 10	9 2 11	6 — 6	17 7 24	15 2 17	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	59 15 74	32 3 35	91 18 109
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	— — —	7 — 7	1 — 1	26 3 29	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	39 3 42	1 1 2	40 4 44
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	391	287	122	184	380	521	2	8	6	8	4	28	3	12	—	—	—	908	1 018	1 956
Femmes		28	17	41	29	70	55	—	4	3	6	6	—	4	3	6	—	—	—	143	119	262
Ensemble	419	304	163	213	450	576	—	4	32	6	18	—	32	6	18	—	—	—	1 051	1 167	2 218	
	8	Hommes	91	18	51	28	100	63	1	1	1	2	—	4	1	3	—	—	—	245	119	364
		Femmes	8	2	9	5	28	9	—	2	2	1	—	2	1	1	—	—	—	49	20	69
Ensemble	99	20	60	33	128	72	—	2	6	2	3	—	6	2	4	—	—	—	294	139	433	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	40 — 40	41 1 42	24 4 28	25 1 26	67 10 77	79 6 85	— 1 1	3 — 3	3 — 3	2 1 3	1 — 1	5 2 7	2 — 2	7 — 7	— — —	— — —	— — —	137 15 152	162 11 173	299 26 325
Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	3 21 24	1 2 3	2 13 15	— 11 11	13 44 57	8 22 30	— 4 4	— 1 1	— 2 2	— 2 2	— 1 1	1 4 5	1 2 3	— 1 1	— — —	— — —	— — —	19 87 106	10 43 53	29 130 159
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	1 2 3	— 2 2	4 1 5	4 2 6	37 16 53	52 12 64	— 1 1	— — —	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	42 21 63	57 16 73	99 37 136
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	2 1 3	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	3 1 4	3 1 4
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	— 1 1	— — —	4 4 8	3 2 5	— — —	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —	1 1 2	— — —	— — —	— — —	— — —	7 6 13	3 2 5	10 8 18
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Femmes		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
	15	Hommes	272	101	55	71	163	124	2	7	7	8	—	9	—	6	—	—	—	499	326	825
		Femmes	6	4	—	1	8	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	17	9	26
Ensemble	278	105	55	72	171	126	—	3	8	8	8	—	9	—	6	—	—	—	516	335	851	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	30 52 82	27 50 77	22 66 88	25 54 79	34 68 102	44 58 102	1 9 10	2 6 8	1 6 7	2 14 16	1 9 10	4 17 21	1 8 9	5 13 18	— — —	— — —	— — —	90 218 308	109 212 321	199 430 629





**APERÇUS RETROSPECTIFS.****1. — Etat civil des condamnés.**

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1948 à 1957 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.







Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

## 2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1948	8 069	17 439	25 508
1949	7 719	16 451	24 170
1950	6 824	14 165	20 989
1951	6 985	14 278	21 263
1952	7 491	15 059	22 550
1953	6 663	13 398	20 061
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1948	19 679	17 439	37 118
1949	19 029	16 451	35 480
1950	16 380	14 165	30 545
1951	16 453	14 278	30 731
1952	17 220	15 059	32 279
1953	15 135	13 398	28 533
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 712	12 563	26 275

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.

(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFS ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1948	31,63	68,37	100
1949	31,94	68,06	
1950	32,51	67,49	
1951	32,85	67,15	
1952	33,22	66,78	
1953	33,21	66,79	
1954	33,52	66,48	
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1948	53,02	46,98	100
1949	53,63	46,37	
1950	53,63	46,37	
1951	53,53	46,47	
1952	53,35	46,65	
1953	53,04	46,96	
1954	52,61	47,39	
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	

## SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.



Relevé n° 3 - A - 1957 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	32	2	35	19	9	45	—	1	6	149
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	47	5	106	40	34	78	1	5	15	331
	Aidants	3	—	16	1	4	14	—	—	2	40
Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	
Industrie textile	Patrons	1	—	1	1	3	—	—	—	—	6
	Employés	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
	Ouvriers	30	7	91	33	43	110	3	3	9	329
	Aidants	—	—	3	1	—	2	—	—	—	6
Indéterm.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	
Industrie du vêtement	Patrons	9	—	18	11	7	9	1	—	2	57
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	4	2	20	8	6	7	—	—	1	48
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie de la construction	Patrons	15	—	45	30	12	27	—	1	5	135
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	271	36	671	314	161	564	10	14	56	2 097
	Aidants	13	—	38	10	8	30	1	—	3	103
Indéterm.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	5	—	10	5	3	10	—	—	2	35
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	58	3	116	48	36	98	1	2	14	376
	Aidants	—	—	3	1	2	2	—	—	—	8
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	5	1	1	—	1	5	—	—	—	13
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	16	—	23	15	11	32	—	—	2	99
	Aidants	—	—	1	—	—	2	—	—	—	3
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du tabac	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	2	—	—	3	—	—	—	6
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du papier	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	3	—	1	1	—	—	2	8
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Relevé n° 3 - A - 1957 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	—	5	2	—	4	—	—	—	12
	Employés	—	—	3	2	—	—	1	—	1	7
	Ouvriers	12	—	16	6	8	14	—	—	1	57
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie d'art et de précision	Patrons	13	1	26	17	8	15	—	—	5	85
	Employés	2	—	7	8	3	3	—	—	1	24
	Ouvriers	59	9	160	97	40	130	1	4	11	511
	Aidants	1	—	2	1	1	—	—	—	—	5
Indéterm.	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	13	—	22	7	8	15	—	1	—	66
	Employés	8	—	12	3	6	18	—	1	—	48
	Ouvriers	265	20	754	351	132	487	9	12	36	2 066
	Aidants	—	—	2	—	1	1	—	—	—	4
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total	Patrons	95	5	175	98	53	142	1	4	21	594
	Employés	12	—	26	15	12	22	1	1	4	93
	Ouvriers	1 080	135	3 057	1 386	743	2 721	48	50	232	9 452
	Aidants	19	—	70	13	17	53	1	—	5	178
Indéterm.	1	—	3	1	—	3	—	—	—	8	
		1 207	140	3 331	1 513	825	2 941	51	55	262	10 325
IV. — Commerce											
Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	172	12	398	113	69	268	2	11	14	1 059
	Employés	33	3	125	62	28	42	—	—	6	299
	Ouvriers	14	3	54	12	10	22	—	—	7	122
	Aidants	1	—	7	1	7	1	—	—	—	17
Indéterm.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	42	4	121	46	37	64	—	2	6	322
	Employés	98	5	394	156	66	101	2	6	7	835
	Ouvriers	5	—	20	20	11	18	1	—	—	75
	Aidants	—	—	3	1	1	1	—	—	—	6
Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total	Patrons	214	16	519	159	106	332	2	13	20	1 381
	Employés	131	8	519	218	94	143	2	6	13	1 134
	Ouvriers	19	3	74	32	21	40	1	—	7	197
	Aidants	1	—	10	2	1	8	1	—	—	23
Indéterm.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2	
		366	27	1 122	411	223	523	6	19	40	2 737

Relevé n° 3 — A — 1957 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	16	2	35	18	4	4	1	—	1	81
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	18	2	43	28	15	11	—	1	1	119
Cultes	—	—	1	—	2	—	—	—	—	3
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	2	—	2	—	—	1	—	—	—	5
Professions libérales diverses	—	—	13	1	2	1	—	—	—	17
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>4</b>	<b>94</b>	<b>47</b>	<b>23</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>225</b>

## VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	6	—	9	7	4	8	—	—	—	34
Institutions d'assistance communales	1	—	—	1	—	—	—	—	—	2
Pouvoir judiciaire	2	—	2	1	2	2	—	—	1	10
Personnel enseignant	1	—	10	3	8	9	—	2	—	33
Armée	7	1	46	32	16	47	—	—	4	153
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	25	2	45	35	16	24	—	1	1	149
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>3</b>	<b>112</b>	<b>79</b>	<b>46</b>	<b>90</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>381</b>

## VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	2	1	4	1	2	1	—	—	—	11
Service domestique et des personnes	7	1	49	13	10	16	—	—	2	98
Soins personnels	7	1	19	5	7	6	—	1	1	47
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>72</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>23</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>156</b>

## VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	544	69	1 509	638	459	1 185	12	26	117	4 559
--	-----	----	-------	-----	-----	-------	----	----	-----	-------

## IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	104	27	309	63	153	271	4	13	39	983
<b>Total général des hommes condamnés</b>	<b>2 454</b>	<b>299</b>	<b>6 910</b>	<b>2 838</b>	<b>1 835</b>	<b>5 437</b>	<b>78</b>	<b>130</b>	<b>531</b>	<b>20 512</b>

B. — FEMMES — ANNEE 1957

Relevé n° 3 — 1957 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, élevage	Patrones	2	—	6	1	3	9	—	—	1	22
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	3	—	5	—	—	3	—	—	—	11
	Aidantes	1	—	1	—	—	1	—	—	—	4
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	Patrones	2	—	6	1	3	9	—	—	1	22
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	4	—	5	—	—	3	—	—	—	12
	Aidantes	1	—	1	—	—	1	—	—	—	4
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>—</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>38</b>

## II. — Pêche

Pêche maritime	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	1	1	—	1	—	—	—	4
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	1	1	—	1	—	—	—	4
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>



Relevé n° 3 — B — 1957 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières	—	—	3	1	1	2	—	—	—	7
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Employées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Ouvrières	—	—	2	4	—	2	—	—	—	8
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	4	—	7	8	2	6	—	—	—	27
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	1	—	19	24	8	5	—	—	—	57
	Employées	1	—	—	1	2	—	—	—	—	4
	Ouvrières	17	2	93	126	29	63	—	4	3	337
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total		19	2	112	151	39	69	—	4	3	399

## IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	24	2	61	45	57	48	—	2	2	241
	Employées	9	—	21	35	12	5	—	1	—	83
	Ouvrières	5	—	13	14	11	7	—	—	—	50
	Aidantes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	27	—	45	57	86	70	—	8	4	297
	Employées	7	—	34	34	15	3	—	1	1	95
	Ouvrières	11	—	42	45	36	29	—	1	2	166
	Aidantes	—	—	—	3	1	1	—	—	—	5
Total	Patronnes	51	2	106	102	143	118	—	10	6	538
	Employées	16	—	55	69	27	8	—	2	1	178
	Ouvrières	16	—	55	59	47	36	—	1	2	216
	Aidantes	—	—	1	3	1	1	—	—	—	6
Total		84	3	217	233	218	163	—	13	9	940

Relevé n° 3 — B — 1957 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

## V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	7	—	4	4	4	2	—	—	—	—	21
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	5
Cultes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Professions libérales diverses	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>28</b>

## VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	—	—	3	5	—	1	—	—	—	—	10
Personnel enseignant	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2
Armée	—	—	4	5	2	1	—	—	—	—	13
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>26</b>

## VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	1	—	—	2	1	2	—	—	—	—	6
Service domestique et des personnes	18	1	94	51	59	26	—	2	1	—	252
Soins personnels	3	—	11	8	7	6	—	2	—	—	37
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>1</b>	<b>105</b>	<b>61</b>	<b>67</b>	<b>34</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>295</b>

## VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	37	3	206	273	84	118	—	7	5	—	733
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	---	---	-----

## IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	178	17	968	981	244	800	2	78	62	—	3 330
<b>Total général des femmes condamnées</b>	<b>355</b>	<b>26</b>	<b>1 635</b>	<b>1 718</b>	<b>663</b>	<b>1 203</b>	<b>2</b>	<b>108</b>	<b>83</b>	<b>—</b>	<b>5 793</b>

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,  
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNEÉ 1957.

Relevé n° 3 — 1957 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	117	23	280	49	76	356	3	11	57	972
	Femmes	7	—	12	1	3	13	—	1	1	38
	Ensemble	124	23	292	50	79	369	3	12	58	1 010
II. Pêche	Hommes	22	3	81	19	11	31	1	1	5	174
	Femmes	—	—	1	1	—	1	—	1	—	4
	Ensemble	22	3	82	20	11	32	1	2	5	178
III. Industrie	Hommes	1 207	140	3 331	1 513	825	2 941	51	55	262	10 325
	Femmes	19	2	112	151	39	69	—	4	3	399
	Ensemble	1 226	142	3 443	1 664	864	3 010	51	59	265	10 724
IV. Commerce	Hommes	366	27	1 122	411	223	523	6	19	40	2 737
	Femmes	84	3	217	233	218	163	—	13	9	940
	Ensemble	450	30	1 339	644	441	686	6	32	49	3 677
V. Professions libérales	Hommes	36	4	94	47	23	17	1	1	2	225
	Femmes	7	—	6	6	6	2	—	—	1	28
	Ensemble	43	4	100	53	29	19	1	1	3	253
VI. Fonctions publiques	Hommes	42	3	112	79	46	90	—	3	6	381
	Femmes	1	—	8	11	2	3	—	—	1	26
	Ensemble	43	3	120	90	48	93	—	3	7	407
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	16	3	72	19	19	23	—	1	3	156
	Femmes	22	1	105	61	67	34	—	4	1	295
	Ensemble	38	4	177	80	86	57	—	5	4	451
VIII. Professions non déterminées	Hommes	544	69	1 509	638	459	1 185	12	26	117	4 559
	Femmes	37	3	206	273	84	118	—	7	5	733
	Ensemble	581	72	1 715	911	543	1 303	12	33	122	5 292
IX. Sans profession	Hommes	104	27	309	63	153	271	4	13	39	983
	Femmes	178	17	968	981	244	800	2	78	62	3 330
	Ensemble	282	44	1 277	1 044	397	1 071	6	91	101	4 313
Total hommes		2 454	299	6 910	2 838	1 835	5 437	78	130	531	20 512
Total femmes		355	26	1 635	1 718	663	1 203	2	108	83	5 793
Total général		2 809	325	8 545	4 556	2 498	6 640	80	238	614	26 305

## APERÇUS RETROSPECTIFS.

## 1. — Profession des condamnés.

La statistique criminelle n'a relevé la profession qu'à partir de 1941.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.





## 2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I et IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1949	Hommes	3 818	310	1 976	13 899	334	1 264	5 684	27 285
	Femmes	542	48	334	1 491	15	4 715	1 050	8 195
	Ensemble	4 360	358	2 310	15 390	349	5 979	6 734	35 480
1950	Hommes	3 040	247	1 874	12 095	282	1 106	4 790	23 434
	Femmes	496	53	262	1 233	15	4 144	918	7 111
	Ensemble	3 536	300	2 136	13 318	297	5 250	5 708	30 545
1951	Hommes	2 746	263	1 913	12 550	404	1 180	4 882	23 938
	Femmes	476	48	280	1 149	16	3 950	874	6 793
	Ensemble	3 222	311	2 193	13 699	420	5 130	5 756	30 731
1952	Hommes	3 131	273	1 788	13 294	395	1 275	5 117	25 273
	Femmes	533	49	257	1 126	22	4 101	918	7 006
	Ensemble	3 664	322	2 045	14 420	417	5 376	6 035	32 279
1953	Hommes	2 759	262	1 810	11 562	260	1 048	4 362	22 063
	Femmes	530	49	247	1 057	21	3 793	773	6 470
	Ensemble	3 289	311	2 057	12 619	281	4 841	5 135	28 533
1954	Hommes	2 644	222	1 719	10 509	266	1 036	4 200	20 596
	Femmes	530	35	232	954	21	3 409	742	5 923
	Ensemble	3 174	257	1 951	11 463	287	4 445	4 942	26 519
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1949	Hommes	10,76	0,87	5,57	39,17	0,94	3,56	16,03	76,90
	Femmes	1,53	0,13	0,94	4,20	0,04	13,30	2,96	23,10
	Ensemble	12,29	1,00	6,51	43,37	0,98	16,86	18,99	100,00
1950	Hommes	9,95	0,81	6,13	39,59	0,92	3,62	15,68	76,70
	Femmes	1,63	0,17	0,87	4,01	0,05	13,57	3,00	23,30
	Ensemble	11,58	0,98	7,00	43,60	0,97	17,19	18,68	100,00
1951	Hommes	8,94	0,86	6,22	40,84	1,31	3,84	15,89	77,90
	Femmes	1,54	0,15	0,91	3,74	0,05	12,86	2,85	22,10
	Ensemble	10,48	1,01	7,13	44,58	1,36	16,70	18,74	100,00
1952	Hommes	9,71	0,84	5,53	41,18	1,22	3,95	15,87	78,30
	Femmes	1,65	0,15	0,80	3,49	0,07	12,70	2,84	21,70
	Ensemble	11,36	0,99	6,33	44,67	1,29	16,65	18,71	100,00
1953	Hommes	9,67	0,92	6,34	40,52	0,91	3,67	15,29	77,32
	Femmes	1,86	0,17	0,87	3,70	0,07	13,30	2,71	22,68
	Ensemble	11,53	1,09	7,21	44,22	0,98	16,97	18,00	100,00
1954	Hommes	9,97	0,84	6,48	39,63	1,00	3,91	15,84	77,67
	Femmes	2,00	0,13	0,88	3,59	0,08	12,85	2,80	22,33
	Ensemble	11,97	0,97	7,36	43,22	1,08	16,76	18,64	100,00
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00









## Aperçus rétrospectifs.

## Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduaux en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe

a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1948.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

## A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes .....	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes .....	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	<b>Ensemble .....</b>	<b>854</b>	<b>2 228</b>	<b>11 563</b>	<b>11 336</b>	<b>6 499</b>	<b>3 229</b>	<b>1 069</b>	<b>221</b>	<b>6</b>	<b>37 005</b>
1948	Hommes .....	976	2 018	7 950	7 887	5 905	2 408	609	508	—	28 261
	Femmes .....	269	604	2 465	2 459	1 901	830	177	152	—	8 857
	<b>Ensemble .....</b>	<b>1 245</b>	<b>2 622</b>	<b>10 415</b>	<b>10 346</b>	<b>7 806</b>	<b>3 238</b>	<b>786</b>	<b>660</b>	<b>—</b>	<b>37 118</b>
1949	Hommes .....	869	2 158	8 119	6 939	5 627	2 478	550	515	—	27 285
	Femmes .....	255	535	2 352	2 080	1 762	855	173	133	—	8 195
	<b>Ensemble .....</b>	<b>1 124</b>	<b>2 693</b>	<b>10 471</b>	<b>9 019</b>	<b>7 389</b>	<b>3 333</b>	<b>723</b>	<b>728</b>	<b>—</b>	<b>35 480</b>
1950	Hommes .....	519	1 877	7 247	5 725	4 922	2 217	524	403	—	23 434
	Femmes .....	169	473	2 051	1 786	1 563	769	170	130	—	7 111
	<b>Ensemble .....</b>	<b>688</b>	<b>2 350</b>	<b>9 298</b>	<b>7 511</b>	<b>6 485</b>	<b>2 986</b>	<b>694</b>	<b>533</b>	<b>—</b>	<b>30 545</b>
1951	Hommes .....	644	2 074	7 128	5 883	4 890	2 382	718	219	—	23 938
	Femmes .....	154	507	1 953	1 713	1 426	739	240	61	—	6 793
	<b>Ensemble .....</b>	<b>798</b>	<b>2 581</b>	<b>9 081</b>	<b>7 596</b>	<b>6 316</b>	<b>3 121</b>	<b>958</b>	<b>280</b>	<b>—</b>	<b>30 731</b>
1952	Hommes .....	693	1 952	7 686	6 265	5 181	2 425	826	245	—	25 273
	Femmes .....	137	447	2 079	1 820	1 464	741	254	64	—	7 006
	<b>Ensemble .....</b>	<b>830</b>	<b>2 399</b>	<b>9 765</b>	<b>8 085</b>	<b>6 645</b>	<b>3 166</b>	<b>1 080</b>	<b>309</b>	<b>—</b>	<b>32 279</b>
1953	Hommes .....	528	1 420	6 792	5 735	4 472	2 249	590	277	—	22 063
	Femmes .....	124	418	1 991	1 717	1 256	716	183	65	—	6 470
	<b>Ensemble .....</b>	<b>652</b>	<b>1 838</b>	<b>8 783</b>	<b>7 452</b>	<b>5 728</b>	<b>2 965</b>	<b>773</b>	<b>342</b>	<b>—</b>	<b>28 533</b>
1954	Hommes .....	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes .....	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	<b>Ensemble .....</b>	<b>415</b>	<b>1 629</b>	<b>8 402</b>	<b>6 853</b>	<b>5 424</b>	<b>2 832</b>	<b>658</b>	<b>306</b>	<b>—</b>	<b>26 519</b>
1955	Hommes .....	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes .....	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	<b>Ensemble .....</b>	<b>592</b>	<b>1 596</b>	<b>8 035</b>	<b>7 047</b>	<b>5 491</b>	<b>3 049</b>	<b>519</b>	<b>361</b>	<b>—</b>	<b>26 690</b>
1956	Hommes .....	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes .....	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	<b>Ensemble .....</b>	<b>933</b>	<b>2 089</b>	<b>8 163</b>	<b>6 994</b>	<b>5 291</b>	<b>3 051</b>	<b>461</b>	<b>355</b>	<b>—</b>	<b>27 337</b>
1957	Hommes .....	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes .....	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 743
	<b>Ensemble .....</b>	<b>924</b>	<b>2 102</b>	<b>7 924</b>	<b>7 131</b>	<b>4 401</b>	<b>3 028</b>	<b>503</b>	<b>292</b>	<b>—</b>	<b>26 305</b>

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

## B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	De 70	Age inconnu	TOTAL
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	ans et plus		
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1948	Hommes	2,63	5,44	21,41	21,25	15,91	6,49	1,64	1,37	—	76,14
	Femmes	0,72	1,62	6,65	6,63	5,12	2,23	0,48	0,41	—	23,86
	Ensemble	3,35	7,06	28,06	27,88	21,03	8,72	2,12	1,78	—	100,00
1949	Hommes	2,45	6,08	22,88	19,56	15,86	6,98	1,55	1,54	—	76,90
	Femmes	0,72	1,51	6,63	5,86	4,97	2,41	0,49	0,51	—	23,10
	Ensemble	3,17	7,59	29,51	25,42	20,83	9,39	2,04	2,05	—	100,00
1950	Hommes	1,70	6,14	23,72	18,74	16,11	7,26	1,71	1,32	—	76,70
	Femmes	0,55	1,55	6,73	5,86	5,12	2,51	0,56	0,42	—	23,30
	Ensemble	2,25	7,69	30,45	24,60	21,23	9,77	2,27	1,74	—	100,00
1951	Hommes	2,09	6,76	23,20	19,14	15,91	7,75	2,33	0,72	—	77,90
	Femmes	0,50	1,65	6,36	5,58	4,64	2,40	0,78	0,19	—	22,10
	Ensemble	2,59	8,41	29,56	24,72	20,55	10,15	3,11	0,91	—	100,00
1952	Hommes	2,15	6,05	23,81	19,41	16,05	7,51	2,56	0,76	—	78,30
	Femmes	0,42	1,38	6,45	5,64	4,54	2,30	0,78	0,19	—	21,70
	Ensemble	2,57	7,43	30,26	25,05	20,59	9,81	3,34	0,95	—	100,00
1953	Hommes	1,85	4,98	23,80	20,10	15,67	7,88	2,07	0,97	—	77,32
	Femmes	0,43	1,46	6,98	6,03	4,40	2,51	0,64	0,23	—	22,68
	Ensemble	2,28	6,44	30,78	26,13	20,07	10,39	2,71	1,20	—	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

## C. — TAUX DE CRIMINALITE, PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1948	Hommes	744	1 017	1 282	1 393	907	483	166	860
	Femmes	208	311	417	443	289	152	42	259
	Ensemble	478	668	860	923	596	308	100	554
1949	Hommes	692	1 092	1 295	1 258	866	490	150	832
	Femmes	206	273	391	383	268	125	41	239
	Ensemble	451	685	852	824	565	312	92	529
1950	Hommes	431	953	1 176	1 029	760	428	143	714
	Femmes	142	241	344	326	238	134	39	206
	Ensemble	287	598	767	681	497	274	87	454
1951	Hommes	547	1 084	1 162	1 039	760	447	195	726
	Femmes	132	268	329	309	219	126	55	196
	Ensemble	341	678	753	678	488	279	120	455
1952	Hommes	601	1 055	1 262	1 098	807	443	225	764
	Femmes	121	244	351	327	226	124	58	202
	Ensemble	363	652	814	718	515	277	134	476
1953	Hommes	457	796	1 133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	610
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

**D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE  
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.**

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cfr. Tableau C)	Hommes .....	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes .....	168	251	376	382	282	161	73	256
	<b>Ensemble .....</b>	<b>369</b>	<b>646</b>	<b>965</b>	<b>841</b>	<b>589</b>	<b>346</b>	<b>161</b>	<b>595</b>
		100							
1948	Hommes .....	131	98	83	107	100	89	65	91
	Femmes .....	124	124	111	116	102	94	58	101
	<b>Ensemble .....</b>	<b>130</b>	<b>103</b>	<b>89</b>	<b>110</b>	<b>101</b>	<b>89</b>	<b>62</b>	<b>93</b>
1949	Hommes .....	122	105	84	97	96	90	58	88
	Femmes .....	123	109	104	106	95	94	56	93
	<b>Ensemble .....</b>	<b>122</b>	<b>106</b>	<b>88</b>	<b>98</b>	<b>96</b>	<b>90</b>	<b>57</b>	<b>89</b>
1950	Hommes .....	76	92	76	79	83	79	56	76
	Femmes .....	85	96	91	85	84	83	53	80
	<b>Ensemble .....</b>	<b>78</b>	<b>93</b>	<b>79</b>	<b>81</b>	<b>84</b>	<b>79</b>	<b>54</b>	<b>76</b>
1951	Hommes .....	96	105	75	80	83	82	75	77
	Femmes .....	79	107	87	80	78	78	75	76
	<b>Ensemble .....</b>	<b>92</b>	<b>105</b>	<b>78</b>	<b>80</b>	<b>83</b>	<b>80</b>	<b>75</b>	<b>76</b>
1952	Hommes .....	106	102	82	85	89	82	87	81
	Femmes .....	72	97	93	85	80	77	79	79
	<b>Ensemble .....</b>	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>84</b>	<b>85</b>	<b>87</b>	<b>80</b>	<b>83</b>	<b>80</b>
1953	Hommes .....	81	77	73	77	77	75	62	70
	Femmes .....	65	95	90	80	69	74	56	73
	<b>Ensemble .....</b>	<b>77</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	<b>78</b>	<b>76</b>	<b>74</b>	<b>59</b>	<b>71</b>
1954	Hommes .....	49	71	73	69	73	71	54	66
	Femmes .....	46	79	82	75	68	67	42	66
	<b>Ensemble .....</b>	<b>48</b>	<b>73</b>	<b>75</b>	<b>71</b>	<b>72</b>	<b>69</b>	<b>50</b>	<b>66</b>
1955	Hommes .....	72	68	70	70	74	75	42	66
	Femmes .....	57	88	84	74	72	71	34	68
	<b>Ensemble .....</b>	<b>69</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>71</b>	<b>74</b>	<b>74</b>	<b>39</b>	<b>66</b>
1956	Hommes .....	119	90	73	68	76	74	38	68
	Femmes .....	104	109	84	68	68	73	25	67
	<b>Ensemble .....</b>	<b>115</b>	<b>93</b>	<b>75</b>	<b>68</b>	<b>75</b>	<b>73</b>	<b>34</b>	<b>67</b>
1957	Hommes .....	137	92	72	65	64	74	37	65
	Femmes .....	89	96	79	71	63	65	36	64
	<b>Ensemble .....</b>	<b>127</b>	<b>93</b>	<b>73</b>	<b>66</b>	<b>64</b>	<b>72</b>	<b>36</b>	<b>64</b>

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par deux causes principales de perturbation : les variations dans la répartition par âge de la population et les innovations en matière de compétence judiciaire à partir de l'année 1944.

### 1. — La répartition de la population.

La composition d'une population est variable. Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

### 2. — Changements dans la compétence judiciaire.

L'élargissement considérable de la compétence des conseils de guerre a enlevé aux tribunaux ordinaires la connaissance d'un grand nombre de crimes et délits de droit commun. Aussi assiste-t-on, dans les comptes de la statistique criminelle, à une chute radicale à partir de 1944, cette chute ne correspondant aucunement à une baisse de la criminalité. C'est donc avec prudence qu'il faut examiner les chiffres de la statistique criminelle après 1943. Cependant si l'on suppose que cette

cause de perturbation a eu une même influence pour chaque groupe d'âge, ce qui est probable, il sera permis de l'éliminer pour arriver à des chiffres représentant uniquement les variations de la criminalité générale, c'est-à-dire en supposant cette criminalité générale invariable depuis l'année de base.

\* \* \*

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p_{30}$$

$c$  étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée,  $p$  étant la population du groupe pour la même année, et  $p_{30}$  cette population pour 1930.

On voit que  $\frac{c}{p}$  correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle  *fictive* , celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande ; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.



TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à -- de 18 ans	De 18 ans à -- de 21 ans	De 21 ans à -- de 30 ans	De 30 ans à -- de 40 ans	De 40 ans à -- de 50 ans	De 50 ans à -- de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	216	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1948	Hommes	1 003	2 089	8 382	8 669	4 701	2 116	797	27 757
	Femmes	278	630	2 636	2 821	1 545	690	229	8 829
	Ensemble	1 281	2 719	11 018	11 490	6 246	2 806	1 026	36 586
1949	Hommes	933	2 213	8 467	7 829	4 488	2 147	778	26 885
	Femmes	276	553	2 472	2 439	1 433	690	244	8 107
	Ensemble	1 209	2 796	10 939	10 268	5 921	2 837	1 022	34 992
1950	Hommes	581	1 957	7 689	6 404	3 939	1 875	655	23 100
	Femmes	190	489	2 175	2 076	1 272	608	202	7 012
	Ensemble	771	2 446	9 864	8 480	5 211	2 483	857	30 112
1951	Hommes	738	2 226	7 597	6 466	3 939	1 958	655	23 579
	Femmes	177	543	2 080	1 968	1 171	572	200	6 711
	Ensemble	915	2 769	9 677	8 434	5 110	2 530	855	30 290
1952	Hommes	810	2 167	8 251	6 833	4 182	1 941	741	24 925
	Femmes	162	494	2 219	2 082	1 208	563	207	6 935
	Ensemble	972	2 661	10 470	8 915	5 390	2 504	948	31 860
1953	Hommes	616	1 635	7 408	6 186	3 623	1 952	596	22 016
	Femmes	146	482	2 143	1 955	1 043	540	159	6 468
	Ensemble	762	2 117	9 551	8 141	4 666	2 492	755	28 484
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	101	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	551	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à -- de 18 ans	De 18 ans à -- de 21 ans	De 21 ans à -- de 30 ans	De 30 ans à -- de 40 ans	De 40 ans à -- de 50 ans	De 50 ans à -- de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1948	Hommes	2,74	5,71	22,91	23,70	12,85	5,78	2,8	75,87
	Femmes	0,76	1,72	7,20	7,71	4,22	1,89	0,77	24,13
	Ensemble	3,50	7,43	30,11	31,41	17,07	7,67	2,81	100,00
1949	Hommes	2,67	6,41	24,20	22,37	12,83	6,13	2,22	76,83
	Femmes	0,79	1,58	7,06	6,97	4,10	1,97	0,70	23,17
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	1,93	6,50	25,53	21,26	13,08	6,23	2,18	76,71
	Femmes	0,63	1,62	7,22	6,90	4,23	2,02	0,67	23,29
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	2,44	7,35	25,08	21,35	13,00	6,46	2,16	77,84
	Femmes	0,58	1,79	6,87	6,50	3,87	1,89	0,66	22,16
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	2,54	6,80	25,90	21,45	13,13	6,09	2,33	78,24
	Femmes	0,51	1,55	6,96	6,53	3,79	1,77	0,65	21,76
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,16	5,74	26,01	21,72	12,72	6,85	2,09	77,29
	Femmes	0,51	1,69	7,52	6,87	3,66	1,90	0,56	22,71
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,62	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.  
Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1948	Hommes	3,61	7,53	30,20	31,23	16,94	7,62	2,87	100,00
	Femmes	3,15	7,14	29,85	31,95	17,50	7,82	2,59	100,00
	Ensemble	3,50	7,43	30,11	31,41	17,07	7,67	2,81	100,00
1949	Hommes	3,47	8,35	31,49	29,12	16,69	7,99	2,89	100,00
	Femmes	3,40	6,82	30,49	30,09	17,68	8,51	3,01	100,00
	Ensemble	3,46	7,99	31,26	29,34	16,93	8,10	2,92	100,00
1950	Hommes	2,52	8,47	33,28	27,72	17,05	8,12	2,84	100,00
	Femmes	2,71	6,97	31,02	29,61	18,14	8,67	2,88	100,00
	Ensemble	2,56	8,12	32,75	28,16	17,31	8,25	2,85	100,00
1951	Hommes	3,12	9,44	32,22	27,42	16,71	8,31	2,78	100,00
	Femmes	2,64	8,09	30,99	29,32	17,45	8,52	2,98	100,00
	Ensemble	3,02	9,14	31,95	27,85	16,87	8,35	2,82	100,00
1952	Hommes	3,25	8,70	33,10	27,41	16,78	7,79	2,97	100,00
	Femmes	2,34	7,12	32,00	30,02	17,42	8,12	2,98	100,00
	Ensemble	3,05	8,35	32,86	27,98	16,92	7,86	2,98	100,00
1953	Hommes	2,80	7,43	33,65	28,10	16,45	8,86	2,71	100,00
	Femmes	2,26	7,45	33,13	30,22	16,13	8,35	2,46	100,00
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par  $\frac{c}{p}$ . Or, — est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

#### H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1948	Hommes	921	886
	Femmes	284	1 022
	Ensemble	598	916
1949	Hommes	892	859
	Femmes	261	939
	Ensemble	572	876
1950	Hommes	766	737
	Femmes	226	813
	Ensemble	492	753
1951	Hommes	782	753
	Femmes	216	777
	Ensemble	495	758
1952	Hommes	827	796
	Femmes	223	802
	Ensemble	520	796
1953	Hommes	730	703
	Femmes	208	748
	Ensemble	465	712
1954	Hommes	684	658
	Femmes	191	692
	Ensemble	434	665
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\text{(donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

$C^{30}$  étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre  $\Gamma$  de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec  $\frac{c}{C^{30}}$  de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

**TABLEAU I**  
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à 18 ans	De 18 ans à 21 ans	De 21 ans à 30 ans	De 30 ans à 40 ans	De 40 ans à 50 ans	De 50 ans à 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
1948	Hommes	133	89	83	116	110	102	115	100
	Femmes	111	117	100	107	96	85	69	100
	<b>Ensemble</b>	<b>127</b>	<b>94</b>	<b>86</b>	<b>114</b>	<b>106</b>	<b>97</b>	<b>98</b>	<b>100</b>
1949	Hommes	128	99	87	108	108	107	105	100
	Femmes	120	111	102	101	97	92	81	100
	<b>Ensemble</b>	<b>126</b>	<b>101</b>	<b>90</b>	<b>106</b>	<b>105</b>	<b>103</b>	<b>99</b>	<b>100</b>
1950	Hommes	93	100	92	103	110	108	104	100
	Femmes	95	114	104	99	99	94	77	100
	<b>Ensemble</b>	<b>93</b>	<b>102</b>	<b>94</b>	<b>102</b>	<b>108</b>	<b>105</b>	<b>96</b>	<b>100</b>
1951	Hommes	115	112	89	102	108	111	101	100
	Femmes	93	132	104	98	95	92	80	100
	<b>Ensemble</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>92</b>	<b>101</b>	<b>105</b>	<b>106</b>	<b>95</b>	<b>100</b>
1952	Hommes	119	103	92	102	109	104	108	100
	Femmes	82	116	107	100	95	88	80	100
	<b>Ensemble</b>	<b>111</b>	<b>105</b>	<b>94</b>	<b>101</b>	<b>105</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>100</b>
1953	Hommes	103	88	93	104	106	118	99	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	<b>Ensemble</b>	<b>97</b>	<b>94</b>	<b>96</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>111</b>	<b>90</b>	<b>100</b>
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	<b>Ensemble</b>	<b>65</b>	<b>91</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>104</b>	<b>112</b>	<b>82</b>	<b>100</b>
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	<b>Ensemble</b>	<b>93</b>	<b>90</b>	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>74</b>	<b>100</b>
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	<b>Ensemble</b>	<b>152</b>	<b>113</b>	<b>98</b>	<b>94</b>	<b>104</b>	<b>105</b>	<b>65</b>	<b>100</b>
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	<b>Ensemble</b>	<b>171</b>	<b>117</b>	<b>99</b>	<b>95</b>	<b>94</b>	<b>107</b>	<b>65</b>	<b>100</b>

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,  
D'APRES L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE  
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cf. chapitre II).

Relevé n° 6. -- REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES ANNEE

Table with columns for NATURE DES INFRACTIONS, BRUXELLES (HOMMES, FEMMES, Total), LOUVAIN (HOMMES, FEMMES, Total), NIVELLES (HOMMES, FEMMES, Total), and Taux de criminalité par 100.000 habitants.

L'ARRONDISSEMENT OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION 1957

Table with columns for ANVERS, MALINES, TURNHOUT, MONS, and Taux de criminalité par 100.000 habitants. Includes a '2bis' column for the total of the 37 categories.









Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

**REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE  
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.  
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.**

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
<b>Bruxelles</b> . . . . .	171 020	487	836	737
Anderlecht . . . . .	126 853	156	276	186
Assche . . . . .	60 060	107	76	49
Hal . . . . .	60 987	110	83	69
Ixelles . . . . .	158 068	259	367	212
Molenbeek-Saint-Jean . . . . .	122 999	222	420	252
Saint-Gilles . . . . .	56 141	80	262	137
Saint-Josse-ten-Noode . . . . .	159 610	198	380	243
Schaerbeek . . . . .	158 511	197	483	255
Sint-Kwintens-Lennik . . . . .	39 933	70	44	28
Uccle . . . . .	145 856	189	255	173
Vilvorde . . . . .	66 151	66	90	79
Wolvertem . . . . .	59 642	66	40	24
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	1 077
<b>Louvain</b> . . . . .	134 919	295	230	223
Aarschot . . . . .	38 350	81	61	60
Diest . . . . .	44 328	113	101	95
Glabbeek . . . . .	18 926	28	17	20
Haacht . . . . .	38 502	44	32	37
Tirlemont . . . . .	47 354	116	87	97
Léau . . . . .	17 824	38	22	25
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	2
<b>Nivelles</b> . . . . .	72 904	186	205	227
Genappe . . . . .	18 374	37	43	42
Jodoigne . . . . .	25 990	66	58	61
Perwez . . . . .	17 414	38	38	40
Wavre . . . . .	59 121	163	175	175
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—
<b>Anvers</b> . . . . .	301 594	1 061	1 401	1 580
Berchem . . . . .	101 015	129	190	126
Boom . . . . .	52 831	125	89	81

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
<b>Borgerhout</b> . . . . .	146 420	289	429	275
Brecht . . . . .	48 678	78	51	51
Ekeren . . . . .	90 345	153	193	140
Kontich . . . . .	52 812	76	65	53
Zandhoven . . . . .	47 991	69	62	43
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	122
<b>Malines</b> . . . . .	95 016	218	188	173
Duffel . . . . .	43 773	48	33	36
Heist-op-den-Berg . . . . .	50 346	45	27	25
Lierre . . . . .	42 804	96	67	60
Puurs . . . . .	33 543	41	33	27
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	4	—	1
<b>Turnhout</b> . . . . .	58 161	149	129	139
Arendonk . . . . .	28 393	50	41	44
Herentals . . . . .	57 901	91	84	77
Hoogstraten . . . . .	26 076	65	48	47
Mol . . . . .	70 865	162	123	128
Westerloo . . . . .	41 296	88	74	68
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	1	—	—
<b>Mons</b> . . . . .	85 578	361	422	416
Boussu . . . . .	77 560	249	308	305
Chièvres . . . . .	15 796	39	37	33
Dour . . . . .	35 124	95	100	96
Enguien . . . . .	14 791	39	35	35
La Louvière . . . . .	56 508	215	336	333
Lens . . . . .	28 516	67	86	98
Pâturages . . . . .	43 636	137	168	161
Rœulx . . . . .	42 649	113	171	174
Soignies . . . . .	36 783	79	92	104
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	2
<b>Charleroi</b> . . . . .	150 643	684	1 002	1 017
Beaumont . . . . .	11 981	31	30	36
Binche . . . . .	71 066	251	297	280
Châtelet . . . . .	77 670	312	446	432
Chimay . . . . .	14 551	37	25	30
Fontaine-l'Évêque . . . . .	61 751	221	259	247
Gosselies . . . . .	50 436	178	210	212
Jumet . . . . .	40 129	147	179	167
Marchienne-au-Pont . . . . .	43 590	121	210	232
Merbes-le-Château . . . . .	43 590	58	60	74
Seneffe . . . . .	17 822	120	156	175
Thuin . . . . .	45 164	52	63	78
23 720	—	—	—	—
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	17

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	49 892	166	183	194
Antoing	24 828	54	48	45
Ath	17 665	71	62	66
Celles	11 829	13	14	12
Flobecq	11 061	26	24	24
Frasnes-lez-Buissenal	10 400	26	18	23
Lessines	21 801	72	74	75
Leuze	19 238	25	32	22
Péruwelz	22 669	68	61	55
Quevaucamps	24 165	63	84	95
Templeuve	19 745	26	25	25
Canton inconnu dans l'arrondissement				2
<b>Gand</b>	180 732	754	840	927
Assenede	24 362	58	59	57
Deinze	26 081	34	28	17
Eeklo	40 356	101	84	73
Evergem	19 426	146	127	93
Kaprijke	16 063	39	30	26
Kruishoutem	19 645	37	22	16
Ledeberg	44 207	115	108	98
Lochristi	25 922	43	27	23
Nazareth	23 503	31	22	23
Nevele	19 175	52	36	31
Oosterzele	43 504	74	60	55
Waarschoot	14 471	14	11	11
Zomergem	21 702	49	42	42
Canton inconnu dans l'arrondissement				1
<b>Audenarde</b>	37 439	124	99	103
Grammont	31 185	103	50	40
Herzele	44 235	128	104	85
Nederbrakel	18 110	34	22	25
Ninove	45 976	110	82	81
Renaix	31 026	70	68	70
Sint-Maria-Horebeke	15 806	24	15	14
Zottegem	28 466	68	45	40
Canton inconnu dans l'arrondissement		6	5	5
<b>Termonde</b>	61 592	209	176	171
Alost	103 934	384	332	338
Beveren-Waas	30 158	127	83	76
Hamme	29 590	76	64	62
Lokeren	31 268	122	97	83
Sint-Gillis-Waas	33 419	115	88	61
Saint-Nicolas	56 483	160	140	148
Tamise	47 479	91	79	76
Wetteren	38 488	108	72	80
Zele	53 199	94	78	85
Canton inconnu dans l'arrondissement				

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	192 063	731	720	798
Ardoie	15 833	34	23	18
Gistel	29 639	63	55	44
Ostende	68 899	292	341	383
Ruiselede	12 427	30	13	23
Tielt	19 000	59	40	40
Torhout	53 312	139	118	122
Canton inconnu dans l'arrondissement				2
<b>Courtrai</b>	98 718	308	281	313
Avelgem	15 546	30	24	28
Harelbeke	17 235	64	61	63
Izegem	32 851	104	79	71
Menin	58 269	168	194	221
Meulebeke	17 500	35	27	19
Moorsele	25 269	34	23	20
Mouscron	55 403	122	121	133
Oostrozebeke	20 038	27	16	18
Roulers	42 627	148	121	102
Canton inconnu dans l'arrondissement				
<b>Furnes</b>	30 481	95	92	108
Dixmude	24 772	88	77	89
Haringe	14 516	34	27	19
Nieuport	24 029	61	75	85
Canton inconnu dans l'arrondissement				2
<b>Ypres</b>	46 689	150	151	171
Hooglede	18 295	30	29	23
Messines	16 737	44	51	52
Passendale	18 267	44	42	42
Poperinge	15 754	50	33	32
Wervik	30 282	123	126	134
Canton inconnu dans l'arrondissement				
<b>Liège</b>	156 612	636	916	1 022
Dalhem	23 500	35	44	47
Fexhe-Slins	37 882	60	75	76
Fléron	62 166	105	173	176
Grivegnée	60 087	123	153	127
Herstal	43 822	105	142	142
Hollogne-aux-Pierres	85 046	227	303	276
Louveigné	22 000	41	34	35
Saint-Nicolas	44 382	60	91	87
Seraing-sur-Meuse	69 828	250	354	337
Waremme	21 481	44	50	48
Canton inconnu dans l'arrondissement				3

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
<b>Huy</b> . . . . .	46 331	131	128	131
Ferrières . . . . .	4 275	10	6	3
Hannut . . . . .	18 027	34	33	28
Héron . . . . .	14 211	32	29	30
Jehay-Bodegnée . . . . .	16 263	27	19	16
Landen . . . . .	20 111	45	46	50
Nandrin . . . . .	23 547	41	43	50
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	2	2
<b>Verviers</b> . . . . .	45 237	196	210	213
Aubel . . . . .	20 431	40	28	36
Dison . . . . .	19 619	44	69	52
Eupen . . . . .	25 937	72	72	79
Herve . . . . .	12 064	21	21	23
Limbourg . . . . .	23 148	37	38	37
Malmédy . . . . .	21 739	91	87	95
Saint-Vith . . . . .	17 466	35	27	27
Spa . . . . .	36 431	83	89	97
Stavelot . . . . .	14 200	25	20	26
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—
<b>Tongres</b> . . . . .	33 059	64	60	69
Bilzen . . . . .	77 843	173	288	306
Borgloon (Looz) . . . . .	31 064	38	29	29
Brée . . . . .	23 515	30	22	18
Maaseik . . . . .	29 890	71	77	75
Mechelen . . . . .	51 676	85	99	124
Zichen-Z.-B. . . . .	15 744	28	27	25
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—
<b>Hasselt</b> . . . . .	62 153	157	125	126
Beringen . . . . .	68 785	98	121	116
Herck-la-Ville . . . . .	30 385	45	26	30
Neerpelt . . . . .	44 591	87	67	59
Peer . . . . .	29 323	33	49	58
Saint-Trond . . . . .	45 849	138	122	106
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	1
<b>Arlon</b> . . . . .	22 601	78	70	80
Etalle . . . . .	14 326	37	27	25
Fauvillers . . . . .	1 006	8	6	9
Florenville . . . . .	10 502	20	16	20
Messancy . . . . .	18 647	60	57	62
Virton . . . . .	18 162	25	27	27
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	2

CANTONS	1957			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
<b>Marche-en-Famenne</b> . . . . .	13 725	31	20	27
Durbuy . . . . .	7 825	10	7	9
Erezée . . . . .	5 587	12	3	4
Houffalize . . . . .	8 407	15	18	17
La Roche . . . . .	8 574	24	12	12
Nassogne . . . . .	4 582	4	5	5
Vielsalm . . . . .	8 501	12	7	12
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	—
<b>Neufchâteau</b> . . . . .	15 734	30	22	22
Bastogne . . . . .	12 249	29	18	22
Bouillon . . . . .	7 179	18	17	18
Paliseul . . . . .	11 790	31	20	22
Saint-Hubert . . . . .	10 582	31	22	27
Sibret . . . . .	7 464	13	8	7
Wellin . . . . .	5 621	13	8	9
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	1	1	3
<b>Namur</b> . . . . .	102 370	446	508	549
Andenne . . . . .	20 214	57	64	68
Eghezée . . . . .	20 081	41	46	48
Fosse . . . . .	51 035	199	205	206
Gembloux . . . . .	30 616	101	110	130
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	7	2
<b>Dinant</b> . . . . .	25 804	85	80	105
Beauraing . . . . .	12 410	21	31	27
Ciney . . . . .	22 276	66	56	54
Couvin . . . . .	16 946	53	52	57
Florennes . . . . .	13 450	43	50	48
Gedinne . . . . .	10 243	30	21	30
Philippeville . . . . .	10 400	27	28	35
Rochefort . . . . .	14 553	54	56	58
Walcourt . . . . .	17 047	65	72	77
Canton inconnu dans l'arrondissement . . . . .	—	—	—	2

## Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1957			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles . . . . .	1 385 831	2 207	3 612	3 521
Louvain . . . . .	340 203	715	553	559
Nivelles . . . . .	193 803	490	519	545
Anvers . . . . .	841 686	1 980	2 483	2 474
Malines . . . . .	265 482	452	348	322
Turnhout . . . . .	282 692	606	499	503
Mons . . . . .	436 941	1 394	1 755	1 757
Charleroi . . . . .	608 523	2 242	2 937	2 997
Tournai . . . . .	233 599	610	625	638
<b>Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles</b>	<b>4 588 760</b>	<b>10 696</b>	<b>13 331</b>	<b>13 316</b>
Gand . . . . .	549 149	1 547	1 496	1 493
Audenarde . . . . .	252 243	667	490	463
Termonde . . . . .	455 610	1 486	1 209	1 180
Bruges . . . . .	391 173	1 348	1 310	1 430
Courtrai . . . . .	413 456	1 040	947	988
Furnes . . . . .	93 798	278	271	303
Ypres . . . . .	146 024	441	432	454
<b>Ressort de la Cour d'Appel de Gand</b>	<b>2 301 453</b>	<b>6 807</b>	<b>6 155</b>	<b>6 311</b>
Liège . . . . .	626 806	1 686	2 335	2 376
Huy . . . . .	142 768	320	306	310
Verviers . . . . .	236 275	644	661	685
Tongres . . . . .	265 791	489	602	646
Hasselt . . . . .	281 086	558	510	496
Arlon . . . . .	88 544	228	203	225
Marche-en-Famenne . . . . .	57 201	108	72	86
Neufchâteau . . . . .	70 619	166	116	130
Namur . . . . .	224 346	844	940	1 003
Dinant . . . . .	143 129	444	446	493
<b>Ressort de la Cour d'Appel de Liège</b>	<b>2 136 565</b>	<b>5 487</b>	<b>6 191</b>	<b>6 450</b>
<b>Totaux</b>	<b>9 026 778</b>	<b>22 990</b>	<b>25 677</b>	<b>26 077</b>
A l'étranger . . . . .	—	3 315	628	228
Inconnu . . . . .	—	—	—	—
<b>Totaux généraux</b>	<b>9 026 778</b>	<b>26 305</b>	<b>26 305</b>	<b>26 305</b>

## Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public . . . . .	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique . . . . .	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications . . . . .	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles . . . . .	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique . . . . .	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires . . . . .	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers . . . . .	7	27.
Calomnies et injures . . . . .	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages . . . . .	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.



Relevé n° 7 — 1957 (suite)

Table with 15 columns: NATURE DES INFRACTIONS, Numéros de la nomenclature, SEXE des condamnés, 1° DEGRE (2 condamnations), 2° DEGRE (3 condamnations), 3° DEGRE (4 condamnations), 4° DEGRE (5 condamnations), and Total. Rows include Outrages publics aux mœurs, Adultère et bigamie, Abandon de famille, Meurtre, Lésions corporelles volontaires, Attentats à la liberté individuelle, Calomnies et injures, Violation de sépulture, Falsification dangereuse de denrées alimentaires, and Violation du secret professionnel.

Table with 36 columns: 5° DEGRE (6 condamnations), 6° DEGRE (7 condamnations), 7° DEGRE (8 condamnations), 8° DEGRE (9 condamnations), 9° DEGRE (10 condamnations), 10° DEGRE (11 condamnations et plus), and AU TOTAL. Rows continue from the previous table, including Violation du secret des lettres et autres communications.



Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1948. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1948.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes .....	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes .....	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	<b>Ensemble .....</b>	<b>37 005</b>	<b>7 191</b>	<b>9 153</b>	<b>16 344</b>	<b>194</b>	<b>247</b>	<b>441</b>
1948	Hommes .....	28 261	4 872	6 111	10 983	172	216	388
	Femmes .....	8 857	1 106	1 455	2 561	125	164	289
	<b>Ensemble .....</b>	<b>37 118</b>	<b>5 978</b>	<b>7 566</b>	<b>13 544</b>	<b>161</b>	<b>204</b>	<b>365</b>
1949	Hommes .....	27 285	4 818	6 033	10 851	176	222	398
	Femmes .....	8 195	1 023	1 416	2 439	125	173	298
	<b>Ensemble .....</b>	<b>35 480</b>	<b>5 841</b>	<b>7 449</b>	<b>13 290</b>	<b>165</b>	<b>210</b>	<b>375</b>
1950	Hommes .....	23 434	4 562	5 733	10 295	195	244	439
	Femmes .....	7 111	1 008	1 379	2 387	141	194	335
	<b>Ensemble .....</b>	<b>30 545</b>	<b>5 570</b>	<b>7 112</b>	<b>12 682</b>	<b>182</b>	<b>233</b>	<b>415</b>
1951	Hommes .....	23 938	4 838	5 821	10 659	202	243	445
	Femmes .....	6 793	990	1 249	2 239	145	184	329
	<b>Ensemble .....</b>	<b>30 731</b>	<b>5 828</b>	<b>7 070</b>	<b>12 898</b>	<b>189</b>	<b>230</b>	<b>419</b>
1952	Hommes .....	25 273	5 455	5 903	11 358	216	233	449
	Femmes .....	7 006	1 014	1 308	2 322	145	186	331
	<b>Ensemble .....</b>	<b>32 279</b>	<b>6 469</b>	<b>7 211</b>	<b>13 680</b>	<b>200</b>	<b>223</b>	<b>424</b>
1953	Hommes .....	22 063	4 772	5 214	9 986	216	236	452
	Femmes .....	6 470	924	1 161	2 085	143	179	322
	<b>Ensemble .....</b>	<b>28 533</b>	<b>5 696</b>	<b>6 375</b>	<b>12 071</b>	<b>200</b>	<b>223</b>	<b>423</b>
1954	Hommes .....	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes .....	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	<b>Ensemble .....</b>	<b>26 519</b>	<b>5 537</b>	<b>6 101</b>	<b>11 638</b>	<b>209</b>	<b>230</b>	<b>439</b>
1955	Hommes .....	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes .....	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	<b>Ensemble .....</b>	<b>26 690</b>	<b>5 558</b>	<b>5 986</b>	<b>11 544</b>	<b>208</b>	<b>224</b>	<b>432</b>
1956	Hommes .....	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes .....	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	<b>Ensemble .....</b>	<b>27 337</b>	<b>5 769</b>	<b>6 212</b>	<b>11 981</b>	<b>211</b>	<b>227</b>	<b>438</b>
1957	Hommes .....	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes .....	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	<b>Ensemble .....</b>	<b>26 305</b>	<b>5 275</b>	<b>6 044</b>	<b>11 319</b>	<b>201</b>	<b>230</b>	<b>430</b>

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1948 A 1957

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes .....	207	264	471
	Femmes .....	151	186	337
	<b>Ensemble .....</b>	<b>194</b>	<b>247</b>	<b>441</b>
100				
1948	Hommes .....	83	82	82
	Femmes .....	83	88	86
	<b>Ensemble .....</b>	<b>83</b>	<b>83</b>	<b>83</b>
1949	Hommes .....	85	84	85
	Femmes .....	83	93	88
	<b>Ensemble .....</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>85</b>
1950	Hommes .....	94	92	93
	Femmes .....	94	104	99
	<b>Ensemble .....</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>94</b>
1951	Hommes .....	97	92	94
	Femmes .....	96	98	97
	<b>Ensemble .....</b>	<b>97</b>	<b>93</b>	<b>95</b>
1952	Hommes .....	101	88	95
	Femmes .....	96	100	98
	<b>Ensemble .....</b>	<b>103</b>	<b>90</b>	<b>96</b>
1953	Hommes .....	101	89	96
	Femmes .....	95	96	95
	<b>Ensemble .....</b>	<b>103</b>	<b>90</b>	<b>96</b>
1954	Hommes .....	109	92	100
	Femmes .....	99	98	99
	<b>Ensemble .....</b>	<b>108</b>	<b>93</b>	<b>100</b>
1955	Hommes .....	109	91	99
	Femmes .....	100	94	96
	<b>Ensemble .....</b>	<b>107</b>	<b>91</b>	<b>98</b>
1956	Hommes .....	110	91	99
	Femmes .....	102	99	100
	<b>Ensemble .....</b>	<b>109</b>	<b>92</b>	<b>99</b>
1957	Hommes .....	103	92	97
	Femmes .....	103	97	99
	<b>Ensemble .....</b>	<b>104</b>	<b>93</b>	<b>98</b>



## Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1957

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . . . .	1	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . . . .	2	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	— — —	3 — 3	— — —	— — —	— — —	3 — 3	— — —	
Faux en écritures . . . . .	3	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	3 — 3	24 1 25	— — —	— — —	3 — 3	23 1 24	— — —	
Faux témoignage ou serment . . . . .	4	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	— — —	2 — 2	— — —	— — —	— — —	2 — 2	— — —	
Usurpation de fonction, titres ou nom . . . . .	5	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	2 — 2	6 — 6	— — —	— — —	— — —	5 — 5	2 — 2	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . . . .	6	Hommes . . . . . Femmes . . . . . Ensemble . . . . .	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —	1 — 1	— — —	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	7	Hommes . . . . .	317	308	—	—	19	113	298	285
		Femmes . . . . .	26	34	—	—	1	7	25	27
Infractions contre l'ordre public par des particuliers . . . . .	8	Hommes . . . . .	46	32	—	—	7	13	39	19
		Femmes . . . . .	2	2	—	—	—	1	2	1
Infractions contre la sécurité publique . . . . .	9	Hommes . . . . .	23	38	—	—	3	26	20	12
		Femmes . . . . .	1	2	—	—	—	2	1	—
Avortement . . . . .	10	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	2	—	—	—	2	—	—
Exposition ou délaisement d'enfants . . . . .	11	Hommes . . . . .	—	7	—	—	—	7	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état . . . . .	12	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs . . . . .	13	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 8 — 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	14	Hommes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols . . . . .	15	Hommes . . . . .	1	45	—	—	1	44	—	1
		Femmes . . . . .	—	1	—	—	—	1	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution . . . . .	16	Hommes . . . . .	—	10	—	—	—	10	—	—
		Femmes . . . . .	—	12	—	—	—	10	—	2
Outrages publics aux mœurs . . . . .	17	Hommes . . . . .	1	53	—	—	1	39	—	14
		Femmes . . . . .	—	4	—	—	—	2	—	2
Adultère et bigamie . . . . .	19	Hommes . . . . .	5	55	—	—	5	55	—	—
		Femmes . . . . .	3	18	—	—	3	18	—	—
Abandon de famille . . . . .	20	Hommes . . . . .	3	10	—	—	3	10	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre . . . . .	21	Hommes . . . . .	1	—	—	—	1	—	—	—
		Femmes . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires . . . . .	24	Hommes . . . . .	154	415	—	—	52	243	102	172
		Femmes . . . . .	—	17	—	—	—	7	—	10
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers . . . . .	27	Hommes . . . . .	69	173	—	—	20	121	49	52
		Femmes . . . . .	—	15	—	—	—	10	—	5

Relevé n° 8 — 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Calomnies et injures	28	Hommes	2	13	—	—	—	12	2	1
		Femmes	—	2	—	—	—	1	—	1
		Ensemble	2	15	—	—	—	13	2	2
peines de pol.	29	Hommes	—	2	—	—	—	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	2	—	—	—	2	—	—	—	
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines crim.	35	Hommes	35	327	—	—	18	303	17	24
		Femmes	4	16	—	—	3	13	1	3
Ensemble	39	343	—	—	21	316	18	27		
peines de pol.	36	Hommes	—	10	—	—	—	9	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	10	—	—	—	9	—	1		
Banqueroute	37	Hommes	—	6	—	—	—	5	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	6	—	—	—	5	—	1		
peines correc.	38	Hommes	7	137	—	—	6	137	1	—
		Femmes	2	8	—	—	1	8	1	—
Ensemble	9	145	—	—	7	145	2	—		
peines de pol.	39	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—		
Recel	40	Hommes	3	24	—	—	3	24	—	—
		Femmes	2	—	—	—	2	—	—	—
Ensemble	5	24	—	—	5	24	—	—		

Relevé n° 8 — 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires 4	Réci-di-vistes 5	Pri-maires 6	Réci-di-vistes 7	Pri-maires 8	Réci-di-vistes 9	Pri-maires 10	Réci-di-vistes 11
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—
peines correc.	42	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	1	—	—	—	1	—	—		
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—		
peines correc.	44	Hommes	45	58	—	—	9	29	36	29
		Femmes	—	6	—	—	—	3	—	3
Ensemble	45	64	—	—	9	32	36	32		
peines de pol.	45	Hommes	25	19	—	—	3	9	22	10
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	1
Ensemble	25	20	—	—	3	9	22	11		
Totaux	45	Hommes	754	1 881	—	—	157	1 254	597	627
		Femmes	40	141	—	—	10	86	30	55
		Ensemble	794	2 022	—	—	167	1 340	627	682
Totaux généraux	2 816	—	—	—	1 507	—	1 309	—	—	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1931-1957 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38 262	8 559	22,37
1932	38 150	8 291	21,73
1933	37 977	7 933	20,89
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71

## CHAPITRE II

### Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces délinquants.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces délinquants, par la recherche du nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous réparti par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1<sup>o</sup>) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2<sup>o</sup>) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3<sup>o</sup>) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4<sup>o</sup>) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois depuis 1948.











## E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1957

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		
+ 100 000 habitants	626	482	543	560	595	593	602	568	531	567	572	680	44	14	347	7 324
25 000 — 100 000	431	298	296	348	330	311	451	371	383	353	311	379	6	6	489	4 763
10 000 — 25 000	434	304	365	318	362	406	413	350	399	348	325	359	13	4	165	4 565
— 10 000	1 008	865	960	960	1 029	1 100	1 359	1 171	1 145	1 013	847	939	29	12	873	13 310
<b>Total</b>	<b>2 499</b>	<b>1 949</b>	<b>2 164</b>	<b>2 186</b>	<b>2 316</b>	<b>2 410</b>	<b>2 825</b>	<b>2 460</b>	<b>2 458</b>	<b>2 281</b>	<b>2 055</b>	<b>2 357</b>	<b>92</b>	<b>36</b>	<b>1 874</b>	<b>29 962</b>

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

## APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		

## 1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1948	2 994	2 365	2 738	2 827	3 275	3 386	3 181	3 532	3 408	3 257	2 940	2 945	656	489	3 981	41 974
1949	3 233	2 561	2 695	2 960	3 394	3 224	3 511	3 487	3 532	3 052	2 645	2 792	488	352	3 583	41 509
1950	2 676	2 217	2 505	2 531	2 784	2 866	3 083	3 022	2 921	2 691	2 296	2 293	451	328	3 045	35 709
1951	2 948	2 444	2 546	2 604	2 924	2 962	3 285	2 968	2 905	2 679	2 545	2 204	435	263	2 373	36 085
1952	3 025	2 383	2 727	2 773	2 824	2 887	3 171	2 980	3 137	3 103	2 994	2 741	493	303	2 541	38 082
1953	2 707	1 924	2 306	2 470	2 573	2 827	2 924	2 653	2 590	2 504	2 202	2 402	478	262	2 157	32 979
1954	2 252	1 811	2 030	2 106	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 150	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962

## 2. — POURCENTAGES.

1948	7,13	5,63	6,52	6,73	7,80	8,08	7,58	8,40	8,13	7,76	7,—	7,02	1,56	1,17	9,49
1949	7,79	6,17	6,49	7,13	8,18	7,77	8,46	8,40	8,51	7,35	6,37	6,73	1,17	0,85	8,63
1950	7,49	6,21	7,02	7,09	7,80	8,02	8,64	8,47	8,19	7,54	6,42	6,42	1,26	0,91	8,52
1951	8,17	6,77	7,05	7,22	8,10	8,21	9,10	8,23	8,06	7,42	7,05	6,11	1,21	0,73	6,57
1952	7,94	6,27	7,16	7,28	7,41	7,58	8,33	7,82	8,24	8,15	7,86	7,20	1,29	0,80	6,67
1953	8,22	5,83	6,99	7,49	7,80	8,58	8,87	8,04	7,85	7,59	6,68	7,28	1,45	0,79	6,54
1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70
1957	8,31	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25

100

Le relevé n° 10 reproduit ci-dessous donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre repartis d'après le mois où ils ont été commis.







IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1<sup>er</sup> § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1957

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAL
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	112	137	137	137	150	163	221	174	152	148	146	153	20	1 850
Faits d'ivresse commis isolément	907	909	1 073	1 118	1 083	1 052	1 181	1 075	1 227	1 040	816	1 011	3	12 495
Total des deux catégories	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23	14 345

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1942, des infractions aux articles 1<sup>er</sup> § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epoque inconnue
	commis isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
1942	1 740	461	2 201	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2
1943	1 934	415	2 349	164	178	177	208	196	202	219	208	225	171	180	1	1
1944	1 534	201	1 735	211	153	151	155	119	135	125	97	103	128	173	185	—
1945	1 063	179	1 242	63	87	95	90	105	99	130	137	152	116	89	79	—
1946	3 296	502	3 798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4 892	1 023	5 915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5 897	1 723	7 620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4
1957	12 195	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités . . . . . 9

2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle . . . . . 9

Nomenclature détaillée . . . . . 10

3. Unités prises en considération par la statistique criminelle . . . . . 13

4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle

Modèle de fiche . . . . . 15

5. Organisation des travaux statistiques . . . . . 16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel . . . . . 17

2. Notions de droit pénal :

1) Le droit pénal est un droit écrit . . . . . 17

2) Infractions et peines principales . . . . . 17

3) Peines accessoires et subsidiaires . . . . . 17

4) Personnalité des peines . . . . . 18

5) Non rétroactivité de la loi pénale . . . . . 18

6) Tentative . . . . . 18

7) Concours . . . . . 18

8) Participation . . . . . 18

9) Causes de justification . . . . . 18

10) Causes d'excuse . . . . . 18

11) Circonstances atténuantes . . . . . 18

12) Récidive . . . . . 19

13) Extinction de peine . . . . . 19

14) Délais de prescription . . . . . 19

15) Libération et condamnation conditionnelle . . . . . 19

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance . . . . . 19

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930 . . . . . 19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence . . . . . 20

1) Mission de la police judiciaire . . . . . 20

2) Saisine des juridictions répressives . . . . . 20

a) Actions publique et civile . . . . . 20

b) Action publique devant les juridictions répressives . . . . . 21

Les juridictions de jugement . . . . . 21

1) Tribunaux de police . . . . . 22

2) Tribunaux correctionnels . . . . . 23

3) Cours d'appel . . . . . 23

4) Cours d'assises . . . . . 23

5) Cour de cassation . . . . . 23

Extinction de l'action publique . . . . . 24

4. Le droit et la statistique . . . . . 24

1) Infractions et peines . . . . . 24

2) Concours et participation . . . . . 24

3) Récidive . . . . . 24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge . . . . . 26

2) Etendue territoriale et densité de population par km2 par arrondissement judiciaire . . . . . 27

## STATISTIQUE CRIMINELLE

## Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° <i>Le sexe des condamnés :</i>	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° <i>Les antécédents judiciaires :</i>	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34
Section II. — Etat civil et situation de famille.	
1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

## Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

## Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

## Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

## Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

## Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118
Chapitre II. — Statistique des infractions.	
1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain—BRUXELLES

---

9

# STATISTIQUES JUDICIAIRES

---

ANNEE 1957

N<sup>o</sup>. I

*La reproduction des données est subordonnée  
à l'indication de la source.*

**Juillet 1959**



S O M M A I R E

	2.
Divorces et séparations de corps	1
Actes notariés	10
Déchéance du droit de conduire un véhicule	14
Défense sociale	19
Adoptions	24
Grâces et libérations conditionnelles	26

STATISTIQUE DES DIVORCES  
ET SEPARATIONS DE CORPS

Année 1957

STATISTIQUE DES DIVORCES  
ET SEPARATIONS DE CORPS

Année 1957

Tableau 1. - DIVORCES - COMPTES

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1957)

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
Nombre total de demandes :	1.442	58	113	704	98	28	283	523	168	258	55	95	115	140	32	49	567	76	159	34	27	30	11	6	143	41	5.255
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :																											
a) Demandes accueillies	1.312	55	78	573	81	24	267	483	123	228	52	83	105	111	27	34	531	63	120	31	25	29	8	4	112	38	4.598
b) Demandes rejetées	130	3	17	85	16	3	10	36	10	27	3	12	10	16	4	9	31	13	33	3	1	1	3	2	13	3	494
c) Demandes abandonnées	-	-	18	46	1	1	6	4	35	3	-	-	-	13	1	6	5	-	6	-	-	-	-	-	18	-	163
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :																											
a) Excès, sévices ou injures graves :	650	26	54	443	57	20	127	261	86	124	21	54	58	74	21	34	381	39	84	10	7	12	6	2	79	18	2.748
1. Demandes accueillies	524	23	31	315	41	16	112	224	41	94	18	45	49	50	16	20	345	27	46	7	7	11	5	-	55	15	2.137
2. Demandes rejetées et abandonnées	126	3	23	128	16	4	15	37	45	30	3	9	9	24	5	14	36	12	38	3	-	1	1	2	24	3	611
b) Adultère du mari :	250	6	12	70	6	2	34	67	10	42	9	13	17	27	3	4	30	9	13	2	4	5	1	1	11	3	651
1. Demandes accueillies	250	6	8	70	6	2	34	66	10	42	9	12	17	27	3	3	30	9	13	2	4	5	1	1	10	3	643
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	4	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	8
c) Adultère de la femme :	318	15	27	106	27	6	83	128	49	67	20	23	27	31	7	9	54	15	26	21	12	8	-	3	37	12	1.131
1. Demandes accueillies	318	15	20	106	26	6	83	126	49	67	20	22	27	29	7	9	54	14	25	21	11	8	-	3	33	12	1.111
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	7	-	1	-	-	2	-	-	-	1	-	2	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	4	-	20
d) Conversion de séparation de corps	9	-	-	2	-	-	2	-	1	-	1	1	2	3	1	-	3	1	-	-	-	-	4	-	2	4	36
1. Demandes accueillies	8	-	-	1	-	-	1	-	1	-	1	-	2	-	1	-	3	1	-	-	-	-	2	-	-	4	25
2. Demandes rejetées et abandonnées	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	11
e) Consentement mutuel :	215	11	20	83	8	-	37	67	22	25	4	4	11	5	-	2	99	12	36	1	4	5	-	-	14	4	689
1. Demandes accueillies	212	11	19	81	8	-	37	67	22	25	4	4	10	5	-	2	99	12	36	1	4	5	-	-	14	4	632
2. Demandes rejetées et abandonnées	3	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :																											
a) Demandes formées par le mari	608	23	53	344	44	12	147	244	83	121	29	43	51	56	18	27	251	34	62	21	12	11	9	4	70	21	2.368
b) Demandes formées par la femme	619	24	40	277	46	16	99	212	63	112	22	48	53	79	14	20	217	30	61	12	11	14	2	2	59	16	2.162
c) Demandes formées par consentement mutuel	215	11	20	83	8	-	37	67	22	25	4	4	11	5	-	2	99	12	36	1	4	5	-	-	14	4	689

(\*) 144 demandes de divorce rayées n'ont pas été relevées par manque de renseignements.

Tableau 2. - DIVORCES - MENAGES

EN INSTANCE (ANNEE 1957)

SPECIFICATIONS	Province de Brabant											Province de Liège																
	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume	
<b>1. Nombre de ménages en instance :</b>																												
1. Total des demandes	1,442	58	113	704	98	28	283	523	168	258	55	95	115	140	32	49	597	76	159	34	27	30	17	6	143	41	5,255	
2. Demandes à décompter																												
dont a) Doubles	98	-	19	55	8	4	23	35	9	20	-	10	11	19	7	9	23	11	15	-	3	-	1	-	15	-	396	
b) Réintroduites la même année	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Nombre de ménages en instance	1,344	58	94	649	90	24	260	488	159	238	55	85	104	121	25	40	541	65	144	34	24	30	10	6	128	41	4,857	
<b>2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :</b>																												
a) Pas ou plus d'enfants	717	18	37	142	35	9	127	263	62	143	19	29	58	48	7	13	330	26	54	11	7	12	10	4	39	20	2,240	
b) 1 enfant	401	23	37	181	31	7	76	142	54	66	21	28	28	34	6	12	139	25	47	7	6	15	-	1	54	6	1,447	
c) 2 enfants	159	10	10	100	17	3	37	52	27	19	10	20	12	27	6	11	48	10	25	8	6	3	-	1	19	7	647	
d) 3 enfants	43	2	9	23	4	4	14	19	10	9	2	4	5	6	5	2	16	2	12	6	-	-	-	-	10	3	270	
e) 4 enfants	14	4	1	6	1	-	3	6	4	1	2	2	1	2	-	1	5	1	2	2	-	-	-	-	-	4	2	54
f) 5 enfants	6	1	-	3	2	-	-	1	2	-	-	-	-	2	-	-	1	-	3	-	1	-	-	-	-	1	1	25
g) 6 enfants et plus	1	-	-	3	-	1	3	5	-	-	1	-	-	2	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2	24
h) Situation inconnue	3	-	-	191	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	199
<b>3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage</b>																												
a) Moins d'un an	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	6
b) De 1 à moins de 5 ans	142	7	10	104	22	8	30	76	20	26	13	16	10	12	-	4	77	12	36	4	3	3	2	-	10	2	655	
c) De 5 à moins de 10 ans	441	19	36	197	30	10	84	173	66	84	16	25	32	38	6	8	177	21	43	8	4	7	3	3	43	13	1,587	
d) De 10 à moins de 20 ans	525	25	37	224	21	5	89	156	51	90	17	31	36	47	13	11	192	26	51	13	11	14	3	2	42	13	1,745	
e) De 20 à moins de 30 ans	188	5	9	78	15	1	42	66	15	31	7	11	21	20	6	12	69	5	11	5	5	5	-	1	21	13	662	
f) De 30 à moins de 40 ans	42	1	2	12	1	-	14	16	3	6	2	2	5	3	-	4	26	1	1	1	1	1	-	-	5	-	152	
g) De 40 à moins de 50 ans	6	1	-	4	-	-	-	1	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	-	-	-	29	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2	-	-	-	33	

Tableau 3. - SEPARATIONS DE COPRS - COMPTE

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	85	8	12	33	4	5	11	29	29	16	6
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	70	7	2	15	4	4	8	26	11	13	5
b) Demandes rejetées	15	1	2	6	-	1	3	3	1	3	-
c) Demandes abandonnées	-	-	8	12	-	-	-	-	17	-	1
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) Excès, sévices ou injures graves :	58	6	6	29	2	4	11	22	24	12	6
1. Demandes accueillies	43	5	-	11	2	3	8	19	6	9	5
2. Demandes rejetées et abandonnées	15	1	6	18	-	1	3	3	18	3	1
b) Adultère du mari :	25	2	6	4	2	1	-	4	4	4	-
1. Demandes accueillies	25	2	2	4	2	1	-	4	4	4	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme	2	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-
1. Demandes accueillies	2	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes form. par le mari	14	1	1	9	-	2	5	9	7	2	1
b) Demandes form. par la femme	71	7	11	24	4	3	6	20	22	14	5

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1957)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
12	20	11	8	2	26	5	18	3	7	4	1	-	30	3	388
10	13	6	6	2	21	5	10	1	4	4	1	-	10	3	261
2	7	2	-	-	5	-	7	2	3	-	-	-	10	-	73
-	-	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	10	-	54
11	13	8	8	-	21	4	16	2	5	4	1	-	25	3	301
9	6	3	6	-	16	4	8	-	2	4	1	-	6	3	179
2	7	5	2	-	5	-	2	2	3	-	-	-	19	-	122
1	5	3	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-	2	-	70
1	6	3	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-	2	-	66
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
-	1	-	-	-	4	-	1	1	1	-	-	-	3	-	17
-	1	-	-	-	4	-	1	1	1	-	-	-	2	-	16
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	5	2	1	-	8	-	6	1	4	3	-	-	15	-	96
12	15	9	7	2	18	5	12	2	3	1	1	-	15	3	292



S T A T I S T I Q U E,

d e s

A C T E S N O T A R I E S

---

A N N E E 1 9 5 7



ACTES NOTARIES

ANNEE 1957

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT - ANNEE 1957

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	24.914	531.273.931	Malines (2 cantons)	5.442	29.477.799
Anderlecht	5.469	48.370.942	Duffel	1.670	8.173.089
Assche	3.016	12.366.767	Heist-op-den-Berg	3.088	11.131.254
Hal	3.179	17.663.837	Lierre	1.764	9.816.206
Ixelles (2 cantons)	7.291	86.208.355	Puurs	1.514	5.539.129
Molenbeek-Saint-Jean	4.981	38.933.173	Arr. Jud. de Malines :	13.478	64.137.477
Saint-Gilles	2.409	26.262.881	Turnhout	2.604	14.985.925
Saint-Josse	6.771	59.942.574	Arendonk	1.192	4.469.248
Schaerbeek (2 cantons)	7.432	66.140.207	Herentals	3.189	12.695.068
Sint-Kwintens-Lennik	2.310	9.518.351	Hoogstraten	1.132	6.572.339
Uccle	5.919	53.393.414	Mol	4.427	15.931.501
Vilvorde	2.879	17.329.251	Westerlo	1.701	4.502.683
Wolvenstem	3.082	17.992.876	Arr. jud. de Thurnhout :	14.245	59.156.764
Arrond. jud. de Bruxelles:	79.652	985.396.559	Mons	4.870	43.524.388
Louvain (2 cantons)	8.695	50.821.269	Boussu	2.719	6.731.229
Aarschot	1.788	4.971.508	Chièvres	676	2.130.520
Diest	2.158	6.872.087	Dour	2.240	6.894.868
Clabbeek	874	2.350.475	Enghien	858	3.192.529
Haacht	2.240	9.438.983	La Louvière	2.967	15.764.236
Tirlemont	2.331	10.548.622	Lens	1.768	5.391.177
Léau	700	2.366.378	Pâturages	2.609	7.320.852
Arrond. jud. de Louvain:	18.756	87.369.302	Roeulx	1.908	7.062.533
Nivelles	5.120	27.140.159	Soignies	1.916	8.656.826
Genappe	1.395	5.384.424	Arr. jud. de Mons :	22.529	106.669.158
Jodoigne	1.776	6.669.449	Charleroi (2 cantons)	7.847	41.684.026
Perwez	986	3.704.083	Beaumont	743	3.568.012
Wavre	4.702	27.771.545	Binche	2.881	12.036.486
Arrond. jud. de Nivelles:	13.979	70.729.660	Châtelet	3.453	14.141.134
Anvers (4 cantons)	25.442	298.851.559	Chimay	1.192	6.580.294
Berchem	2.242	14.533.334	Fontaine-l'Évêque	2.516	9.454.958
Boom	1.714	10.011.378	Gosselies	2.493	10.473.997
Borgerhout	4.961	28.063.804	Jumet	2.774	9.517.003
Brecht	2.492	11.476.455	Marchienne-au-Pont	1.745	8.449.625
Ekeren	3.661	18.733.575	Merbes-le-Château	931	3.554.241
Kontich	2.092	13.378.183	Seneffe	2.167	8.372.387
Zandhoven	2.049	10.400.877	Thuin	1.602	6.655.430
Arrond. jud. d'Anvers	44.653	405.449.165	Arr. jud. de Charleroi :	30.344	134.427.593

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.694	28.307.330	Bruges (3 cantons)	10.695	85.830.600
Antoing	1.339	46.586.650	Ardoise	635	2.556.435
Ath	992	3.819.284	Gistel	1.166	5.991.749
Celles	436	1.883.341	Ostende	3.066	26.354.388
Flobecq	568	2.525.530	Ruisseledé	333	3.551.098
Frasnes	978	5.789.253	Tielt	687	3.731.102
Lessines	1.491	6.856.829	Torhout	2.703	14.996.449
Leuze	866	3.217.117	Arrond. jud. de Bruges :	19.285	143.011.821
Péruwelz	1.155	3.812.484	Courtrai (2 cantons)	4.545	40.996.855
Quevaucamps	1.075	2.706.142	Avelgem	679	4.231.018
Templeuve	745	2.493.350	Harelbeke	1.871	13.340.158
Arrond. jud. de Tournai :	12.339	63.049.510	Izegem	1.475	10.177.079
Gand (3 cantons)	9.084	85.533.538	Menin	2.169	16.096.057
Assenede	835	2.783.666	Meulebeke	982	4.188.652
Deinze	1.039	7.356.124	Mouscron	2.989	13.157.346
Eeklo	1.736	12.238.168	Morsele	2.220	6.064.187
Evergem	2.590	17.470.057	Oostrozebeke	541	2.593.078
Kaprijke	595	4.150.937	Roulers	2.547	12.668.255
Kruishoutem	956	5.987.005	Arrond. jud. de Courtrai :	20.018	122.912.685
Ledeberg	1.852	42.386.665	Furnes	1.502	13.200.819
Loochristi	994	4.377.232	Dixmude	1.175	9.496.991
Nazareth	1.129	6.915.805	Haringe	604	3.706.984
Nevele	815	5.028.675	Nieuport	1.214	10.320.055
Oosterzele	1.544	8.593.638	Arrond. jud. de Furnes :	4.495	36.724.849
Waarschoot	730	4.168.576	Ypres (2 cantons)	1.497	8.963.222
Zomergem	818	4.671.418	Hooglede	686	3.797.450
Arr. jud. de Gand :	24.587	210.611.504	Messines	682	6.861.486
Audenarde	1.827	11.009.482	Paschendale	852	5.370.275
Grammont	1.512	7.338.979	Poperinge	817	5.862.826
Herzele	2.512	10.698.892	Wervik	970	5.116.746
Nederbrakel	887	3.002.937	Arrond. jud. d'Ypres	5.482	35.972.005
Ninove	3.445	14.097.043	Liège (2 cantons)	10.616	77.938.421
Renaix	1.332	8.310.120	Dalhem	998	3.905.009
Sint-Maria-Horebeke	455	1.766.578	Fexhe-Slins	2.207	8.858.847
Zottegem	1.187	5.116.207	Fléron	2.694	10.638.146
Arrond. jud. d'Audenarde	13.157	61.337.233	Grivegnée	2.491	16.049.915
Termonde	2.280	10.472.166	Herstal	2.598	10.304.730
Alost	4.244	24.223.702	Hollogne-aux-Pierres	2.686	11.192.356
Beveren	1.387	5.018.233	Louveigné	1.459	6.933.615
Hamme	1.292	6.229.931	Saint-Nicolas	2.252	13.247.485
Lokeren	1.569	6.384.882	Seraing	3.998	43.195.460
Sint-Gillis-Waas	2.746	10.175.345	Waremme	1.333	6.741.639
Saint-Nicolas	2.585	16.517.787	Arrond. jud. de Liège :	33.332	209.011.623
Tamise	1.667	8.357.713			
Wetteren	1.837	10.011.467			
Zelee	1.428	6.598.312			
Arr. jud. de Termonde :	21.035	103.987.538			

CANTONS	1957		CANTONS	1957	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	2.513	11.398.621	Marche-en-Famenne	1.021	5.613.838
Ferrières	799	2.386.886	Durbuy	730	2.229.979
Hannut	1.260	5.761.250	Erezée	445	1.681.869
Héron	773	2.469.219	Houffalize	648	2.965.366
Jehay-Bodegnée	1.535	5.332.103	Laroche	632	2.354.009
Landen	1.194	3.269.889	Nassogne	584	3.232.375
Nandrin	1.207	4.210.815	Vielsalm	518	2.093.196
Arrond. jud. de Huy :	9.281	34.819.783	Arr. Jud. de Marche-en-Famenne :	4.578	20.170.632
Verviers	3.066	18.000.080	Neufchâteau	982	3.485.880
Aubel	873	4.373.365	Bastogne	941	4.489.483
Dison	896	4.394.570	Bouillon	490	1.320.018
Eupen	1.174	7.571.845	Paliseul	612	2.663.618
Herve	737	4.146.186	Saint-Hubert	735	2.702.508
Limbourg	803	4.022.436	Sibret	618	2.963.565
Malmédy	1.600	5.138.051	Wellin	419	1.861.063
Saint-Vith	1.393	5.050.935	Arrond. jud. de Neufchâteau :	4.797	19.486.135
Spa	1.920	9.654.881	Namur (2 cantons)	6.175	33.610.485
Stavelot	1.196	4.190.043	Andenne	1.481	6.240.166
Arrond. jud. de Verviers :	13.708	66.542.372	Eghezée	1.117	5.494.657
Tongres	1.907	7.113.174	Fosses	2.675	10.961.846
Bilzen	2.583	9.108.439	Gembloux	2.035	8.735.914
Borgloon (Looz)	1.491	5.411.417	Arrond. jud. de Namur :	13.483	64.943.068
Brée	861	3.026.231	Dinant	1.727	8.803.480
Maaseik	1.271	4.519.386	Beauraing	699	2.398.851
Mechelen	2.316	6.811.102	Ciney	1.352	6.717.919
Zichen-Zussen-Bolder	779	2.242.728	Couvin	1.257	4.242.915
Arrond. jud. de Tongres :	11.208	38.232.477	Florennes	810	2.575.406
Hasselt	3.906	25.710.491	Gedinne	758	2.041.277
Beringen	2.412	8.777.375	Philippeville	772	3.772.840
Herck-la-Ville	1.615	5.569.800	Roche fort	715	2.610.915
Neerpelt	2.247	7.455.695	Walcourt	1.097	4.215.941
Peer	1.134	3.731.677	Arrond. jud. de Dinant :	9.187	37.379.544
Saint-Trond	2.199	11.085.056	Total général :	476.770	3.268.250.328
Arrond. jud. de Hasselt :	13.513	62.330.094			
Arlon	1.286	7.557.727			
Etalle	990	2.838.371			
Fauvillers	213	960.711			
Florenville	706	2.624.514			
Messancy	1.350	5.511.534			
Virton	1.104	3.899.120			
Arrond. jud. d'Arlon :	5.649	23.391.977			

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE  
DU DROIT DE CONDUIRE UN VEHICULE

ANNEE 1957

DECHEANCE DU DROIT DE

I. TABLEAU GENERAL -

CONDUIRE UN VEHICULE

ANNEE 1957

ARRON- DISSEMENTS	Cause et durée de																	la déchéance																																			
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour								de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour								de plus de 6 mois à 20 ans après condamnation pour							définitive après condamnation pour							Récapitulation																						
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total																	
Bruxelles	6	26	310	5	1	194	4	3	549	23	76	242	22	1	108	3	2	477	17									4	2	2	-	4	11	-	40	5	2	1	3	-	1	-	12	51	108	655	32	2	307	18	5	1,078	
Louvain	-	10	81	5	-	1	-	-	97	2	3	45	2	-	1	-	-	56	-									-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	16	7	-	2	-	-	154									
Nivelles	1	3	28	-	-	5	-	1	38	4	6	25	3	-	4	-	-	42	1									-	-	-	-	-	-	-	-	6	9	53	4	-	10	-	1	83									
Anvers	1	5	743	5	-	85	1	2	843	1	2	197	10	-	17	-	-	227	-									-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	132	5	-	8	-	-	148									
Malines	-	-	100	3	-	5	-	-	108	2	1	32	2	-	3	-	-	40	-									-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	132	5	-	8	-	-	148									
Turnhout	-	1	118	1	-	7	-	-	127	2	1	16	1	-	2	-	-	22	4									-	-	-	1	-	-	-	-	2	6	2	4	-	9	-	-	156									
Mons	-	1	120	1	-	6	-	-	128	1	7	48	4	-	-	-	-	60	1									-	-	-	4	-	-	-	-	1	2	8	9	-	7	-	-	194									
Charleroi	-	6	125	-	-	7	-	-	138	1	14	147	3	-	13	-	-	178	3									2	-	6	-	-	-	-	-	1	4	23	9	-	20	-	-	328									
Tournai	-	1	63	-	-	-	-	-	71	-	1	30	-	-	4	-	-	35	1									-	-	1	-	-	-	-	-	2	1	3	2	-	12	-	-	111									
Gand	1	16	415	-	-	35	-	-	467	5	10	146	6	-	13	-	-	180	9									-	-	2	1	-	-	-	-	4	15	26	8	-	49	-	-	663									
Audenarde	-	-	88	-	-	3	-	-	91	-	-	26	4	-	1	-	-	31	2									-	-	1	-	-	-	-	-	2	-	115	4	-	4	-	-	125									
Termonde	-	2	270	2	-	31	-	-	305	1	2	54	3	-	5	-	-	65	-									-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	4	5	-	36	-	-	372									
Bruges	-	10	192	-	-	20	-	-	222	4	5	109	5	-	11	-	-	134	-									-	-	1	2	-	-	-	-	1	4	15	7	-	32	-	-	360									
Courtrai	1	7	233	1	-	13	-	-	235	-	2	35	1	-	7	-	-	45	-									-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	9	4	-	20	-	-	302									
Furnes	-	-	50	1	-	2	-	-	53	1	-	20	1	-	3	-	-	25	1									-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	70	2	-	5	-	-	79									
Ypres	2	3	100	3	-	3	-	-	111	-	-	16	3	-	1	-	-	20	-									-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	3	7	-	4	-	-	132									
Lège	-	20	32	-	-	8	-	-	60	2	21	112	6	-	15	-	-	156	12									-	3	-	-	1	1	-	17	6	20	41	6	-	26	-	1	241									
Huy	-	7	25	-	-	7	-	-	39	1	2	19	2	-	5	-	-	29	1									-	-	-	-	-	-	-	-	2	9	44	2	-	13	-	-	70									
Verviers	-	-	21	-	-	2	-	-	23	-	-	62	4	1	7	-	-	74	1									-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	83	5	1	9	-	-	99									
Tongres	-	9	52	-	-	7	-	-	63	1	13	73	3	-	8	-	-	98	7									2	-	2	-	2	-	-	-	1	9	24	5	-	17	-	-	180									
Hasselt	-	1	89	-	-	9	1	-	100	-	1	44	-	-	5	-	-	50	2									-	-	1	-	-	-	-	-	2	2	133	1	-	14	1	-	153									
Arlon	-	-	14	-	-	3	-	-	17	1	4	42	2	1	3	-	-	53	-									-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	5	2	1	6	-	-	73									
Marche-en-Famenne	-	-	7	-	-	-	-	-	7	-	1	17	1	-	2	-	-	21	-									-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	25	1	-	2	-	-	29									
Neufchâteau	-	-	7	-	-	-	-	-	7	1	1	5	3	-	-	-	-	10	-									-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	12	3	-	-	-	-	17									
Namur	-	1	50	-	-	25	1	-	77	-	1	100	4	-	19	-	-	124	-									-	1	3	-	-	-	-	-	-	2	151	7	-	44	1	-	205									
Dinant	1	3	46	-	-	6	-	-	56	-	3	32	2	-	4	-	-	41	-									-	-	1	-	1	-	-	-	1	6	78	3	-	11	-	-	99									
LE ROYAUME	13	132	3,379	28	1	401	7	6	4,057	53	180	1,694	97	3	261	3	2	2,293	62									8	13	27	-	9	11	1	131	15	5	10	11	-	8	-	-	49	143	325	5,096	163	4	769	21	9	6,530

Années	Cause et durée de															la déchéance																												
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour					de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour					de plus de					6 mois à 20 ans après condamnation pour					définitive après condamnation pour					Récapitulation																		
	Homicides	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicides	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicides	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicides	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total								
	A - Nombres absolus																																											
1951	1	67	1.163	5		79		1.315	12	82	967	25		71		1.157	15	-	19	15		1				50	9	2	7	4		1			23	37	151	2.156	49		152			2.545
1952	2	47	1.515	7		154		1.725	32	152	1.288	34		126		1.632	37	5	12	29		2				85	10	3	6	6		1			26	81	207	2.821	78		283			3.468
1953	6	67	1.803	5		153		2.034	26	153	1.162	35		154		1.530	34	3	5	44		3				89	8	9	2	3		1			23	74	232	2.972	87		311			3.676
1954	2	88	2.139	37	10	333	10	2.619	40	133	1.182	52	12	328	6	1.753	36	2	7	49		1				95	9	6	5	8	5	1		-	34	87	229	3.333	146	27	663		16	4.501
1955	8	110	2.445	25	3	376	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	11	2.122	48	1	5	41	1	5				102	12	4	4	8	3	1		1	33	122	244	3.927	166	21	731		19	5.230
1956	4	148	2.882	31		560		3.625	58	202	1.656	93		345		2.354	68	2	8	28		7				113	11	4	13	10		2			40	141	356	4.559	162		914			6.132
1957	13	132	3.379	28	1	491	7	4.057	53	180	1.694	97	3	261	3	2.293	62	8	13	27		9	11	1		131	15	5	10	11		8		-	49	143	325	5.096	163	4	769	21	9	6.530
	B. Pourcentages																																											
1951	0,1	5,1	88,4	0,4		6,-		100	1,-	7,1	83,6	2,2		6,1		100	30,-	-	38,-	30,-		2,-				100	39,1	8,7	30,4	17,4		4,4			100	1,5	5,9	84,7	1,9		6,-			100
1952	0,1	2,7	87,9	0,4		8,9		100	2,-	9,3	78,9	2,1		7,7		100	43,5	5,9	14,1	34,1		2,4				100	38,5	11,5	23,1	23,1		3,8			100	2,3	6,-	81,3	2,2		8,2			100
1953	0,3	3,3	88,6	0,3		7,5		100	1,7	10,-	75,9	2,3		10,1		100	38,2	3,4	5,6	49,4		3,4				100	34,8	39,1	8,7	13,-		4,4			100	2,-	6,3	80,8	2,4		8,5			100
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	0,4	12,7	0,4	100	2,3	7,6	67,4	3,-	0,7	18,7	0,3	100	37,9	2,1	7,4	51,6		1,-				100	26,6	17,6	14,7	23,5	14,7	2,9		-	100	1,9	5,1	74,1	3,2	0,6	14,7		0,4	100
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	12,7	0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4	0,5	100	47,-	1,-	4,9	40,2	1,-	4,9				100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-		3,-	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,-		0,4	100
1956	0,1	4,1	79,5	0,9		15,4		100	2,5	8,6	70,3	4,-		14,6		100	60,2	1,7	7,1	24,8		6,2				100	27,5	10,-	32,5	25,-		5,-			100	2,3	5,8	74,3	2,7		14,9			100
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	100	2,3	7,8	74,-	4,2	0,1	11,4	0,1	100	47,3	6,1	9,9	20,6		6,9	8,4	0,8		100	30,6	10,2	20,4	22,5		16,3		-	100	2,2	5,-	78,-	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100

III. Répartition d'après la sévérité de la mesure - Pourcentages

Le nombre de déchéances est encore en augmentation cette année : 6.530 contre 6.132 en 1956. La répartition selon les motifs n'a pas varié d'une façon significative. Signalons tout au plus une légère recrudescence des condamnations pour cause d'ivresse dont le pourcentage dans le total passe de 74,3 à 78,- % en 1957.

Signalons aussi que l'augmentation enregistrée cette année dans le total des déchéances doit être attribuée presque uniquement aux mesures les plus légères, celles de 8 jours à 1 mois, dont le pourcentage dans le total atteint maintenant 62,1 % (voir tableau III). Cet accroissement se fait au détriment des mesures de gravité moyenne, de 1 à 6 mois, les deux autres catégories restant sans changement.

	8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois	Définitive	Total
1951	51,7	45,4	2,-	0,9	100
1952	49,7	47,1	2,4	0,8	100
1953	55,3	41,6	2,4	0,7	100
1954	58,2	38,9	2,1	0,8	100
1955	56,8	40,6	2,-	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100
1957	62,1	35,1	2,-	0,8	100

STATISTIQUE de l'APPLICATION de la LOI

de

DEFENSE SOCIALE du 9 avril 1930

---

ANNEE 1957

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1957

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques ;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation ;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCULPES EN ETAT DE DEMENCE, DE DESEQUILIBRE MENTAL OU DE DEBLITE MENTALE (1957)

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7									
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux			
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
<b>Juridiction d'instruction</b>										
Crimes contre :										
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	10	1	4	4	14	5	19	
Les moeurs	36	-	41	-	-	-	77	-	77	
La famille (avortement)	-	-	1	-	-	-	1	-	1	
Les biens :										
Incendie	1	-	4	1	-	-	5	1	6	
Faux en écritures	10	2	-	-	-	-	10	2	12	
Vois qualifiés	45	1	12	-	-	-	57	1	58	
Autres crimes	3	-	1	-	-	-	4	-	4	
Délits contre :										
L'intégrité corporelle	22	1	-	-	-	-	22	1	23	
Les moeurs	44	2	-	-	-	-	44	2	46	
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Les biens :										
Vois	52	6	-	-	-	-	52	6	58	
Escroqueries	10	1	1	-	-	-	11	1	12	
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
L'autorité	6	-	-	-	-	-	6	-	6	
Autres délits	11	3	-	-	-	-	11	3	14	
<b>Total :</b>	<b>240</b>	<b>16</b>	<b>70</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>314</b>	<b>22</b>	<b>336</b>	
<b>Juridiction de jugement</b>										
Crimes contre :										
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Les moeurs	-	-	3	-	-	-	3	-	3	
Les biens :										
Incendie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Faux en écritures	4	-	-	-	-	-	4	-	4	
Vois qualifiés	13	-	1	-	-	-	14	-	14	
Autres crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Délits contre :										
L'intégrité corporelle	5	-	-	-	-	-	5	-	5	
Les moeurs	4	-	-	-	-	-	4	-	4	
Les biens :										
Vois	9	-	-	-	-	-	9	-	9	
Escroqueries	4	-	-	-	-	-	4	-	4	
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
L'autorité	-	-	1	-	-	-	1	-	1	
Autres délits	7	-	1	-	-	-	8	-	8	
<b>Total :</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>52</b>	
Article 23 (1) { a)	-	-	-	-	-	-	12	-	12	
{ b)	-	-	-	-	-	-	8	-	8	
<b>Le Royaume :</b>	<b>286</b>	<b>16</b>	<b>76</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>386</b>	<b>22</b>	<b>408</b>	

(1) { a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale  
      { b) " " " " " " " " " " " " " " une prison

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1957)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
1	2	3	4	5
1957	85	198	107	15
1956	62	244	91	21
1955	45	118	49	14
1954	22	366	43	20
1953	27	105	41	8
1952	25	80	38	12
1951	24	118	32	8
1950	39	136	39	6
1949	72	187	63	2
1948	68	172	47	4
1947	53	188	47	4

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS L'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1957)

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	En vertu de l'article 23				En vertu de l'article 24		Totaux			
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		Hommes	Femmes	Ensemble	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
<b>Crimes contre :</b>										
Les moeurs	-	-	1	-	-	-	1	-	1	
<b>Les biens : Vois qualifiés</b>										
Faux en écritures	2	-	1	-	-	-	3	-	3	
Incendie	3	-	2	-	-	-	5	-	5	
<b>Délits contre :</b>										
L'intégrité corporelle	8	-	8	-	-	-	16	-	16	
L'intégrité corporelle	1	-	-	-	-	-	1	-	1	
Les moeurs	3	-	-	-	-	-	3	-	3	
La famille (avortement)	1	-	-	-	-	-	1	-	1	
<b>Les biens : Vois</b>										
Vois qualifiés	8	-	3	-	-	-	11	-	11	
Escroqueries	2	-	1	-	-	-	3	-	3	
Abus de confiance	1	-	1	-	-	-	2	-	2	
<b>L'autorité</b>										
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Autres délits (1)</b>										
Autres délits (1)	1	-	-	-	-	-	1	-	1	
<b>Le Royaume</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	

(1) Souteneur



Tableau 4 - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION  
DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNEES

(1957)

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
	-	-	-	-	-
COUR MILITAIRE					
	-	3	3	-	3
COURS D'APPEL					
Bruxelles	41	9	50	3	58
Gand	10	4	14	4	18
Liège	11	2	13	5	18
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>18</b>	<b>80</b>	<b>17</b>	<b>97</b>
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS					
Bruxelles	31	3	34	1	35
Louvain	6	-	6	1	7
Nivelles	4	-	4	-	4
Anvers	52	6	58	3	61
Malines	11	1	12	-	12
Turnhout	12	-	12	-	12
Mons	14	-	14	1	15
Charleroi	25	1	26	1	27
Tournai	13	-	13	1	14
Gand	14	1	15	7	22
Audenarde	3	1	4	-	4
Termonde	8	-	8	2	10
Bruges	14	-	14	7	21
Courtrai	3	-	3	-	3
Furnes	1	-	1	-	1
Ypres	2	-	2	-	2
Liège	26	1	27	2	29
Huy	5	-	5	1	6
Verviers	3	-	3	1	4
Tongres	7	-	7	-	7
Hasselt	2	5	7	-	7
Arlon	3	-	3	-	3
Marche-en-Famenne	1	1	2	-	2
Neufchâteau	-	-	-	-	-
Namur	10	1	11	2	13
Dinant	4	-	4	-	4
<b>Total :</b>	<b>274</b>	<b>21</b>	<b>295</b>	<b>30</b>	<b>325</b>
CONSEILS DE GUERRE					
	-	13	13	-	13
<b>Total général</b>	<b>336</b>	<b>52</b>	<b>388</b>	<b>47</b>	<b>435</b>

S T A T I S T I Q U E

d e s

A D O P T I O N S

ANNEE 1957

ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE - ANNEE 1957

ARRONDIS- SEMENTS	Adoptants				Adoptés													
	Hom- mes seuls	Fem- mes seules	Eoux seul	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés			
					Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Gar- çons	Filles	Hom- mes	Fem- mes	du sexe mas- culin 16	du sexe fémi- nin 17	des deux sexes 18	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	88	57	54	199	31	24	21	19	37	30	10	10	33	22	132	105	237	
Louvain	7	6	4	17	1	1	-	1	-	4	1	2	5	4	7	12	19	
Nivelles	11	6	10	27	3	3	9	5	1	2	1	2	3	3	17	15	32	
Anvers	32	26	22	80	12	16	8	7	12	11	7	5	10	14	49	53	102	
Malines	-	2	6	8	1	1	1	1	-	-	1	1	1	1	4	4	8	
Turnhout	1	2	2	5	1	-	-	-	-	-	1	3	1	3	3	6	9	
Mons	23	9	9	41	3	5	11	3	5	10	1	1	3	8	23	27	50	
Charleroi	29	11	11	51	5	6	4	11	15	6	1	3	2	6	27	32	59	
Tournai	10	6	6	22	5	3	-	2	5	1	1	2	6	2	17	10	27	
Gand	23	16	2	41	8	3	6	2	8	3	4	-	3	7	29	15	44	
Audenarde	-	3	3	6	-	-	-	-	2	-	-	-	3	2	5	2	7	
Termonde	5	4	1	10	-	-	1	-	2	-	1	1	7	2	11	3	14	
Bruges	7	7	8	22	4	1	-	1	1	5	2	3	3	7	10	17	27	
Courtrai	2	4	6	12	-	-	2	1	2	-	-	-	5	5	9	6	15	
Furres	1	10	4	15	2	2	-	2	-	2	-	-	2	4	4	10	14	
Ypres	2	2	1	5	2	-	-	1	-	1	-	-	-	1	2	3	5	
Liège	40	21	20	81	11	9	12	9	19	7	2	3	16	15	60	43	103	
Huy	8	8	6	22	3	2	3	2	-	5	3	-	4	2	13	11	24	
Verviers	9	7	2	18	5	4	4	4	-	3	-	1	3	2	12	14	26	
Tongres	8	5	5	18	3	3	2	1	-	2	1	-	2	6	8	12	20	
Hasselt	1	1	6	8	3	1	1	-	-	-	-	-	1	2	5	3	8	
Arlon	-	1	1	2	-	-	-	-	1	-	-	-	1	2	2	2	4	
Marche-en- Famenne	-	5	1	6	-	-	-	-	-	-	-	-	2	4	2	4	6	
Neufchâteau	2	1	-	3	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	3	
Namur	9	7	6	22	6	2	5	1	-	2	1	-	4	3	16	8	24	
Dinant	1	5	1	7	1	-	-	-	-	1	-	-	2	3	3	4	7	
Pa r ressort de Cour d'appel de:																		
Bruxelles	201	125	124	450	62	59	54	49	75	64	24	29	64	63	279	264	543	
Gand	40	46	25	111	16	6	9	7	15	11	7	4	23	28	70	56	126	
Liège	78	61	42	187	33	22	27	17	20	20	7	4	35	47	122	103	225	
Le Royaume	319	232	197	748	111	87	90	73	110	95	38	37	122	131	471	423	894	
RECAPITULATION																		
Totaux pour le Royaume en:																		
1956	293	246	234	773	106	121	107	107	81	86	40	37	126	135	462	426	948	
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770	
1954	307	203	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792	
1953	288	197	208	693	73	84	101	88	55	56	39	41	125	143	393	412	805	
1952	281	177	215	673	82	101	94	81	59	55	26	32	118	145	379	414	793	
1951	285	176	237	698	90	117	83	80	51	56	36	42	139	130	399	425	824	
1950	296	184	211	691	111	115	80	76	40	39	50	33	110	143	391	406	797	
1949	271	212	251	734	116	108	58	62	63	56	41	41	135	155	413	422	835	
1948	281	217	278	776	117	128	61	72	43	52	52	41	161	161	434	454	888	

STATISTIQUE des GRACES

et de la

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1957

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION CONDITIONNELLE  
1957

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUETES SOUMISES, REJETEES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requête soumise au Roi après examen par le Ministère de la justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1935	11.390	7.652	67,18	3.738	32,82
1936	9.784	6.479	66,22	3.305	33,78
1937	9.300	6.166	66,30	3.134	33,70
1938	8.275	5.468	66,08	2.807	33,92
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.501	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80

2. LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Sexe		Age							Etat civil		
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1954 (1)	729	72	31	166	128	207	162	79	28	280	417	38
1954 (2)	145	12	-	1	15	73	43	20	5	55	77	8
1955 (1)	708	69	19	166	133	187	150	99	43	293	420	34
1955 (2)	165	12	-	3	13	70	55	32	4	51	99	6
1956 (1)	600	73	10	112	128	160	146	92	25	223	367	25
1956 (2)	94	6	-	-	7	44	26	16	7	39	45	3
1957 (1)	577	81	10	105	129	163	143	74	34	195	388	35
1957 (2)	87	3	-	-	3	32	37	14	4	24	49	4

3. LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Durée de la peine									
	Prononcée							Restant		
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 mois à - de 1 an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1954 (1)	184	232	225	76	62	16	6	231	164	174
1954 (2)	-	1	10	29	50	36	1	2	2	5
1955 (1)	225	211	218	71	52	6	14	263	171	158
1955 (2)	-	-	11	32	41	72	21	1	-	5
1956 (1)	152	201	212	56	40	6	3	206	165	133
1956 (2)	-	-	2	17	22	33	23	-	-	2
1957 (1)	103	254	205	45	40	3	2	172	177	145
1957 (2)	-	-	1	11	25	9	44	-	-	-

(1) = Les prisons ou droit commun.

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

Divorcés	Antécédents			Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vois, escroqueries, fraudes, tromperies, falsification	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions dégradations dommages
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
66	367	169	265	21	10	455	16	216	77	-	1	5
17	91	28	38	137	-	-	-	-	-	-	-	-
50	402	169	226	30	10	426	22	197	99	4	4	5
21	118	28	31	177	-	-	-	-	-	-	-	-
58	351	138	184	9	8	366	18	193	70	-	3	6
13	55	22	23	100	-	-	-	-	-	-	-	-
49	352	115	191	5	14	329	21	212	63	-	4	5
13	46	18	26	90	-	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBÉRATIONS ACCORDEES

à subir	Durée du temps d'épreuve									
	à subir					à subir				
	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
113	34	26	34	25	513	132	99	35	17	5
8	11	20	35	74	7	20	26	30	73	1
99	24	32	31	19	529	103	116	31	5	13
14	3	22	58	74	3	12	34	63	44	21
86	25	21	25	12	452	97	76	29	3	6
5	7	7	29	50	2	13	16	22	21	26
83	17	21	26	17	441	87	90	25	7	8
2	1	11	20	56	-	1	12	21	12	44

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libération conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1954 (1)	24	32	20	6	-	82	857
1954 (2)	3	1	11	6	-	21	18
1955 (1)	35	29	27	11	-	102	825
1955 (2)	2	5	12	14	-	33	2
1956 (1)	25	34	28	14	-	101	915
1956 (2)	1	2	4	5	-	12	6
1957 (1)	28	16	35	3	-	82	910
1957 (2)	-	-	6	11	-	17	3

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1954 (1)	945	258	2.748	860	140	107	2.897	646
1954 (2)	-	-	1.115	761	-	-	1.793	160
1955 (1)	468	268	2.344	918	83	88	2.450	388
1955 (2)	7	-	935	536	-	-	300	138
1956 (1)	349	174	2.322	808	119	88	2.398	464
1956 (2)	-	-	778	281	-	-	328	79
1957 (1)	324	147	2.413	814	115	74	2.548	405
1957 (2)	-	-	724	9	-	-	228	9

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

DOCUMENTATION

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain—BRUXELLES

Doc

Tangul



# STATISTIQUES JUDICIAIRES

---

ANNEE 1957

N<sup>o</sup>. 2

S o m m a i r e

Protection de l'enfance	P.	1
Faillites et concordats		26
Juridictions du travail		36
Activité des Cours et tribunaux		42

---



STATISTIQUE

de la

PROTECTION de L'ENFANCE

---

ANNEE 1957



PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1957

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLE 1<sup>er</sup>, 3 et 4.

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (Article 1 <sup>er</sup> )		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)		
			En tout		En partie						
	1	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7	Hommes 8	Femmes 9	Hommes 10	Femmes 11
<b>A. Première instance</b>											
Bruxelles	9	3	49	48	3	4	61	55	3	1	
Louvain	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	
Nivelles	-	-	4	3	1	-	5	3	-	1	
Anvers	4	1	2	-	7	7	13	8	-	-	
Malines	4	1	12	9	-	-	16	10	1	1	
Turnhout	2	1	5	4	-	-	7	5	1	-	
Mons	1	-	6	3	-	-	7	3	39	32	
Charleroi	6	5	20	11	7	6	33	22	6	6	
Tournai	1	-	5	5	-	-	6	5	1	1	
Gand	4	-	1	3	-	-	5	3	-	-	
Audenarde	3	-	6	5	-	-	9	5	1	1	
Termonde	9	-	12	7	-	-	21	7	-	-	
Bruges	4	-	17	18	-	-	21	18	-	-	
Courtrai	2	4	6	8	4	5	12	17	1	-	
Furnes	-	1	7	9	-	-	7	10	2	1	
Ypres	3	-	5	3	-	-	8	3	1	1	
Liège	4	1	42	19	2	3	48	23	-	-	
Huy	2	-	2	1	-	-	4	1	1	2	
Verviers	3	-	6	2	2	3	11	5	1	3	
Tongres	-	-	4	1	-	-	4	1	3	1	
Hasselt	2	2	2	1	-	-	4	3	3	3	
Arlon	1	-	2	2	-	-	3	2	3	2	
Marche-en-Fam.	-	-	1	2	-	-	1	2	2	1	
Neufchâteau	-	-	1	1	-	-	1	1	-	1	
Namur	-	1	5	1	2	2	7	4	-	2	
Dinant	1	-	4	3	-	-	5	3	-	-	
<b>Totaux :</b>	<b>65</b>	<b>20</b>	<b>227</b>	<b>169</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>320</b>	<b>219</b>	<b>69</b>	<b>60</b>	
<b>B. Appel</b>											
Bruxelles	1	1	1	3	1	1	3	5	2	2	
Gand	-	-	3	3	-	-	3	3	-	-	
Liège	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	
<b>Totaux :</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	

TABEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS. - NATURE DES DECISIONS

NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS - ARTICLE 5 e. 6

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée		Total par sexe		
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	
1	2	3	4	5	6	7	8
I. Mesure de garde	-	1	212	209	213	209	422
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille	48	59	225	234	273	293	566
B. Du tribunal	36	30	212	253	248	283	531
III. Décisions modificatives	10	9	256	109	265	318	583
<b>Totaux :</b>	<b>94</b>	<b>99</b>	<b>905</b>	<b>1,005</b>	<b>1,024</b>	<b>1,303</b>	<b>2,327</b>

TABLEAU 4. - DECISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES A LA DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COURS D'APPEL	Confirmatives								Infirmatives							
	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	Total	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	Total
	en tout	en partie							en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	5	-	-	-	-	-	-	5	-	1	1	-	-	-	-	2
Gand	4	-	1	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total :	10	-	1	-	-	-	-	11	-	1	1	-	-	-	-	2

Tableau 5 - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT

FAMILIAUX, DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET SPECIAUX

DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE DES PLACEMENTS

PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis							Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1 <sup>er</sup> janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du Procureur ou du Roi ont été soumis à une au- tre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expira- tion de terme	Trans- férés dans un autre établis- sement de l'Etat	Total des sortis	Moins de 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans à - de 7 ans	7 ans à - de 8 ans	8 ans à - de 9 ans	9 ans à - de 10 ans et plus	Total des mineurs restant au 31 décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Placements familiaux																								
Garçons	471	150	621	66	-	-	-	10	-	24	-	100	123	114	82	54	36	15	11	18	3	13	46	521
Filles	485	177	662	61	-	-	-	-	-	23	-	94	126	110	85	48	38	28	19	21	15	13	45	578
Ensemble :	956	327	1.283	127	-	-	-	10	-	47	-	194	249	224	167	102	74	43	30	39	24	26	91	1.099
Placem. au trav. chez un part. (1)																								
Garçons	185	64	249	50	-	-	-	17	1	13	-	81	50	38	30	23	12	8	2	1	1	1	2	168
Filles	362	181	543	97	2	-	-	-	-	70	-	169	144	97	68	41	12	4	3	-	2	-	3	374
Ensemble :	547	245	792	147	2	-	-	17	1	83	-	250	194	135	98	64	24	12	5	1	3	-	5	542
Etablissements d'éducation privés :																								
Garçons	1.604	506	2.110	307	2	-	1	30	3	17	-	260	444	338	300	204	166	91	80	56	56	34	81	1.859
Filles	1.620	496	2.116	371	2	-	2	-	3	23	-	401	411	282	176	164	180	90	33	56	60	48	75	1.715
Ensemble :	3.224	1.002	4.226	578	4	-	3	30	6	40	-	661	855	620	556	368	345	182	113	112	116	82	156	3.565
Etablissements spéciaux privés :																								
Garçons	259	69	328	39	-	1	2	-	-	12	-	54	66	47	29	29	20	19	12	5	7	6	34	274
Filles	296	62	358	24	-	-	3	-	-	16	-	43	65	43	37	38	27	23	15	13	11	10	33	315
Ensemble :	555	131	686	63	-	1	5	-	-	28	-	97	131	90	66	67	47	42	27	18	18	16	67	589
Etablissements de l'Etat :																								
Garçons	17	12	29	8	1	-	1	4	-	1	-	13	10	4	1	1	-	-	-	-	-	-	-	16
Filles	9	14	23	10	-	-	-	-	-	1	1	12	7	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Ensemble :	26	26	52	18	1	-	1	4	-	2	1	25	17	6	3	1	-	-	-	-	-	-	-	27
Total :																								
Garçons	10	33	43	18	1	-	1	5	-	-	9	34	8	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Filles	4	22	26	6	-	-	-	-	-	-	11	17	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Ensemble :	14	55	69	24	1	-	1	5	-	-	20	51	17	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste "Placements familiaux."

TABLEAU 6. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère). MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1957

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement rec. par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'édu- cation	Total			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13			
Bruxelles	109	157	266	314	53	367	69	18	87	2	3	5	725	35	-
Louvain	1	13	14	64	3	67	12	3	15	-	2	2	98	-	-
Nivelles	15	33	48	62	3	65	38	1	39	2	-	2	154	8	1
Anvers	10	138	148	309	18	327	34	9	43	-	1	1	519	14	-
Malines	20	50	70	214	5	219	4	8	12	1	1	2	303	27	8
Turnhout	1	13	14	89	-	89	8	-	8	-	-	-	111	-	-
Mons	7	30	37	130	10	140	36	6	42	3	-	3	222	7	-
Charleroi	31	149	180	398	24	422	64	10	74	3	-	3	679	60	-
Tournai	21	43	64	63	12	75	13	6	19	2	-	2	160	49	-
Gand	29	57	86	151	28	179	14	3	17	-	1	1	283	12	-
Audenarde	3	23	26	56	3	59	3	-	3	-	1	1	88	31	-
Termonde	4	28	32	126	14	140	2	1	3	-	-	-	175	5	-
Bruges	5	62	67	173	15	188	12	4	16	-	-	-	271	-	-
Courtrai	4	13	17	85	13	98	27	15	42	-	1	1	158	8	-
Furnes	18	23	41	77	4	81	12	1	13	1	-	1	136	-	-
Ypres	10	19	29	61	18	79	3	2	5	-	3	3	116	-	-
Liège	53	137	190	385	13	398	45	8	53	2	3	5	646	12	-
Huy	6	18	24	84	2	86	5	4	9	-	-	-	119	47	-
Verviers	18	18	34	107	4	111	19	2	21	-	1	1	167	-	-
Tongres	5	6	11	29	1	30	5	1	6	-	-	-	47	-	-
Hasselt	5	30	35	66	8	74	1	-	1	-	-	-	110	15	-
Arlon	6	13	19	37	1	38	1	2	3	-	1	1	61	-	-
Marche-en-Fam.	25	9	34	3	1	4	1	-	1	-	-	-	39	4	-
Neufchâteau	5	20	25	23	1	24	11	-	11	1	-	1	61	-	-
Namur	34	64	98	107	11	118	32	3	35	1	2	3	254	14	-
Dinant	1	31	32	84	3	87	8	3	11	-	8	8	138	15	2
Totaux :	444	1.197	1.641	3.297	268	3.565	473	110	589	18	27	45	5.840	373	11

Chapitre II

TABLEAU 7. - MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 <sup>er</sup> janvier		Impliqués dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour										Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupation et trafics dangereux (Art. 15)		faits, qualifiés infractions (Art. 16)		Total			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	160	83	209	136	309	135	88	143	1.935	383	2.541	810	2.701	293
Louvain	4	5	5	1	35	14	10	24	370	87	420	126	424	131
Nivelles	22	5	1	4	49	43	1	4	320	40	371	91	383	96
Anvers	33	9	55	3	165	69	3	32	1.853	574	2.076	678	2.199	687
Malines	11	4	1	-	16	7	9	4	442	122	470	133	481	137
Turnhout	27	8	1	-	8	3	-	-	933	249	942	252	969	260
Mons	48	31	11	7	22	27	4	16	758	224	795	274	843	305
Charleroi	42	24	29	36	43	45	32	108	846	246	950	435	992	459
Tournai	2	-	1	5	14	7	10	15	274	64	299	91	301	91
Gand	35	12	34	23	43	28	33	38	1.076	192	1.186	281	1.221	293
Audenarde	18	10	2	-	25	19	3	2	378	85	408	87	426	97
Termonde	29	44	-	-	52	17	248	112	823	97	623	226	711	270
Bruges	186	99	1	3	34	58	41	84	737	256	993	401	1.089	500
Courtrai	22	14	12	10	50	26	72	49	581	125	685	208	707	222
Furnes	8	3	2	-	5	8	33	14	179	37	220	59	228	62
Ypres	14	3	1	1	2	4	-	-	211	51	214	56	228	59
Liège	114	26	61	52	48	40	47	67	989	172	1.154	343	1.268	369
Huy	14	9	5	12	13	13	8	19	198	46	224	90	238	99
Verviers	14	10	2	-	65	30	3	7	285	38	356	75	370	85
Tongres	46	13	2	1	18	11	51	36	586	171	657	216	702	231
Hasselt	3	3	1	-	28	18	-	15	914	334	950	367	953	370
Arlon	13	3	7	4	2	-	18	3	78	20	105	27	108	30
Marche-en-Famenn	20	9	-	-	7	4	5	2	86	10	78	16	88	25
Neufchâteau	-	2	-	-	8	2	5	2	88	16	101	20	108	22
Namur	-	-	7	3	17	16	8	13	444	84	476	116	476	116
Dinant	-	-	-	-	6	8	20	19	137	51	163	78	181	78
Totaux :	950	429	470	304	1.084	658	759	828	15.054	3.768	17.367	5.558	18.827	5.987

TABLEAU 8. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	1.925	532	1	-	497	237	278	124	2.701	893
Louvain	324	91	11	7	87	27	2	6	424	131
Nivelles	286	52	1	-	73	38	33	6	393	96
Anvers	1.795	565	-	1	307	107	7	14	2.109	687
Malines	419	87	1	-	39	24	22	26	481	137
Turnhout	908	247	3	1	39	2	19	10	969	260
Mons	727	233	-	-	63	62	53	10	843	305
Charleroi	754	306	3	2	199	125	36	26	992	459
Tournai	266	73	-	-	33	18	2	-	301	91
Gand	999	211	-	-	204	77	18	5	1.221	293
Audenarde	356	83	3	1	28	5	39	8	426	97
Termonde	509	187	3	4	149	60	50	19	711	270
Bruges	779	348	-	-	204	73	106	79	1.089	500
Courtrai	585	185	-	1	91	20	31	16	707	222
Furnes	172	48	8	2	32	7	16	5	228	62
Ypres	199	46	-	-	15	6	14	7	228	59
Liège	939	234	-	-	212	92	117	43	1.268	369
Huy	110	43	1	-	97	43	30	13	238	99
Verviers	275	45	5	4	79	30	11	6	370	85
Tongres	547	189	3	-	66	16	86	26	702	231
Hasselt	873	350	1	-	60	19	19	1	953	370
Arlon	75	21	12	1	19	6	12	2	118	30
Marche-en-Famen- ne	68	17	-	-	13	2	17	6	98	25
Neufchâteau	90	20	3	-	7	-	8	2	108	22
Namur	398	101	11	2	67	13	-	-	476	116
Dinant	99	38	26	16	38	24	-	-	163	78
Totaux :	14.477	4.352	96	42	2.718	1.133	1.026	460	18.317	5.987

TABLEAU 9. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 <sup>er</sup> janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	11	7	11	7	1	-	8	7	2	-
Nivelles	2	-	1	-	3	-	-	-	3	-	-	-
Anvers	1	-	-	1	1	1	-	1	1	-	-	-
Malines	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Turnhout	1	-	3	1	4	1	-	-	4	-	-	1
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	3	2	3	2	-	-	2	2	1	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde	5	2	3	1	8	3	-	-	7	2	1	1
Termonde	-	-	3	4	3	4	-	-	2	4	1	-
Bruges	5	-	-	-	5	-	-	-	5	-	-	-
Courtrai	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	-	8	2	8	2	-	-	-	-	8	2
Ypres	2	-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Verviers	-	-	5	4	5	4	3	1	-	2	2	1
Tongres	9	3	3	-	12	3	-	-	11	3	1	-
Hasselt	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Arlon	-	-	12	1	12	1	-	-	-	-	12	1
Marche-en-Fam. Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	2	-
Namur	-	1	11	2	11	3	2	-	5	1	4	2
Dinant	-	-	28	16	26	16	-	-	26	16	-	-
Totaux :	25	6	96	42	121	47	7	2	80	37	34	9





Tableau 11 - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARR. DISSEMENT -

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits qui a prononcé la

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à ou une incharité ou ment pu-pri- (Art. 13,
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Première instance									
Bruxelles	204	133	2	-	73	45	4	3	39
Louvain	64	27	1	-	38	4	-	-	4
Nouvelles	42	19	8	1	18	8	-	-	3
Andres	151	62	10	5	41	9	4	6	18
Malines	29	19	10	3	8	4	-	-	-
Turnhout	33	4	-	-	18	-	-	-	4
Mons	50	57	4	2	15	9	1	-	3
Charleroi	98	72	4	9	47	17	5	5	31
Tournai	12	12	-	-	4	2	1	1	1
Gand	131	64	3	-	60	21	2	7	35
Auderarde	26	8	1	-	18	2	-	-	1
Termonde	23	19	2	4	1	-	-	-	5
Bruges	145	51	37	6	84	24	-	-	1
Courtrai	102	49	-	-	59	36	-	1	10
Furnes	7	3	-	-	6	-	-	-	-
Ypres	18	1	-	-	13	-	-	-	-
Liège	43	35	-	-	11	9	1	1	1
Huy	33	13	6	3	23	4	1	-	-
Verviers	38	16	-	-	6	-	-	-	3
Tongres	55	11	-	-	29	3	1	-	4
Hasselt	26	8	3	-	3	1	-	1	2
Arlon	18	4	-	-	14	4	-	-	1
Marche-en-Famenne	5	1	-	-	4	1	-	-	1
Neufchâteau	2	-	-	-	1	-	-	-	-
Namur	48	9	8	-	22	-	-	1	6
Dinant	11	10	-	-	4	3	-	3	1
<b>Totaux</b>	<b>1,412</b>	<b>707</b>	<b>99</b>	<b>33</b>	<b>620</b>	<b>206</b>	<b>20</b>	<b>29</b>	<b>174</b>
Appel									
Bruxelles	6	1	1	-	2	1	1	-	2
Gand	2	4	-	-	-	1	-	-	2
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>- 1</b>	<b>-</b>	<b>4</b>

ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37

distinctions ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement mesure la plus grave

une société stitution de d'enseigne- rique ou vés (14, 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)					Placés dans un asile dans un établis- sément officiel ou pré- vé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condam- nation (Art. 37)	
	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
	42	65	26	14	7	7	10	202	133	-	-
	10	12	10	7	2	2	1	63	27	-	-
	-	9	7	2	1	2	2	34	18	-	-
	16	63	25	14	-	1	1	141	57	-	-
	3	10	9	1	-	-	-	19	16	-	-
	4	6	-	5	-	-	-	33	4	-	-
	25	23	20	3	1	1	-	46	55	-	-
	35	2	-	7	6	2	-	94	63	-	-
	2	4	6	2	1	-	-	12	12	-	-
	25	26	11	5	-	-	-	128	64	-	-
	4	3	2	3	-	-	-	25	8	-	-
	12	10	2	5	1	-	-	21	15	-	-
	4	17	12	6	4	-	1	108	45	-	1
	3	24	7	9	1	-	1	102	49	-	-
	1	1	2	-	-	-	-	7	3	-	-
	1	1	-	4	-	-	-	18	1	-	-
	5	24	13	6	5	-	2	43	35	-	-
	1	1	-	2	4	-	1	27	10	-	-
	2	26	11	1	3	-	-	36	16	-	-
	3	20	5	1	-	-	-	55	11	-	-
	3	13	3	5	-	-	-	23	8	-	-
	-	2	-	1	-	-	-	18	4	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	5	1	-	-
	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-
	6	6	-	6	2	-	-	40	9	-	-
	1	1	1	5	2	-	1	11	10	-	-
	<b>208</b>	<b>369</b>	<b>172</b>	<b>114</b>	<b>40</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>1,313</b>	<b>674</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
	-	-	-	-	-	-	-	5	1	-	-
	2	-	-	-	1	-	-	2	4	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	-	-	-	1	-	-	7	5	-	-

TABLEAU 12. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Conditionnement (Liberté surveillée)		Non conditionnement		Garçons	Filles	Garçons	Filles
											Garçons	Filles	Garçons	Filles				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	166	57	21	7	80	22	1	1	32	21	2	2	4	-	4	4	145	50
De 10 à moins de 11 ans	106	29	10	2	60	11	-	-	10	9	27	5	6	-	5	2	96	27
De 11 à moins de 12 ans	137	54	11	1	72	19	-	-	17	17	29	8	12	-	5	1	126	53
De 12 à moins de 13 ans	159	66	-	-	39	35	1	2	22	14	30	10	2	1	-	4	154	66
De 13 à moins de 14 ans	180	110	9	3	104	43	1	2	23	24	32	31	9	5	2	2	171	107
De 14 à moins de 15 ans	226	131	16	8	97	26	5	7	18	36	75	48	18	6	-	-	210	123
De 15 à moins de 16 ans	213	143	10	6	90	33	2	4	22	40	67	37	22	18	-	5	203	137
De 16 à moins de 17 ans	117	61	8	3	9	3	3	7	15	27	63	14	18	6	1	1	109	58
De 17 à moins de 18 ans	105	56	9	3	9	6	7	6	15	20	44	17	23	4	1	-	99	53
<b>Totaux :</b>	<b>1.412</b>	<b>707</b>	<b>99</b>	<b>33</b>	<b>620</b>	<b>206</b>	<b>20</b>	<b>29</b>	<b>174</b>	<b>208</b>	<b>369</b>	<b>272</b>	<b>114</b>	<b>40</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>1.313</b>	<b>674</b>

TABLEAU 13. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Conditionnement (Liberté surveillée)		Non conditionnement		Garçons	Filles	Garçons	Filles
											Garçons	Filles	Garçons	Filles				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	82	52	3	-	35	17	2	3	14	22	16	6	8	4	4	-	79	52
Inconduite	332	202	21	9	9	4	12	11	62	85	160	64	64	25	4	4	311	193
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	76	68	5	5	53	28	-	7	4	17	13	28	1	2	-	1	71	83
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	12	4	-	-	-	-	-	-	-	-	12	14	-	-	-	-	12	4
contre les moeurs	122	136	6	5	58	36	-	4	12	49	37	31	9	8	-	5	116	133
contre les personnes	1	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
délits	96	18	11	4	73	13	-	-	3	-	8	-	1	1	-	-	85	14
incendies	26	-	11	-	11	-	-	-	-	-	3	-	1	-	-	-	15	-
vols	540	108	33	3	308	55	5	3	52	19	106	25	28	-	8	3	507	105
escroqueries	3	1	-	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	3	1
d'autre nature	48	12	6	3	29	5	-	-	5	2	7	2	1	-	-	-	42	9
Infraction à la loi scolaire	74	83	3	4	41	46	1	1	22	14	6	12	1	-	-	6	71	79
<b>Totaux :</b>	<b>1.412</b>	<b>707</b>	<b>99</b>	<b>33</b>	<b>620</b>	<b>206</b>	<b>20</b>	<b>29</b>	<b>174</b>	<b>208</b>	<b>369</b>	<b>272</b>	<b>114</b>	<b>40</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>1.313</b>	<b>674</b>

TABLEAU 14. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.

NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

Nature des décisions	Nombre	Pourcentage
1	2	3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	18.970	96.52
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	826	3.94
Mineurs placés chez un particulier	49	0.23
Mineurs placés dans une institution privée	382	1.82
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	541	2.58
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	154	0.74
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	35	0.17
Totaux :	20.957	100. -

TABLEAU 15. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES A L'EGARD DES MINEURS. - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE. ARTIC.

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Braselées	182	124	1	4	60	36	33	44	91	52	76	36	28	15	451	311
Bouvain	18	5	-	1	10	3	3	5	6	6	8	2	-	1	40	23
Nivelles	3	5	9	3	6	3	4	6	3	5	6	8	1	2	32	34
Anvers	60	49	2	2	60	39	35	45	39	34	55	17	6	-	253	188
Matinex	43	11	38	17	5	6	-	5	3	5	4	2	-	1	93	47
Tournou	2	2	-	2	1	1	2	5	1	2	5	2	-	-	11	14
Mons	17	16	97	14	27	36	6	27	14	35	14	6	-	-	175	134
Charleroi	113	182	81	67	58	43	56	78	48	76	51	28	13	17	420	491
Tournai	12	15	4	6	9	14	13	21	17	21	16	8	-	1	71	86
Gand	15	21	-	5	40	28	12	31	32	17	18	5	4	6	121	113
Audenarde	2	4	-	-	3	4	3	6	2	4	4	2	-	1	14	21
Termonde	5	10	-	-	11	11	2	16	4	9	6	-	-	1	28	46
Bruges	13	10	32	15	16	16	1	3	7	9	2	6	2	-	73	59
Courtrai	3	6	2	2	9	5	4	11	3	8	3	9	3	3	27	44
Furnes	1	1	-	-	2	3	1	2	-	1	-	3	-	-	4	10
Ypres	-	1	-	1	5	2	1	4	-	1	1	3	-	-	7	12
Liège	33	31	-	2	31	17	13	25	21	30	31	31	4	10	133	146
Huy	10	7	1	2	4	2	10	7	8	2	7	5	-	2	40	27
Verviers	2	5	-	-	13	2	2	5	3	1	3	3	2	-	25	16
Tongres	6	1	-	1	8	5	2	7	7	4	2	6	-	-	25	24
Hasselt	5	5	31	9	8	5	1	5	2	6	7	2	-	-	54	32
Arlon	4	-	-	-	3	-	-	5	4	6	3	-	-	1	14	12
Marche-en-Famenne	2	-	-	-	1	-	-	-	3	-	1	1	-	-	7	1
Neufchâteau	1	4	2	-	1	1	-	4	1	1	-	2	-	-	6	12
Namur	13	18	3	6	19	9	3	17	15	16	14	6	4	5	71	77
Dinant	-	4	1	3	1	8	6	9	1	6	1	8	2	2	12	40
Totaux :	540	537	304	162	411	289	214	393	385	357	338	201	69	67	2.211	2.016

Tableau 16 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSE-

1	ENTRES			SORTIS						
	Présents au 1 <sup>er</sup> janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total	Evadés
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'étranger	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état		
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Privés										
Woluwe Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (filles)	11	41	52	5	-	41	1	1	48	1
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	14	97	111	2	-	89	1	9	101	1
Gand : quartier d'observation Notre Dame de la Miséricorde (filles)	12	16	28	2	2	20	3	1	28	-
Totaux :	37	154	191	9	2	150	5	11	177	2
D'Etat										
Moll (garçons)	118	604	722	166	23	80	205	50	504	49
Namur (filles)	42	178	220	25	10	8	121	8	172	3
Totaux :	160	782	942	191	33	68	326	58	676	52

MENT D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE 1957

						RESTANT au 31 décembre, l'observation avant à cette date une durée de												
Décédés	Admis	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme	Total des sorties	Moins de 15 jours	15 jours à - de un mois	1 mois à - de 2 mois	2 mois à - de 3 mois	3 mois à - de 6 mois	6 mois à - de 1 an	1 an et plus	Total					
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25					
-	-	-	-	-	49	1	2	-	-	-	-	-	3					
-	-	-	-	-	102	1	4	4	-	-	-	-	9					
-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-					
-	-	-	-	-	179	2	6	4	-	-	-	-	12					
-	14	19	2	-	359	23	17	38	28	27	3	-	134					
-	1	-	-	-	176	8	1	16	10	9	-	-	44					
-	15	19	2	-	754	31	18	52	38	36	3	-	178					

Tableau 17 - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE  
Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation  
Etablissements d'éducation de l'Etat -

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1957

privés - Etablissements spéciaux privés -  
Etablissements de l'Etat.

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SORTIS							RESTANT au 31 décembre. la mesure ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1 <sup>er</sup> janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Mineurs restant au 31 décembre	Moins de										10 ans et plus
														1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Liberté surveillée	Garçons 7.367	1.304	8.671	423	-	1	-	-	-	1.054	-	1.478	7.193	1.336	1.269	1.088	955	642	617	432	295	225	174	160
	Filles 2.336	642	2.978	158	-	2	-	-	-	379	-	539	2.439	616	517	334	282	211	169	97	71	51	48	43
Placements familiaux	Garçons 75	66	141	20	-	-	-	5	2	11	-	38	103	61	17	8	5	9	-	1	-	1	-	1
	Filles 58	65	123	35	1	-	-	-	-	12	-	48	75	36	22	9	4	1	1	-	-	-	-	1
Placement au travail chez un particulier (1)	Garçons 216	172	388	129	-	-	1	19	-	22	-	171	217	103	54	33	17	9	1	-	-	-	-	-
	Filles 312	379	691	284	6	-	-	-	-	48	-	338	353	217	78	39	12	5	1	1	-	-	-	-
Etablissements d'éducation privés	Garçons 671	543	1.214	457	11	-	3	30	4	16	-	521	693	319	176	72	42	35	24	12	3	5	4	1
	Filles 848	612	1.460	656	10	-	-	-	1	13	-	674	786	385	184	90	51	40	22	5	4	3	1	1
Etablissements spéciaux privés	Garçons 110	79	189	35	-	1	2	1	-	4	-	43	146	66	33	19	13	5	4	3	1	-	1	1
	Filles 125	85	210	82	-	2	2	-	-	9	-	95	115	47	24	11	14	8	5	3	1	1	1	-
Etablissements d'éducation de l'Etat : Ruyselede-Wynghene (garçons)	164	134	298	74	16	-	2	31	-	2	19	144	154	89	45	14	3	-	1	-	-	2	-	-
Moll (garçons)	68	134	202	93	6	-	6	23	2	-	1	131	71	67	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Servais (filles)	115	150	265	120	9	-	2	-	-	6	12	149	116	78	26	5	5	1	1	-	-	-	-	-
Bruges (filles)	16	49	65	33	1	-	3	-	-	-	6	43	22	21	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tumet, Home scolaire (garçons)	57	71	128	28	12	-	-	-	-	-	21	61	67	48	10	6	2	-	1	-	-	-	-	-
Wauthier-Braine (garçons)	12	91	103	65	13	-	-	2	-	-	3	83	20	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat : Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	19	60	79	22	13	-	-	3	-	1	24	53	26	16	7	2	-	-	1	-	-	-	-	-
Totaux .	Garçons 8.759	2.654	11.413	1.346	71	2	14	114	8	1.110	58	2.723	8.690	2.125	1.615	1.242	1.037	709	649	448	299	233	179	163
	Filles 3.810	1.982	5.792	1.362	27	4	7	-	1	467	18	1.866	3.906	1.400	852	488	368	266	199	107	76	55	50	45
Total :	12.569	4.636	17.205	2.708	98	6	21	114	9	1.577	76	4.609	12.596	3.525	2.467	1.730	1.405	966	848	555	375	288	229	208
Bruges (asile-clinique avec maternité pour jeunes filles atteintes de Maladies vénériennes)	Mineures 18	43	61	31	3	-	-	-	-	1	5	40	21	de 1 mois à 1 mois	de 1 mois à 2 mois	de 2 mois à 3 mois	de 3 mois à 6 mois	de 6 mois à 9 mois	de 9 mois à 12 mois	de 12 mois à 15 mois	de 15 mois à 18 mois	de 18 mois à 24 mois	2 ans à 2 1/2 ans	Plus de 2 1/2 ans
	Nourissons 5	9	14	11	-	-	-	-	-	-	-	11	3	2	3	8	3	-	-	-	-	-	-	-
Total :	23	52	75	42	3	-	-	-	-	1	5	51	24	7	3	3	8	3	-	-	-	-	-	-

(1) Ce poste était antérieurement compris dans le poste "Placements familiaux"

N.B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. - Les etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mise à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation.

TABLEAU 18. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1957 DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANT.

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total	
1	2													15
Bruxelles	1.351	17	83	100	335	-	335	101	1	102	48	89	137	2.025
Louvain	437	-	10	10	32	2	34	12	1	13	3	15	18	512
Nivelles	153	-	16	16	17	-	17	11	-	11	7	13	20	217
Anvers	1.114	-	16	76	138	2	140	18	-	18	22	49	71	1.419
Malines	248	1	5	6	19	1	20	-	1	1	2	8	10	285
Turnhout	119	-	8	8	10	-	10	1	-	1	2	14	16	154
Mons	366	2	31	33	119	-	119	14	-	14	7	9	16	548
Charleroi	811	-	149	149	255	15	270	24	1	25	31	55	86	1.341
Tournai	143	2	23	25	45	-	45	5	-	5	3	19	22	240
Gand	838	2	67	69	130	6	136	16	3	19	14	22	36	1.098
Audenarde	168	-	13	13	27	-	27	3	-	3	3	8	11	222
Termonde	349	-	15	15	21	-	21	1	1	2	2	6	8	395
Bruges	315	-	6	6	22	1	23	2	-	2	10	13	23	369
Courtrai	564	-	17	17	19	2	21	9	-	9	10	16	26	637
Furnes	72	-	3	3	6	-	6	1	-	1	1	3	4	86
Ypres	195	-	5	5	2	-	2	-	-	-	2	4	6	208
Libge	638	2	70	72	77	1	78	11	1	12	23	45	68	868
Huy	158	3	15	18	22	-	22	3	-	3	5	6	11	212
Verviers	316	-	12	12	17	1	18	2	-	2	3	12	15	212
Tongres	465	1	8	9	23	-	23	4	-	4	8	8	15	363
Hasselt	110	-	19	19	19	2	21	3	-	3	3	12	15	168
Arlon	143	-	7	7	12	-	12	1	-	1	1	4	5	168
Marche-en-Famenne	38	-	4	4	6	-	6	2	-	2	-	1	1	51
Neufchâteau	20	1	4	5	1	1	2	-	-	-	1	2	3	30
Namur	382	1	27	28	45	-	45	3	-	3	4	7	11	469
Dinant	119	-	23	23	26	-	26	5	-	5	13	10	23	196
<b>Totaux :</b>	<b>9.632</b>	<b>32</b>	<b>716</b>	<b>748</b>	<b>1.445</b>	<b>34</b>	<b>1.479</b>	<b>252</b>	<b>9</b>	<b>261</b>	<b>228</b>	<b>450</b>	<b>678</b>	<b>12.798</b>

TABLEAU 19. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30<sup>e</sup> ANNEE. CONdamnATIONS ENCOURUES AU 31 DECEMBRE DEPUIS LEUR MAJORITE.

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	1	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à										Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité		
			individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à												
			une ou plusieurs condamnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par une juridiction tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité			
Liberté surveillée		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Placement chez un particulier		1.678	104	210	78	37	23	9	35	1	2	81	66	646	1.032
Placement dans une institution privée		18	1	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	4	14
Placement dans un établissement spécial privé		113	9	13	4	5	2	1	2	-	-	4	5	46	67
Placement dans un établissement de l'Etat		22	2	1	-	-	-	-	-	-	-	3	2	10	12
<b>Totaux :</b>		<b>1.831</b>	<b>170</b>	<b>342</b>	<b>132</b>	<b>66</b>	<b>42</b>	<b>19</b>	<b>72</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>143</b>	<b>141</b>	<b>1.137</b>	<b>1.452</b>
Liberté surveillée		427	12	51	15	-	1	-	2	-	-	1	-	82	345
Placement chez un particulier		17	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4	13
Placement dans une institution privée		408	23	61	14	4	3	2	1	-	1	-	1	110	298
Placement dans un établissement spécial privé		60	-	14	1	-	-	-	-	-	-	-	-	16	44
Placement dans un établissement de l'Etat		131	8	36	13	2	5	1	2	-	-	-	2	69	12
<b>Totaux :</b>		<b>1.043</b>	<b>43</b>	<b>165</b>	<b>43</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>361</b>	<b>762</b>

STATISTIQUE DES  
CONCORDATS ET FAILLITES

---

ANNEE 1957

1° Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1957

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		adhrises par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retrirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1948	175	58	15	10	2	-	5	1	200
1949	200	134	64	16	7	7	19	5	216
1950	210	141	79	12	16	4	31	5	204
1951	216	172	74	15	16	-	27	1	39
1952	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1953	227	175	67	17	10	11	17	8	45
1954	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1955	266	195	85	16	8	2	24	10	50
1956	291	172	64	17	7	5	23	5	51
1957	304	178	79	30	3	2	18	9	37

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF EN 1957

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	-	-	-	1	-	1	2	2	6
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	2	1	-	3
De 10 à 20 %	-	-	-	-	2	1	1	-	4
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	-	2	-	2
De 30 à 50 %	-	-	1	1	1	-	1	-	4
De 50 à 75 %	-	-	-	-	-	-	1	1	2
De 75 % et +	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Palement intégral	-	-	1	-	2	2	1	-	6
Inconnu	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total :	-	-	2	2	5	7	9	3	28



2° Faillites

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1957

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES													
	antérieures à l'année	déclarées ou rouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année	
		sur avenue du failli	A la poursuite des créanciers		d'office	Total des faillites		Total	par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif		Total
			sur assignation	sur requête										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Bruxelles	373	121	53	2	14	190	563	1	26	1	147	175	388	
Louvain	43	5	5	-	3	13	56	1	6	-	-	7	49	
Nivelles	33	6	6	1	5	18	51	1	7	3	6	17	34	
Anvers	470	54	117	4	8	183	653	2	106	14	59	181	472	
Malines	86	8	17	1	1	27	113	2	8	2	10	22	91	
Turnhout	39	1	5	1	5	12	51	-	3	-	5	8	43	
Mons	88	15	10	6	9	40	128	2	16	1	29	48	80	
Charleroi	260	14	24	-	4	42	302	-	18	5	37	60	242	
Tournai	19	6	4	-	2	12	31	-	3	-	9	12	19	
Gand	120	23	24	5	9	61	181	1	9	3	48	61	120	
Audenarde	20	1	5	-	-	6	26	-	2	-	1	3	23	
Alost	55	4	5	-	4	13	68	-	5	-	3	8	60	
Saint-Nicolas	30	2	3	-	6	11	41	-	1	-	6	7	34	
Termonde	5	-	2	1	2	5	10	-	-	-	-	-	10	
Bruges	114	11	2	-	22	35	149	1	6	1	25	33	116	
Ostende	56	5	2	2	7	16	72	3	9	-	1	13	59	
Courtrai	94	11	17	3	3	34	128	1	16	5	1	23	105	
Furnes	23	1	1	-	2	4	27	-	3	-	-	3	24	
Ypres	17	1	-	-	1	2	19	-	-	-	2	2	17	
Liège	187	30	21	3	28	82	249	1	47	1	9	58	191	
Huy	33	5	3	-	-	8	41	1	7	-	1	9	32	
Verviers	72	6	4	-	5	15	87	-	3	-	8	11	76	
Tongres	36	4	3	-	2	9	45	-	-	-	-	-	45	
Hasselt	32	2	3	-	6	11	43	1	7	-	-	8	35	
Arlon	18	1	2	-	1	4	22	1	2	-	3	6	16	
Marche-en-Fam.														
menne (1)	16	1	2	-	-	3	19	-	2	-	-	2	17	
Neufchâteau	22	-	4	-	-	4	26	-	-	-	-	-	26	
Namur	48	5	10	-	2	17	65	-	12	2	-	14	51	
Dinant	32	2	4	-	3	9	41	-	8	-	1	9	32	
Cour d'appel de Bruxelles	1.411	230	241	15	51	537	1.948	9	193	26	302	530	1.418	
Gand	534	59	61	11	56	187	721	6	51	9	87	153	568	
Liège	476	56	56	3	47	162	638	4	88	3	22	117	521	
Totaux généraux	2.421	345	358	29	154	886	3.307	19	332	38	411	800	2.507	

(1) chiffre rectifié

TABLEAU 4 - FAILLITES DECLAREES - 1957

1. - Montant du passif

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées ou rouvertes	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	encore inconnu
		3	4	5	6	7	8	9	10	11
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	190	-	2	8	11	46	39	63	17	4
Louvain	13	-	-	-	-	5	1	4	3	-
Nivelles	18	1	2	-	1	6	2	3	-	3
Anvers	183	1	6	12	23	28	25	34	6	48
Malines	27	-	2	1	3	5	3	9	1	3
Turnhout	12	-	-	-	2	4	4	2	-	-
Mons	40	-	2	6	3	2	7	2	-	18
Charleroi	42	1	2	3	5	9	7	4	5	6
Tournai	12	-	1	-	2	7	1	1	-	-
Gand	61	-	1	-	2	5	6	9	9	29
Audenarde	6	-	1	-	1	-	1	3	-	-
Alost	13	-	1	-	-	5	2	2	-	3
Saint-Nicolas	11	-	-	1	-	3	4	3	-	-
Termonde	5	-	1	-	1	1	1	-	1	-
Bruges	35	-	4	4	6	8	6	5	1	1
Ostende	16	-	-	2	2	5	2	3	2	-
Courtrai	34	1	-	-	2	9	7	8	1	6
Furnes	4	-	-	-	-	-	2	1	1	-
Ypres	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Liège	82	-	1	5	7	19	18	24	4	4
Huy	8	-	-	-	-	6	2	-	-	-
Verviers	15	-	-	2	3	6	2	1	-	1
Tongres	9	-	-	-	1	2	2	3	1	-
Hasselt	11	-	-	1	2	4	3	1	-	-
Arlon	4	-	2	-	-	-	2	-	-	-
Marche-en-Fam.	3	-	-	-	-	1	-	2	-	-
Neufchâteau	4	-	-	-	1	2	-	1	-	-
Namur	17	-	-	-	3	5	1	3	-	5
Dinant	9	-	-	-	3	1	1	3	1	-
Cour d'appel de Bruxelles	537	3	17	30	50	112	89	122	32	82
Gand	187	1	8	7	14	36	31	35	16	39
Liège	162	-	3	8	20	40	33	42	6	10
Totaux généraux	886	4	28	45	34	188	153	199	54	131

2. - PROFESSION DU FAILLI

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Alost	St Nicolas	Ternovde	Bruges	Ostende	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arion	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total	
I. Vente ou location de denrées et marchandises																															
a) Produits bruts et demi-finis																															
Industrie extractive	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	8
Industrie des métaux	6	-	-	5	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
Verrerie et céramique	1	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Produits chimiques	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	7
Produits agricoles	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bois	3	-	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	16	
Peaux et cuirs	1	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Papiers et cartons	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
b) Produits finis et de consommation immédiate :																															
Marchands de charbon	1	-	-	1	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Machines diverses, outils, quincailleries	7	-	-	9	-	-	1	-	1	2	-	-	1	-	-	-	2	-	-	2	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	28
Verrerie de céramique	-	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Drogueries et pharmacies	5	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	6	3	3	1	2	1	2	1	2	-	1	3	3	4	-	-	5	-	-	-	1	-	-	-	-	2	40	
Produits alimentaires	11	-	1	23	-	-	-	5	1	-	-	1	-	-	-	-	3	-	1	6	1	2	-	-	-	-	-	1	-	56	
Tissus, vêtements, habillement	17	-	2	3	2	2	3	2	-	1	-	1	-	-	2	1	1	-	-	2	1	-	-	3	-	-	-	-	1	44	
Produits textiles, ameublement	17	1	-	1	1	2	4	1	1	8	4	1	1	2	1	1	3	-	-	3	-	-	-	2	1	-	-	1	1	57	
Accessoires de bâtiment	9	-	1	9	8	1	5	2	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	1	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	43	
Tabacs	17	6	-	17	4	1	3	6	-	5	1	-	-	-	2	1	1	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	68	
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc)	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
Automobiles et accessoires	9	1	-	4	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	18	
Electricité et appareils électro-ménagers	5	-	1	18	1	1	5	1	-	3	-	1	-	-	1	1	4	-	-	5	-	-	1	-	1	1	1	-	-	51	
Art et précision	9	-	-	5	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	4	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	24	
Autres commerces de vente ou locations	3	-	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	11	
c) Autres commerces de vente ou locations	1	-	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	
II. Entreprises de travaux publics ou privés	20	5	3	18	4	-	7	9	2	12	-	2	1	2	3	2	7	1	-	14	2	1	4	1	-	2	1	6	3	141	
III. Transports	1	-	-	12	-	-	2	4	2	1	-	-	2	-	2	3	1	-	-	4	1	-	-	2	-	-	1	-	-	38	
IV. Agences et bureaux d'affaires	12	-	1	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22	
V. Banque et crédit	1	-	-	2	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
VII. Assurances	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	
VIII. Intermédiaires commerciaux	2	-	-	3	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
IX. Divertissements publics	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	7	
X. Hôtels, cafés, restaurants	5	-	2	14	-	1	4	1	2	4	-	-	-	9	1	1	1	1	-	7	-	3	-	-	-	-	-	4	-	59	
XI. Soins personnels, blanchisseries, teinturerie	7	-	-	4	-	-	2	-	-	2	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	19	
XII. Activité commerciale, inconnue ou mal déterminée	-	-	3	1	2	-	2	1	-	11	-	3	-	-	6	-	-	2	-	14	1	-	3	1	-	-	-	-	-	50	
TOTAL :	190	13	18	183	27	12	40	42	12	61	6	13	11	5	35	16	34	4	2	82	8	15	9	11	4	3	4	17	9	886	

Tableau 5 - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1957

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10,000 F	de 10,000 F à moins de 50,000 F	de 50,000 F à moins de 100,000 F	de 100,000 F à moins de 200,000 F	de 200,000 F à moins de 500,000 F	de 500,000 F à moins de 1,000,000 F	de 1,000,000 F à moins de 5,000,000 F	de 5,000,000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Moins de 10%	-	-	1	-	-	-	1	-	2
De 10 à 20 %	-	1	-	-	-	-	-	-	1
De 20 à 30 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 50 à 75 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 75 % et +	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement intégral	-	-	1	1	1	3	-	-	6
Inconnu	-	-	-	2	3	2	2	-	9
<b>Total :</b>	-	1	2	3	4	5	4	-	19

Tableau 6 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1957

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10,000 F	de 10,000 F à moins de 50,000 F	de 50,000 F à moins de 100,000 F	de 100,000 F à moins de 200,000 F	de 200,000 F à moins de 500,000 F	de 500,000 F à moins de 1,000,000 F	de 1,000,000 F à moins de 5,000,000 F	de 5,000,000 F et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	2	3	13	18	35	43	38	5	157
Moins de 10 %	-	3	4	14	17	16	10	1	65
De 10 à 20 %	-	1	6	2	10	8	6	-	33
De 20 à 30 %	-	1	2	4	6	3	3	1	20
De 30 à 50 %	-	1	4	3	7	3	7	-	25
De 50 à 75 %	-	-	-	1	2	1	2	-	6
De 75 % et +	-	3	1	-	3	-	1	-	8
Paiement inté- gral	1	2	2	2	5	2	1	-	15
Inconnu	-	-	1	-	2	-	-	-	3
<b>Total :</b>	3	14	33	44	87	76	68	7	332

Tableau 7 - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1957

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	Nombre des faillites	Passif chirographaire	Actif réalisé	Frais de tout genre	Honoraires des curateurs	Paiements aux créanciers	
						privilégiés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10,000 francs	3	30,779	181,720	26,130	67,610	367,034	44,900
De 10,000 à - 50,000 F	14	664,026	835,930	102,720	112,985	535,330	83,256
De 50,000 à - 100,000 F	33	2,266,004	2,477,003	538,385	293,191	883,463	976,612
De 100,000 à - 200,000 F	44	6,952,074	3,432,089	456,887	466,996	2,044,634	503,974
De 200,000 à - 500,000 F	87	29,059,419	12,607,021	1,224,417	1,209,046	8,840,130	3,903,616
De 500,000 à - 1,000,000 F	76	52,582,532	23,448,309	4,682,545	1,960,448	12,383,005	4,859,068
De 1,000,000 à - 5,000,000 F	68	106,431,160	32,572,704	2,746,485	1,994,423	17,416,647	9,689,384
De 5,000,000 francs et plus	7	55,841,699	7,252,811	1,206,054	709,192	5,637,083	1,682,283
<b>Total des faillites terminées par liquidation</b>	<b>332</b>	<b>258,828,073</b>	<b>83,007,597</b>	<b>10,983,630</b>	<b>6,511,597</b>	<b>46,107,306</b>	<b>21,753,093</b>

(1) Des solides pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

3° Protêts

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTÉSTÉES

Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1954		1955		1956		1957	
	Nombre des protêts	Montant des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées
Bruxelles	24.610	153.673.569	24.598	164.794.812	23.362	184.290.376	22.997	215.180.917
Louvain	2.206	10.300.987	2.228	11.446.283	2.311	15.720.765	2.361	17.593.182
Nivelles	2.307	9.877.141	2.516	14.052.957	2.584	19.583.747	2.624	17.576.720
Anvers	11.518	52.116.432	11.577	44.524.048	10.223	52.593.284	9.960	72.159.264
Malines	1.792	8.435.379	1.963	7.658.876	1.681	9.919.213	1.518	10.875.198
Turnhout	1.767	7.603.667	1.947	8.787.598	1.709	9.752.728	1.560	9.480.554
Mons	7.332	60.555.539	6.542	22.640.011	6.325	26.776.607	6.100	38.631.578
Charleroi	11.244	64.248.231	11.057	40.846.405	11.249	49.287.784	10.484	54.369.699
Tournai	1.718	7.506.171	1.816	9.559.822	2.327	9.768.167	2.368	15.774.312
Gand	3.604	30.438.477	3.807	24.683.280	4.027	23.640.964	4.146	46.498.928
Audenarde	377	3.165.452	423	3.294.303	524	4.207.008	424	3.833.820
Alost	1.491	8.087.482	1.614	8.031.954	1.506	8.262.635	1.443	9.738.696
Saint-Nicolas	897	5.022.161	1.002	4.572.535	967	11.622.060	994	5.426.003
Termonde	696	2.495.881	739	2.866.087	524	3.129.570	780	7.154.687
Bruges	1.407	7.348.390	1.331	7.169.369	2.764	22.109.091	1.276	21.445.914
Ostende	970	4.838.315	981	6.745.195	1.222	6.899.443	990	7.452.388
Courtrai	2.299	12.735.969	2.403	15.847.960	1.277	8.446.923	2.759	26.865.540
Furnes	653 (1)	6.167.771	463	2.305.566	589	2.832.343	714	9.623.718
Ypres	630	2.861.903	654	3.645.184	747	4.283.363	989	12.560.512
Liège	16.554	41.083.772	2.288	10.274.599	10.833	50.408.000	8.988	61.036.751
Huy	2.265	8.652.201	14.189	50.201.896	2.083	10.471.376	2.122	22.698.353
Verviers	2.355	14.717.455	2.166	11.484.657	2.074	14.330.855	2.347	16.680.952
Tongres	2.801	8.779.524	2.274	8.462.225	2.541	12.450.448	2.149	11.462.363
Hasselt	2.749	8.095.496	2.337	12.914.894	2.011	12.676.538	1.895	10.634.223
Arlon	963	3.568.632	1.038	3.967.359	1.214	4.436.394	1.159	5.048.317
Marche-en-Famenne	694	2.666.979	941	4.142.742	755	3.317.373	773	3.767.141
Neufchâteau	750	3.310.865	816	3.453.427	735	4.195.207	690	5.635.600
Namur	4.449	17.024.251	4.340	18.591.162	4.714	22.322.151	4.280	23.657.624
Dinant	2.328	10.238.881	2.595	12.071.532	2.788	12.636.636	2.446	13.971.622
Cour d'Appel de Bruxelles	64.494	374.317.116	64.244	324.308.909	61.871	377.662.671	59.972	174.592.946
Gand	13.024	83.161.801	13.417	79.161.453	14.207	95.403.400	14.515	150.802.155
Liège	35.948	118.737.216	32.984	136.168.094	29.748	145.244.977	26.655	448.542.924
Totaux généraux :	113.426	576.216.133	110.645	539.638.436	105.826	621.311.048	101.342	774.934.025

(1) Plus 1.234 D.R.m.

4° Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES (du 1<sup>er</sup> août au 31 juillet)

Arrondissements	1948 1949	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957	1957 1958
Bruxelles	92	49	66	96	65	108	102 (1)	73	94	117 (2)
Louvain	14	21	30	15	26	38	34	43	40	36
Nivelles	16	12	15	9	17	23	9	21	26	17
Anvers	83	54	46	58	54	58	53	45	68	71
Malines	12	8	11	12	11	7	14	13	11	16
Turnhout	15	13	17	33	25	20	18	26	22	31
Mons	6	14	20	32	33	39	54	56	46	41
Charleroi	25	31	35	32	43	52	40	38	51	65
Tournai	14	13	16	11	34	29	30	46	38	35
Gand	26	15	9	25	13	28	24	20	40	22
Audenarde	8	12	7	16	17	16	20	12	27	24
Termonde	15	15	14	15	18	16	13	18	22	31
Bruges	12	21	17	24	20	21	23	23	25	19
Courtrai	15	23	24	29	39	34	43	54	47	55
Furnes	10	6	1	6	6	11	18	6	4	10
Ypres	2	1	1	5	-	4	3	4	2	2
Liège	31	48	34	40	32	32	31	36	29	44
Huy	15	9	12	13	11	16	9	9	24	34
Verviers	17	10	13	7	12	17	15	15	20	26
Tongres	14	8	12	13	14	7	19	16	17	14
Hasselt	25	11	13	24	24	34	27	33	22	30
Arlon	4	6	4	9	2	5	6	12	10	8
Marche-en-Famenne	4	4	11	4	4	3	16	17	15	19
Neufchâteau	2	5	6	4	9	16	24	13	12	10
Namur	17	14	8	12	12	19	21	37	163	71
Dinant	6	14	10	11	17	31	13	26	21	22
Le Royaume	500	437	452	555	559	685	679	712	896	870

(1) dont 2 renouvellements

(2) dont 5 renouvellements

5° Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DECISIONS DE JUSTICE

ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Sursis provisoires	-	-	1	-	-	1	1	1	1	-
Sursis définitifs	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-
Total :	-	-	1	1	-	1	1	2	2	-

STATISTIQUE  
de la  
JURIDICTION du TRAVAIL

---

ANNEE 1957

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES  
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURISDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.478	234	340	1.592	312	345	87	249	-	9	1.105	85	868	-	152
	E	1.376	71	3	1.150	152	3	-	3	-	-	1.439	102	1.044	-	293
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	7	59	-	4
Hal	O	43	1	30	-	12	22	1	18	-	3	-	-	-	-	-
	E	9	-	9	-	-	14	2	7	-	5	-	-	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	156	51	-	92	13	-	-	-	-	-	61	9	50	-	2
	E	28	11	-	15	2	-	-	-	-	-	16	3	12	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	O	168	35	-	79	54	-	-	-	-	-	73	9	52	-	12
	E	41	10	-	22	9	-	-	-	-	-	32	4	22	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	50	13	-	25	12	1	-	1	-	-	24	-	14	-	10
	E	11	-	-	8	3	-	-	-	-	-	13	-	8	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Tubize	O	13	11	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	E	7	2	-	4	1	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	85	24	-	47	14	-	-	-	-	-	37	6	31	-	-
	E	17	4	-	9	4	-	-	-	-	-	10	2	7	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Anvers	O	3.959	292	-	3.571	96	-	-	-	-	-	755	-	601	-	154
	E	497	37	-	426	34	-	-	-	-	-	445	-	314	-	131
	S	35	8	-	23	4	-	-	-	-	-	36	-	29	-	7
Malines	O	293	131	-	139	23	-	-	-	-	-	157	7	131	-	19
	E	41	12	-	23	6	-	-	-	-	-	28	9	14	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Turnhout	O	328	39	41	201	47	29	3	26	-	-	97	11	56	-	30
	E	13	1	-	12	-	-	-	-	-	-	12	-	11	-	1
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers ; E = Pour employés ; S = Spéciale pour ouvriers du port ; M = Mixte



1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Dinant	O	66	20	4	36	6	4	1	3	-	-	37	7	25	-	5
	E	10	3	-	7	-	-	-	-	-	-	7	-	5	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippeville	O	46	19	-	27	-	-	-	-	-	-	32	1	21	-	10
	E	9	1	-	7	1	-	-	-	-	-	8	1	4	-	3
	M	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Le Royaume	O	16.089	5.236	755	8.458	1.640	719	143	536	-	40	4.461	364	3.250	-	847
	E	3.708	786	21	2.498	403	40	6	29	-	5	3.011	204	2.111	-	696
	S et M	38	10	-	24	4	-	-	-	-	-	161	8	130	-	23
Total		19.835	6.032	776	10.980	2.047	759	149	565	-	45	7.633	576	5.491	-	1.566

Tableau 1 bis - DEPÔTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	2.854	322	Termonde	102	12
Hal	23	3	Alost	308	4
Vilvorde	63	4	Saint-Nicolas	178	10
Louvain	230	4	Bruges	260	2
Nivelles	54	7	Ostende	93	-
Tubize	11	1	Tielt	70	-
Wavre	43	1	Courtrai	321	25
Anvers	947	27	Mouscron	17	2
Malines	-	5	Roulers	307	55
Turnhout	339	4	Ypres	74	3
Mons	114	1	Liège	332	17
Dour	30	-	Comblain-au-Pont	12	-
La Louvière	78	1	Fléron	-	-
Pâturages	62	1	Huy	39	6
Soignies	70	-	Jemeppe	51	6
Charleroi	263	9	Verviers	101	3
Binche	17	1	Eupen	-	-
Fontaine-l'Evêque	32	-	Hasselt	450	4
Tournai	43	3	Namur	85	3
Lessines	13	-	Andenne	13	-
Gand	344	34	Auvelais	20	1
Eeklo	39	-	Dinant	40	3
Audenarde	30	4	Philippeville	15	-
Renaix	27	5			
			Le Royaume :	8.608	592

Tableau 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL - APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT AJUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			AFFAIRES restant à juger
		Pendant au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	197	117	316	117	-	117	199
	pour employés	409	278	688	304	-	304	374
	mixte	38	14	52	20	-	20	32
Anvers	pour ouvriers	77	65	142	52	-	52	90
	pour employés	204	100	304	78	-	78	226
	mixte	4	1	5	2	-	2	3
Mons	pour ouvriers	16	19	35	21	2	23	12
	pour employés	17	41	58	32	3	35	23
	mixte	1	2	3	3	-	3	-
Gand	pour ouvriers	39	43	82	39	6	45	37
	pour employés	46	47	93	43	1	44	49
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	pour ouvriers	42	37	79	41	7	48	31
	pour employés	12	21	33	25	2	27	6
	mixte	1	2	3	2	-	2	1
Liège	pour ouvriers	39	44	83	36	1	37	46
	pour employés	59	55	114	41	3	44	70
	mixte	-	12	12	12	-	12	-
Namur	pour ouvriers	1	5	6	6	-	6	2
	pour employés	3	3	6	3	-	3	3
	mixte	-	1	1	1	-	1	-
Le Royaume	pour ouvriers	411	334	745	312	16	328	417
	pour employés	741	545	1.286	526	9	535	751
	mixte	44	32	76	40	-	40	36
Total :		1.196	911	2.107	878	25	903	1.204



STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

---

Année 1957

## RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS ET TRIBUNAUX

Année 1957

## A - Affaires pénales

## 1° Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1957)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATIONS ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							terminées par trans-actions acceptées (1)
		commu-niquées au juge d'Instruc-tion	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			ren-voquées devant une autre jurisdic-tion	laissées sans poursuite		
du minis-tère public	de la partie civil		d'une adminis-tration publique	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	75.978	2.777	3.982	183	782	5.933	9.555	48.913	2.015
Louvain	13.647	414	1.112	43	90	2.054	2.149	7.331	554
Nivelles	11.165	305	628	6	38	2.313	1.504	5.579	699
Anvers	64.531	1.872	3.233	93	846	1.881	31.599	19.045	3.565
Malihes	13.993	382	1.079	101	56	2.508	3.865	4.756	1.104
Turnhout	10.655	340	1.079	4	90	1.515	1.187	5.714	725
Mons	26.333	956	1.343	6	259	4.238	3.668	15.151	1.401
Charleroi	29.454	2.144	2.019	176	605	5.504	5.161	13.925	1.236
Tournai	10.562	667	600	3	106	1.505	922	6.149	434
Gand	33.410	1.080	3.070	46	416	2.968	10.827	13.185	2.014
Audenarde	7.348	531	781	21	38	1.274	1.152	3.284	399
Termonde	16.844	594	2.492	19	109	2.083	2.297	5.010	949
Bruges	21.122	742	2.449	30	168	3.394	6.814	5.965	955
Courtrai	15.086	810	1.920	22	172	1.925	3.558	5.428	868
Furnes	4.485	204	559	-	18	763	1.100	1.644	144
Ypres	6.250	182	883	13	25	760	1.428	2.744	270
Liège	32.447	1.935	1.837	6	774	5.386	7.652	11.343	1.907
Huy	8.281	232	404	2	128	2.976	935	3.467	238
Verviers	10.450	655	791	14	190	3.459	1.069	3.849	509
Tongres	13.191	415	980	1	106	3.686	2.118	5.856	605
Hasselt	11.483	316	1.290	44	107	2.930	1.790	4.605	423
Arion	5.650	180	345	-	41	2.113	415	2.460	146
Marche-en-Famenne	3.632	113	178	1	35	1.258	449	1.619	98
Neufchâteau	3.874	163	260	-	45	803	264	2.244	129
Namur	13.899	659	1.255	7	177	4.237	3.314	3.508	704
Dinant	9.634	381	622	2	98	3.239	983	3.873	311
<b>Totaux</b>	<b>473.404</b>	<b>19.049</b>	<b>35.251</b>	<b>843</b>	<b>5.519</b>	<b>70.965</b>	<b>105.795</b>	<b>207.547</b>	<b>22.402</b>

(1) Voir aussi tableau 1 bis.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1957)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	2.642	2.015	958.586
Louvain	585	554	158.454
Nivelles	724	699	209.582
Anvers	3.857	3.565	1.317.738
Malines	1.200	1.104	356.748
Turnhout	781	725	201.600
Mons	1.471	1.401	350.654
Charleroi	1.434	1.336	642.652
Tournai	463	434	90.295
Gand	2.130	2.014	545.022
Audenarde	402	399	101.690
Termonde	1.082	949	763.329
Bruges	1.062	955	451.350
Courtrai	930	868	366.100
Furnes	168	144	58.600
Ypres	289	270	58.042
Liège	2.100	1.907	715.457
Huy	268	238	77.026
Verviers	555	509	218.880
Tongres	750	605	176.600
Hasselt	502	423	193.000
Arlon	178	146	49.500
Marche-en-Famenne	102	98	31.030
Neufchâteau	139	129	43.276
Namur	794	704	282.575
Dinant	340	311	84.809
<b>Totaux</b>	<b>24.948</b>	<b>22.402</b>	<b>8.502.595</b>

(1) Voir tableau n° 1, col. 1

Tableau n° 2 - TRIBUNAUX D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL  
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1957)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES									
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES									
	de renvoi devant					d'inter- nement	de non-lieu à pour- suivre	ren- voyées à d'autres jugs	évo- quées par la cour d'appel	TOTAL
	la chambre des mises en accu- sation	le tribunal correc- tionnel	le tribunal de police sur réqui- sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la L. 4. oct. 1867	après ins- truction	une autre juri- diction					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	-	2.104	449	-	12	61	545	12	-	3.183
Louvain	1	259	70	-	7	4	114	7	-	462
Nivelles	1	221	537	1	3	8	67	2	-	840
Anvers	3	1.203	464	2	26	54	502	30	-	2.284
Malines	2	188	18	-	1	18	149	14	-	382
Turnhout	-	185	60	-	16	12	120	-	-	393
Mons	2	605	1.207	11	2	20	241	5	3	2.096
Charleroi	2	1.577	2.725	7	6	37	473	11	-	4.838
Tournai	-	269	652	23	22	18	243	39	-	1.266
Gand	1	755	4	-	12	21	331	11	1	1.136
Audenarde	1	246	39	1	6	13	202	5	-	513
Termonde	2	409	-	1	3	11	154	9	-	589
Bruges	1	533	132	-	2	17	217	9	-	911
Courtrai	1	781	307	-	11	27	278	8	1	1.414
Furnes	-	88	1	-	-	1	93	10	-	193
Ypres	1	125	1	1	2	2	58	-	-	190
Liège	1	1.826	3.563	3	-	33	344	3	-	5.633
Huy	-	135	488	1	7	5	79	-	-	715
Verviers	-	365	835	9	10	3	234	-	-	1.458
Tongres	1	255	559	-	2	6	73	4	-	901
Hasselt	-	223	661	5	3	14	93	5	-	1.004
Arlon	-	142	616	-	1	5	50	7	1	822
Marche-en-Famenne	-	51	113	-	-	3	37	33	-	237
Neufchâteau	-	86	178	2	8	-	45	2	-	321
Namur	2	323	1.402	15	2	12	248	32	-	2.036
Dinant	-	158	574	5	5	3	140	-	-	885
<b>Totaux</b>	<b>22</b>	<b>12.971</b>	<b>15.655</b>	<b>87</b>	<b>171</b>	<b>408</b>	<b>5.130</b>	<b>258</b>	<b>6</b>	<b>34.708</b>

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION  
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRÊTS (1957)

NOMBRE des ARRÊTS 1	Cours d'appel			Total 5
	Bruxelles 2	Gand 3	Liège 4	
Décrétant qu'il n'y lieu à suivre contre aucun des inculpés (aux assises (au tribunal correctionnel	3 11	15 4	20 5	30 20
Portant renvoi (au tribunal de police (devant une autre juridiction	12 -	17 1	25 3	54 4
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930) Prévenu décédé	1 44	4 12	2 -	7 56
<b>Totaux :</b>	<b>71</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>179</b>
Statuant sur des demandes en réhabilitation				
Octrois	1.395	756	342	2.393
Rejets	146	52	56	254
<b>Totaux</b>	<b>1.941</b>	<b>808</b>	<b>398</b>	<b>3.147</b>

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT  
ÊTE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1957)

NATURE DES ORDONNANCES 1	Ordonnances confirmées entièrement 2	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL 8
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits 5	pour vice de forme 6	pour autres motifs 7	
		qu'il n'y avait lieu à suivre 3	qu'il y avait lieu à suivre 4				
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	688	120	46	-	1	47	902
(auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel	11	-	3	5	3	1	23
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	51	12	1	-	-	-	64
dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	15	1	-	-	1	-	17
(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	-	-	-	-	-	-	-
Cours d'appel	4	-	-	-	1	1	6
Bruxelles	455	111	14	-	-	-	530
Gand	164	22	36	5	6	17	250
Liège	150	-	-	-	-	32	182
<b>Totaux</b>	<b>769</b>	<b>133</b>	<b>50</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>49</b>	<b>1.012</b>

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition

Bruxelles 0 Gand 8 Liège 1

Détention préventive

Tableau n° 5 - ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT  
PAR LES COURS D'ASSISES (1957)

PROVINCES 1	Nombre total des accusés 2	Nombre des accusés préventivement 3	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE										Durée inconnue 13	
			Moins de 1 mois 4	De 1 à 2 mois 5	De 2 à 3 mois 6	De 3 à 4 mois 7	De 4 à 5 mois 8	De 5 à 6 mois 9	De 6 à 9 mois 10	De 9 mois à 1 an 11	1 an et plus 12			
Brabant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Hainaut	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1	-
Flandre orientale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
Liège	5	5	-	-	-	-	-	-	1	3	1	-	-	-
Limbourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre des condamnés	19	19	-	-	-	-	-	-	1	8	10	-	-	-
Nombre des acquittés	0	6	-	-	-	-	-	-	-	2	4	-	-	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTÉS EN APPEL (1957)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	15	5	3	2	5
Gand	10	-	8	-	2
Liège	1	-	-	-	1
<b>Totaux</b>	<b>26</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>8</b>

Tableau n° 7 - INCULPÉS DECHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES  
EN ACCUSATION (1957)

COURS D'APPEL 1	TOTAL 2	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois 3	De 1 mois à moins de 2 mois 4	De 2 mois à moins de 3 mois 5	3 mois et plus 6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1957)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES déchargés des poursuites par les chambres de conseil				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires				PREVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés												
	DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive												
	Moins de 1 à 2 mois		De 2 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 mois et plus		Moins de 1 à 2 mois		De 2 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 mois et plus										
	Total	1 mois	2 mois	3 mois	Total	1 mois	2 mois	3 mois et plus	Total	1 mois	2 mois	3 mois	Total	1 mois	2 mois	3 mois et plus									
1	2	3	4	5	6	7		8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles								641	431	146	95	25	4							4					
Louvain		3						45	13	16	11	7	3							2	1	4			
Nivelles								18	3	9	3														
Anvers		6						283	142	89	30	21	1	1						5	1				
Malines		9						37	5	15	14	3		3					2		2				
Turnhout		1						19	5	5	7	1	1												
Mons		11						115	29	56	19	9	2							7	2				
Charleroi								204	129	41	23	10	1	9					14	11	1				
Tournai								42	5	29	6	2													
Gand								236	26	37	28	52	93						8	8					
Audenarde								49	31	8	4	5	1						1		1				
Termonde		2						120	17	25	13	20	45						1		1				
Bruges		1						155	38	85	21	8	3						12	12					
Courtrai		6	5	1				139	55	65	7	7	5						3				3		
Furnes								19	7	7	2	2	1						2						
Ypres								26	4	19	3														
Liège								238	52	142	26	18							3		1				
Huy								26	14	9	1	2							3						
Verviers								68	34	22	5	7							3	3					
Tongres								95	20	51	19	3	2	2	2				3	1	2				
Hasselt								31	17	7	3	2	2						8	8					
Arlon								51	11	28	10	2		1					3	2					
Marche-en-Famenne								3	1			2													
Neufchâteau								5	2				2							1					
Namur								45	13	23	2	7													
Dinant								39	6	20	5	6		2					1						
Total	39	38	1				2.752	1.110	954	297	223	168		27	24	3			81	52	19	6	3	1	

2° - Tribunaux de police

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1957)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles (1)	46.599	40.588	11.781.264	Turnhout	2.931	2.375	453.580
Asse	2.500	2.268	540.800	Arendonk	1.374	833	173.350
Hal	2.196	2.075	681.550	Herentals	2.362	2.169	576.500
Sint-Kwintens-Lennik	993	911	213.990	Hoogstraten	1.600	1.080	216.200
Vilvorde	3.630	3.244	866.940	Mol	3.250	2.813	614.150
Wolvertem	1.728	1.623	420.270	Westerloo	1.553	1.416	305.700
Totaux :	57.646	50.709	14.504.814	Totaux :	13.070	10.606	2.339.480
Louvain	4.600	4.326	1.162.520	Mons	4.375	3.947	888.500
Aarschot	576	493	122.184	Boussu	2.881	2.516	624.720
Diest	1.385	1.130	318.300	Chièvres	620	549	116.000
Glabbeek	388	347	107.770	Dour	736	651	146.225
Haacht	489	439	82.300	Enghien	853	779	189.890
Tirlemont	1.556	1.412	366.590	La Louvière	2.021	1.829	394.810
Léau	700	520	111.495	Lens	633	537	110.400
Totaux :	9.694	8.667	2.271.159	Pâturages	1.545	1.319	289.400
Nivelles	4.400	4.132	1.240.845	Roeulx	2.923	2.640	612.900
Genappe	790	752	220.050	Soignies	3.108	2.969	802.550
Jodoigne	1.055	891	219.540	Totaux :	19.695	17.736	4.175.395
Perwez	497	445	100.300	Charleroi	6.400	5.654	1.396.985
Wavre	2.215	2.030	587.200	Beaumont	652	526	126.350
Totaux :	8.957	8.250	2.367.935	Binche	2.063	1.907	490.920
Anvers	22.883	19.997	5.004.950	Châtelet	2.010	1.674	452.648
Berchem	2.561	2.251	506.920	Chimay	431	329	82.710
Boom	2.230	1.887	541.050	Fontaine-l'Évêque	1.684	1.446	464.130
Borgerhout	6.090	5.254	1.185.850	Gosselies	2.670	2.288	674.950
Brecht	1.902	1.465	328.735	Jumet	1.325	1.198	295.200
Ekeren	2.979	2.630	575.375	Marchienne-au-Pont	1.760	1.529	363.610
Kontich	2.200	1.834	456.945	Merbes-le-Château	529	492	109.530
Zandhoven	1.547	1.378	300.300	Seneffe	1.046	805	167.625
Totaux :	42.392	36.696	8.900.125	Thuin	465	386	100.150
Malines	5.200	4.982	1.096.835	Totaux :	21.035	18.234	4.724.508
Duffel	1.748	1.547	433.450				
Heist-op-den-Berg	1.510	1.347	296.750				
Lierre	2.000	1.858	509.020	(1) Y compris les cantons d'Anderlecht, Ixelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle			
Puurs	1.746	1.500	382.400				
Totaux :	12.204	11.234	2.718.455				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	2.200	2.033	466.469	Bruges	8.175	7.542	1.850.180
Antoing	420	374	78.200	Ardoisie	474	439	122.500
Ath	855	790	183.750	Gistel	798	756	166.700
Celles	396	367	76.419	Ostende	1.750	1.646	392.245
Flobecq	290	256	53.700	Ruislede	292	269	57.550
Frasnes	355	322	67.250	Tielt	1.214	1.101	267.245
Lessines	884	816	194.750	Torhout	1.788	1.691	400.340
Leuze	1.423	1.253	353.260	<b>Totaux :</b>	<b>14.491</b>	<b>13.444</b>	<b>3.256.760</b>
Péruwelz	430	394	102.528	Courtrai	2.977	2.747	747.800
Quevaucamps	1.571	1.334	380.720	Avelgem	664	629	163.140
Templeuve	1.000	857	201.760	Harelbeke	2.376	2.306	618.435
<b>Totaux :</b>	<b>9.824</b>	<b>8.796</b>	<b>2.158.801</b>	Izegem	1.102	1.016	255.020
Gand	7.713	6.986	1.781.310	Mennin	1.755	1.644	377.200
Assenede	1.379	1.178	242.980	Meulebeke	468	445	98.605
Deinze	1.760	1.648	375.440	Mouscron	1.711	1.452	407.135
Eeklo	1.365	1.264	267.170	Moorsele	187	183	42.550
Evergem	1.667	1.573	320.825	Oostrozebeke	840	803	198.375
Kaprijke	747	746	127.025	Roulers	1.200	1.025	267.550
Kruishoutem	673	623	138.360	<b>Totaux :</b>	<b>13.280</b>	<b>12.250</b>	<b>3.175.810</b>
Ledeberg	1.170	1.100	316.690	Furnes	1.587	1.556	294.950
Lochristi	1.335	1.228	264.470	Diksmuide	537	516	117.450
Nazareth	917	859	177.950	Haringe	217	195	46.850
Nevale	1.231	1.082	208.700	Nieuport	1.054	1.021	215.750
Oosterzele	1.606	1.423	311.850	<b>Totaux :</b>	<b>3.395</b>	<b>3.288</b>	<b>675.000</b>
Waarschoot	640	600	179.450	Ypres	1.272	1.232	306.800
Zomergem	625	587	129.500	Hoogde	319	304	69.450
<b>Totaux :</b>	<b>22.828</b>	<b>20.797</b>	<b>4.841.720</b>	Messines	661	603	155.135
Audenarde	1.680	1.521	346.675	Passendale	303	293	73.810
Grammont	737	649	165.825	Poperinge	451	437	110.690
Herzele	1.374	1.232	319.900	Wervik	1.146	989	276.760
Nederbrakel	781	694	181.025	<b>Totaux :</b>	<b>4.152</b>	<b>3.858</b>	<b>992.645</b>
Ninove	1.582	1.300	370.585	Liège	10.202	7.948	1.712.185
Renaix	1.155	1.070	277.260	Dalhem	559	322	127.475
Horebeke-				Fexhe-Slins	1.038	887	205.150
Ste Marie	390	324	74.680	Fléron	2.400	1.851	436.940
Zottegem	794	732	187.900	Hollogne-aux-			
<b>Totaux :</b>	<b>8.493</b>	<b>7.522</b>	<b>1.923.850</b>	Pierres	1.971	1.654	346.850
Termonde	1.550	1.387	456.180	Louveigné	300	251	59.600
Alost	3.424	3.146	1.012.845	Seraing	1.537	1.222	295.665
Beveren	1.208	904	270.850	Waremme	674	610	195.515
Hamme	921	841	243.060	<b>Totaux :</b>	<b>18.681</b>	<b>14.745</b>	<b>3.379.380</b>
Lokeren	1.384	1.212	387.165				
Sint-Gillis-Waas	900	769	187.020				
Saint-Nicolas	2.100	1.823	515.845				
Tamise	1.239	981	297.975				
Wetteren	1.178	956	283.850				
Zele	784	693	177.960				
<b>Totaux :</b>	<b>14.688</b>	<b>12.712</b>	<b>3.832.690</b>				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	796	675	157.635	Marche-en-			
Ferrières	117	84	19.400	Famenne	214	197	43.300
Hannut	314	258	68.720	Durbuy	157	136	30.300
Héron	170	126	29.500	Erezée	254	197	45.200
Jehay-Bodegnée	338	220	65.295	Houffalize	205	170	39.500
Larden	339	273	60.150	Laroche	150	148	29.200
Nandrin	1.165	934	229.585	Nastogne	132	84	18.600
<b>Totaux :</b>	<b>3.239</b>	<b>2.590</b>	<b>619.195</b>	Vielsalm	112	103	20.300
Verviers	1.608	1.336	447.150	<b>Totaux :</b>	<b>1.316</b>	<b>1.035</b>	<b>326.400</b>
Aubel	506	413	127.390	Neufchâteau	414	321	76.700
Eupen	501	290	88.410	Rastogne	274	249	69.230
Dison	270	241	61.920	Bouillon	312	297	61.950
Gerve	130	114	26.310	Pailleur	314	298	68.800
Limbouurg	240	219	67.645	Saint-Hubert	218	190	58.320
Malmédy	714	615	172.710	Sibret	139	114	27.350
St-Vith	526	143	155.220	Wellin	145	130	30.750
Spa	539	475	129.040	<b>Totaux :</b>	<b>1.816</b>	<b>1.596</b>	<b>402.700</b>
Stravelot	306	284	76.760	Namur	4.025	3.249	879.940
<b>Totaux :</b>	<b>5.340</b>	<b>4.160</b>	<b>1.352.720</b>	Ardenne	1.103	909	254.500
Tongres	1.249	1.011	222.470	Eghezée	435	376	108.900
Bitzen	2.626	1.579	349.500	Fosse	2.200	1.782	518.670
Looz	1.262	743	154.550	Gembloix	1.496	1.177	353.620
Bree	616	389	85.250	<b>Totaux :</b>	<b>9.259</b>	<b>7.493</b>	<b>2.115.630</b>
Maaseik	747	382	99.300	Dinant	984	824	221.295
Mechelen	2.730	1.528	331.910	Beauraing	227	216	57.076
Zichen-Zussen-				Ciney	1.172	1.013	259.520
Bolder	953	715	155.500	Couvin	394	325	81.035
<b>Totaux :</b>	<b>10.183</b>	<b>6.347</b>	<b>1.398.480</b>	Florennes	803	627	171.510
Hasselt	2.321	2.124	514.920	Gedinne	340	273	63.690
Bertrigen	2.612	2.053	469.400	Philippeville	404	340	86.590
Herck-la-Ville	654	565	130.025	Romfort	1.100	918	278.050
Neerpelt	1.552	1.381	292.400	Walcourt	542	469	120.555
Peer	1.618	1.233	275.650	<b>Totaux :</b>	<b>5.966</b>	<b>5.035</b>	<b>1.352.331</b>
Saint-Troud	1.636	1.399	304.730	<b>Totaux :</b>	<b>343.765</b>	<b>298.025</b>	<b>6.039.309</b>
<b>Totaux :</b>	<b>10.393</b>	<b>8.755</b>	<b>1.967.970</b>				
Arlon	561	438	106.700				
Etalle	377	226	92.900				
Fauvillers	159	136	31.590				
Florenville	140	132	32.850				
Messancy	234	197	53.090				
Virton	363	301	77.400				
<b>Totaux :</b>	<b>1.834</b>	<b>1.430</b>	<b>396.350</b>				

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1957

TRIBUNAUX	1	Nombre total des jugements	Jugements au fond en matière répressive	Inculpés jugés en matière de police					Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)				Individus jugés en matière de lois électtorales (Absence au vote)			
				Acquittés		condamnés			Total	Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
				Total	4	5	à l'emprisonnement									à l'amende
							condi- tionnel	simple								condi- tionnelle
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
Bruxelles	19,534	19,372	21,815	1,820	18	220	2,103	17,654	162	27	135	-	-	-		
Asse	873	869	1,064	233	-	-	118	713	4	-	4	-	-	-		
Hai	600	591	714	33	17	-	39	625	9	-	9	-	-	-		
Sint-Kwintens-Lennik	275	274	412	5	-	-	55	352	1	-	1	-	-	-		
Vilvorde	1,004	990	990	49	3	6	22	910	14	2	12	-	-	-		
Wolvertem	803	791	807	106	-	-	107	594	12	-	12	-	-	-		
<b>Totaux :</b>	<b>23,089</b>	<b>22,897</b>	<b>25,802</b>	<b>2,246</b>	<b>38</b>	<b>226</b>	<b>2,444</b>	<b>20,848</b>	<b>202</b>	<b>29</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
Louvain	1,175	1,145	1,540	69	-	-	621	845	30	-	30	-	-	-		
Aartschot	267	265	296	33	2	3	75	188	2	-	2	-	-	-		
Dier	572	569	731	28	-	-	115	588	3	-	3	-	-	-		
Glabbeek	86	86	104	24	-	-	35	45	-	-	-	-	-	-		
Haacht	129	129	133	25	-	-	27	81	-	-	-	-	-	-		
Tirlemont	281	271	365	25	-	-	221	119	10	-	10	-	-	-		
Léau	169	169	178	22	-	-	73	83	-	-	-	-	-	-		
<b>Totaux :</b>	<b>2,679</b>	<b>2,634</b>	<b>3,347</b>	<b>225</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1,167</b>	<b>1,949</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		

Tableau n° 10 (suite)

TRIBUNAUX	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15													
																Acquittés		condamnés			Total	Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
																Total	4	5	à l'emprisonnement									à l'amende
																			condi- tionnel	simple								condi- tionnelle
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15															
Nivelles	1,072	1,059	1,516	184	5	-	1	388	938	13	-	13	-	-	-													
Genappe	185	184	231	34	-	-	-	50	147	1	-	1	-	-	-													
Jodoigne	494	434	553	62	-	-	-	196	295	-	-	-	-	-	-													
Perwez	246	245	268	48	-	-	-	138	82	1	-	1	-	-	-													
Wavre	684	680	731	138	-	-	1	271	321	4	-	4	-	-	-													
<b>Totaux</b>	<b>2,621</b>	<b>2,602</b>	<b>3,299</b>	<b>466</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1,043</b>	<b>1,783</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>													
Anvers	9,420	9,232	12,760	1,061	2	135	1,951	9,611	188	11	177	-	-	-	-													
Berchem	1,615	1,601	1,744	250	5	3	361	1,105	14	2	12	-	-	-	-													
Boom	799	796	1,085	173	-	-	462	450	3	-	3	-	-	-	-													
Borgerhout	1,778	1,770	2,213	351	-	12	271	1,579	8	-	8	-	-	-	-													
Brecht	972	969	1,233	124	-	1	432	676	3	-	3	-	-	-	-													
Ekeren	902	902	978	137	-	4	196	641	6	-	6	-	-	-	-													
Kontich	1,022	1,012	1,076	148	-	4	277	647	10	-	10	-	-	-	-													
Zandhoven	620	616	845	107	-	-	174	564	4	-	4	-	-	-	-													
<b>Totaux</b>	<b>17,134</b>	<b>16,898</b>	<b>21,934</b>	<b>2,351</b>	<b>7</b>	<b>159</b>	<b>4,144</b>	<b>15,273</b>	<b>236</b>	<b>13</b>	<b>223</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>													
Malines	1,285	1,248	1,549	196	-	22	428	1,003	41	-	41	-	-	-	-													
Duffel	593	590	619	102	-	2	122	393	3	-	3	-	-	-	-													
Heist-op-den-Berg	503	503	706	126	-	4	20	556	-	-	-	-	-	-	-													
Lierre	429	427	454	108	1	3	100	242	2	-	2	-	-	-	-													
Puurs	460	460	488	82	-	-	164	242	-	-	-	-	-	-	-													
<b>Totaux</b>	<b>3,274</b>	<b>3,228</b>	<b>3,916</b>	<b>614</b>	<b>1</b>	<b>31</b>	<b>834</b>	<b>2,436</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>													
Turnhout	1,118	1,041	1,186	129	8	18	590	441	77	1	76	-	-	-	-													
Arendonk	649	648	899	132	-	-	443	324	1	-	1	-	-	-	-													
Herentals	477	465	486	93	-	5	145	243	11	-	11	-	-	-	-													
Hoogstraten	704	631	662	143	-	-	332	187	73	-	73	-	-	-	-													
Mol	796	791	826	70	-	4	330	422	5	-	5	-	-	-	-													
Westerlo	259	258	278	32	-	-	39	207	1	-	1	-	-	-	-													
<b>Totaux</b>	<b>4,003</b>	<b>3,835</b>	<b>4,337</b>	<b>599</b>	<b>8</b>	<b>27</b>	<b>1,879</b>	<b>1,824</b>	<b>168</b>	<b>1</b>	<b>167</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>													

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mons	1.300	1.275	1.599	422	1	5	6	1.165	25	4	21	-	-	-
Boussu	1.007	1.002	1.260	365	-	3	2	890	5	-	5	-	-	-
Chêvres	118	118	173	32	1	-	8	132	-	-	-	-	-	-
Dour	350	348	498	66	-	-	150	282	2	-	2	-	-	-
Enghien	203	199	232	67	-	-	110	55	4	-	4	-	-	-
La Louvière	800	791	930	185	-	3	304	438	9	-	9	-	-	-
Lens	229	229	318	54	6	1	16	241	-	-	-	-	-	-
Pâturages	570	563	673	157	-	-	20	496	7	-	7	-	-	-
Roelux	911	903	1.197	185	-	3	308	641	8	-	8	-	-	-
Solignies	562	552	726	109	-	1	180	436	10	-	10	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>6.050</b>	<b>5.980</b>	<b>7.546</b>	<b>1.642</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>1.104</b>	<b>4.776</b>	<b>70</b>	<b>4</b>	<b>66</b>	-	-	-
Charleroi	3.474	3.424	4.645	642	-	27	437	3.539	50	-	50	-	-	-
Beaumont	241	238	279	64	-	-	59	156	3	-	3	-	-	-
Blinche	933	930	1.294	282	12	8	296	696	3	-	3	-	-	-
Châtelet	1.132	1.126	1.618	270	-	6	272	1.070	6	-	6	-	-	-
Chimay	278	277	348	119	-	2	66	161	1	-	1	-	-	-
Fontaine-l'Évêque	823	818	1.034	265	-	2	240	527	5	-	5	-	-	-
Gosselies	924	923	1.024	204	-	1	197	622	1	-	1	-	-	-
Jumet	518	515	633	116	1	-	139	375	3	1	2	-	-	-
Marchienne-au-Pont	1.198	1.193	1.605	226	-	3	405	971	5	-	5	-	-	-
Merbais-le-Château	333	331	383	70	-	-	50	263	2	-	2	-	-	-
Seuffe	535	535	632	118	-	-	207	307	-	-	-	-	-	-
Thudn	267	267	594	94	-	-	48	451	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>10.656</b>	<b>10.577</b>	<b>14.089</b>	<b>2.472</b>	<b>13</b>	<b>49</b>	<b>2.417</b>	<b>9.138</b>	<b>79</b>	<b>1</b>	<b>78</b>	-	-	-
Tournai	604	590	747	140	1	9	113	484	14	-	14	-	-	-
Antoing	212	211	250	58	2	7	84	99	1	-	1	-	-	-
Ath	319	315	370	73	-	-	148	149	4	-	4	-	-	-
Celles	81	81	109	31	-	-	28	50	-	-	-	-	-	-
Flobecq	109	109	118	30	-	-	30	58	-	-	-	-	-	-
Frames	54	53	62	19	-	-	12	31	1	-	1	-	-	-
Leuzines	229	226	321	26	-	-	135	160	3	-	3	-	-	-
Leuze	396	394	457	78	2	-	123	254	2	-	2	-	-	-
Péruwelz	175	173	218	34	-	2	61	121	2	-	2	-	-	-
Quevaucamps	423	422	572	114	-	3	75	380	1	1	2	-	-	-
Templeuve	281	271	381	32	-	-	102	247	10	-	10	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>2.683</b>	<b>2.645</b>	<b>3.605</b>	<b>635</b>	<b>5</b>	<b>21</b>	<b>911</b>	<b>2.033</b>	<b>38</b>	<b>1</b>	<b>37</b>	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand	2.259	2.222	3.202	441	-	-	92	507	41	4	37	-	-	-
Assenède	334	334	416	36	-	-	-	82	-	-	-	-	-	-
Deinze	260	259	356	64	-	-	-	84	1	-	1	-	-	-
Eeklo	321	319	464	95	-	-	1	132	2	-	2	-	-	-
Evergem	440	436	516	51	13	17	85	350	4	-	4	-	-	-
Kaprijke	185	185	244	45	-	-	1	76	-	-	-	-	-	-
Kruishoutem	97	96	111	26	-	-	-	32	1	-	-	-	-	-
Ledeberg	577	571	664	51	-	-	2	225	6	-	6	-	-	-
Lochristi	271	271	292	33	-	-	1	113	-	-	-	-	-	-
Nazareth	130	130	153	41	1	-	-	31	-	-	-	-	-	-
Nevele	284	284	346	54	-	-	-	79	-	-	-	-	-	-
Oosterzale	281	280	311	47	2	5	24	213	1	-	1	-	-	-
Waarschor	95	95	134	33	-	-	-	33	-	-	-	-	-	-
Zomergem	132	130	143	20	-	-	-	63	2	-	2	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>6.268</b>	<b>6.208</b>	<b>7.352</b>	<b>1.037</b>	<b>16</b>	<b>119</b>	<b>1.566</b>	<b>4.614</b>	<b>58</b>	<b>4</b>	<b>54</b>	-	-	-
Audenarde	381	373	512	104	4	5	281	118	8	-	8	-	-	-
Grammont	203	203	256	64	-	4	102	86	-	-	-	-	-	-
Herzèle	656	656	866	150	9	9	315	403	-	-	-	-	-	-
Nederbrakel	160	160	215	34	2	1	9	169	-	-	-	-	-	-
Ninove	770	767	985	132	14	6	69	764	3	-	3	-	-	-
Renalx	209	207	254	42	13	7	124	68	2	-	2	-	-	-
Sint-Maria-Horebeke	64	64	80	10	-	1	51	18	-	-	-	-	-	-
Zottegem	196	196	237	21	1	-	168	107	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>2.639</b>	<b>2.626</b>	<b>3.455</b>	<b>557</b>	<b>43</b>	<b>33</b>	<b>1.119</b>	<b>1.733</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	-	-	-
Termonde	719	709	1.099	36	2	1	488	570	10	-	10	-	-	-
Alost	1.458	1.443	1.723	262	-	15	643	803	15	4	11	-	-	-
Beveren	802	799	845	45	3	2	387	408	3	-	3	-	-	-
Hamme	303	302	367	44	-	10	61	242	1	-	1	-	-	-
Lokeren	498	492	542	75	-	8	139	320	6	-	6	-	-	-
Sint-Gillis-Waas	306	303	340	54	1	-	92	193	3	-	3	-	-	-
Saint-Nicolas	851	845	860	-	-	2	230	628	6	-	6	-	-	-
Tamise	476	476	501	29	1	4	289	178	2	-	2	-	-	-
Wetteren	545	544	564	102	-	5	151	306	1	-	1	-	-	-
Zelee	366	364	385	31	-	-	72	282	2	-	2	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>6.326</b>	<b>6.277</b>	<b>7.216</b>	<b>680</b>	<b>7</b>	<b>47</b>	<b>2.552</b>	<b>3.930</b>	<b>49</b>	<b>4</b>	<b>45</b>	-	-	-



Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	2,193	2,170	2,511	289	83	122	676	1,341	23	5	18	-	-	-
Ardooie	145	145	177	24	-	2	83	68	-	-	-	-	-	-
Gistel	231	229	319	69	-	-	99	151	2	-	2	-	-	-
Ostende	914	891	1,102	205	52	13	573	259	23	1	22	-	-	-
Ruislede	115	115	115	20	1	1	21	72	-	-	-	-	-	-
Tielt	369	369	416	37	4	3	50	322	-	-	-	-	-	-
Torhout	659	656	785	162	-	6	281	336	3	-	3	-	-	-
Totaux	4,626	4,575	5,425	806	140	147	1,783	2,549	51	6	45	-	-	-
Courtrai	1,442	1,433	2,115	310	1	11	746	1,047	9	2	7	-	-	-
Avelgem	178	176	193	38	-	1	42	118	2	-	2	-	-	-
Harelbeke	635	634	743	104	-	2	151	486	1	-	1	-	-	-
Begem	464	463	499	37	-	-	188	274	1	1	-	-	-	-
Menin	573	564	760	117	-	12	288	343	9	2	7	-	-	-
Meulebeke	100	99	144	26	-	-	65	53	1	1	-	-	-	-
Mouscron	1,064	1,049	1,174	239	-	-	329	606	15	2	13	-	-	-
Moorslede	128	128	194	52	-	-	72	70	-	-	-	-	-	-
Ostrozebeke	157	157	179	29	-	-	39	111	-	-	-	-	-	-
Roulers	600	592	644	44	-	-	234	366	8	-	8	-	-	-
Totaux	5,341	5,295	6,651	996	1	26	2,154	3,474	46	8	38	-	-	-
Furnes	402	397	577	183	-	5	111	278	5	-	5	-	-	-
Dixmude	236	234	265	34	-	5	50	176	2	-	2	-	-	-
Haringe	97	97	99	30	1	2	20	46	-	-	-	-	-	-
Nieuport	467	459	547	78	-	5	122	342	8	-	8	-	-	-
Totaux	1,202	1,187	1,488	325	1	17	303	842	15	-	15	-	-	-
Ypres	595	590	696	60	-	1	127	508	5	1	4	-	-	-
Hooglede	102	102	187	15	-	-	98	74	-	-	-	-	-	-
Mesines	196	191	212	23	-	-	56	133	5	-	5	-	-	-
Pasendale	86	84	102	21	-	-	38	43	2	-	2	-	-	-
Poperinge	128	128	152	21	-	5	43	83	-	-	-	-	-	-
Wervik	363	362	403	-	-	6	160	236	1	-	1	-	-	-
Totaux	1,470	1,457	1,752	140	1	12	522	1,077	13	1	12	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Lille	7,177	7,114	10,401	2,152	7	15	2,758	5,469	63	12	51	-	-	-
Dalhem	707	706	948	161	-	-	116	651	1	-	1	-	-	-
Fexhe-Slins	707	703	1,030	176	1	-	125	728	4	1	3	-	-	-
Fléron	1,662	1,659	2,468	230	-	-	161	2,097	3	1	2	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1,540	1,536	2,477	468	-	-	84	1,925	4	-	4	-	-	-
Louveigné	655	655	856	233	-	-	99	556	-	-	-	-	-	-
Seraing	1,481	1,477	2,320	445	-	6	460	1,409	4	-	4	-	-	-
Wareme	278	275	412	85	-	-	48	279	3	-	3	-	-	-
Totaux	14,207	14,125	20,964	3,970	8	21	3,651	13,114	82	14	68	-	-	-
Huy	787	772	1,072	279	1	6	483	303	15	1	14	-	-	-
Ferrrières	140	140	170	39	-	-	71	60	-	-	-	-	-	-
Hannut	181	181	262	35	-	-	89	138	-	-	-	-	-	-
Héron	181	181	235	45	-	-	116	74	-	-	-	-	-	-
Jehay-Rodegnée	196	194	250	67	2	-	86	95	2	-	2	-	-	-
Landen	160	160	228	27	-	-	84	117	-	-	-	-	-	-
Nandrin	480	477	632	155	-	-	246	231	3	-	3	-	-	-
Totaux	2,125	2,105	2,849	647	3	6	1,175	1,018	20	1	19	-	-	-
Verviers	883	868	1,099	219	-	9	-	871	15	-	15	-	-	-
Aubel	266	264	308	51	-	-	38	219	2	-	2	-	-	-
Dison	178	178	228	35	-	-	30	163	-	-	-	-	-	-
Eupen	394	392	475	185	-	2	50	238	2	1	1	-	-	-
Herve	328	328	362	33	-	-	40	289	-	-	-	-	-	-
Limbourg	247	246	388	98	-	-	12	278	1	-	1	-	-	-
Malmédy	415	415	619	95	7	-	161	356	-	-	-	-	-	-
St-Vith	296	295	380	64	-	2	30	284	1	-	1	-	-	-
Spa	346	342	437	105	2	2	45	283	4	1	3	-	-	-
Stavelot	249	249	312	86	1	-	39	186	-	-	-	-	-	-
Totaux	9,602	9,577	12,608	2,971	10	15	4,445	3,167	25	2	23	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	1,035	1,020	1,118	283	5	3	490	337	15	1	14	-	-	-
Bilzen	1,771	1,730	1,989	304	-	-	635	1,050	41	1	40	-	-	-
Looz	1,268	1,266	1,710	365	-	-	771	574	2	-	2	-	-	-
Bree	263	263	350	54	2	3	221	70	-	-	-	-	-	-
Maaseik	423	423	564	72	2	1	343	146	-	-	-	-	-	-
Mechelen	1,314	1,312	1,460	221	24	1	403	811	2	-	2	-	-	-
Zichen-Zussen-Bolder	415	415	526	169	-	5	175	177	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>6,489</b>	<b>6,429</b>	<b>7,717</b>	<b>1,468</b>	<b>33</b>	<b>13</b>	<b>3,038</b>	<b>3,165</b>	<b>60</b>	<b>2</b>	<b>58</b>	-	-	-
Hasselt	1,190	1,170	1,522	259	-	4	523	736	20	1	19	-	-	-
Beringen	974	972	1,310	198	-	1	649	462	2	-	2	-	-	-
Herk-la-Ville	273	273	347	69	1	-	188	89	-	-	-	-	-	-
Nerpelt	489	486	705	47	-	-	279	379	3	-	3	-	-	-
Peer	530	528	716	95	3	1	307	310	2	-	2	-	-	-
Saint-Trond	672	671	987	87	-	-	695	205	1	-	1	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>4,128</b>	<b>4,100</b>	<b>5,587</b>	<b>755</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>2,641</b>	<b>2,181</b>	<b>28</b>	<b>1</b>	<b>27</b>	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>1,694</b>	<b>1,685</b>	<b>1,897</b>	<b>251</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>710</b>	<b>912</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	-	-	-
Marche-en-famenne	154	154	241	63	-	1	9	168	-	-	-	-	-	-
Durbuy	85	85	106	24	-	-	37	45	-	-	-	-	-	-
Rezé	79	79	103	21	-	1	7	74	-	-	-	-	-	-
Houffalize	105	104	154	43	-	-	54	57	1	-	1	-	-	-
Laroche	86	86	124	32	-	-	37	55	-	-	-	-	-	-
Nasogne	52	52	75	12	-	-	33	30	-	-	-	-	-	-
Vielism	38	38	59	15	-	-	29	15	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>599</b>	<b>598</b>	<b>862</b>	<b>210</b>	-	<b>2</b>	<b>206</b>	<b>444</b>	<b>1</b>	-	<b>1</b>	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	172	172	210	37	1	2	103	67	-	-	-	-	-	-
Basogne	138	135	194	58	-	-	112	24	3	-	3	-	-	-
Bouillon	148	147	176	34	-	-	80	62	1	-	1	-	-	-
Faliscul	127	127	159	28	-	-	77	54	-	-	-	-	-	-
Saint-Hubert	145	148	194	78	1	-	78	37	-	-	-	-	-	-
Sibret	65	65	93	28	-	-	60	5	-	-	-	-	-	-
Wellur	71	71	116	39	-	-	41	36	-	-	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>869</b>	<b>865</b>	<b>1,142</b>	<b>302</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>551</b>	<b>285</b>	<b>4</b>	-	<b>4</b>	-	-	-
Namur	2,754	2,724	3,502	641	57	22	756	2,026	30	2	28	-	-	-
Andenne	403	402	459	114	3	1	75	266	1	-	1	-	-	-
Eghezée	299	299	556	135	-	-	39	182	-	-	-	-	-	-
Fosse	1,172	1,171	1,789	591	10	7	315	866	1	-	1	-	-	-
Gemblioux	801	800	1,095	258	2	10	152	671	1	-	1	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>5,429</b>	<b>5,350</b>	<b>7,199</b>	<b>1,739</b>	<b>72</b>	<b>40</b>	<b>1,337</b>	<b>4,011</b>	<b>33</b>	<b>2</b>	<b>31</b>	-	-	-
Dinant	647	637	828	120	-	-	388	380	10	-	10	-	-	-
Beauraing	120	118	164	30	-	-	48	86	2	1	1	-	-	-
Ciney	625	623	952	202	-	-	213	537	2	1	1	-	-	-
Couvin	287	286	389	81	-	1	92	215	1	-	1	-	-	-
Florennes	449	446	560	166	-	8	126	260	3	-	3	-	-	-
Gedinne	196	197	251	68	-	-	94	89	1	-	1	-	-	-
Philippeville	187	187	233	58	1	-	69	107	-	-	-	-	-	-
Rochefort	406	406	495	119	1	-	116	259	-	-	-	-	-	-
Walcourt	295	294	369	114	-	-	114	141	1	1	-	-	-	-
<b>Totaux</b>	<b>3,214</b>	<b>3,194</b>	<b>4,301</b>	<b>956</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>1,260</b>	<b>2,074</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	<b>17</b>	-	-	-
<b>TOTAUX GENERAUX</b>	<b>142,615</b>	<b>141,185</b>	<b>173,370</b>	<b>27,061</b>	<b>434</b>	<b>1,069</b>	<b>41,456</b>	<b>138,650</b>	<b>1,430</b>	<b>96</b>	<b>1,382</b>	-	-	-

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1957

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nombre des inculpés 2	Acquittés 3	Renvoyés par une déclaration d'incompétence 4	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				conditionnel 5	sans condition		conditionnelle 8	sans condition 9	
					de 8 jours et plus 6	de 1 à 7 jours 7			
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4. 10. 1867)	Code pénal Lois spéciales	17.970 430	4.690 59	35 5	27 -	- 2	19 2	5.044 149	8.155 215
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Code pénal Règlements communaux et provinciaux Lois spéciales et règlements généraux	6.694 6.827 45.449	1.887 762 19.408	29 10 205	4 8 395	4 7 909	25 51 52	1.546 1.083 33.234	3.128 4.906 92.246
Totaux :		178.370	26.786	245	434	920	149	41.156	108.650

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1957

ARRONDISSEMENTS	Appels					ARRONDISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année 2	Portés devant le tribunal pendant l'année 3	Jugés pendant l'année 4	Rayés du rôle 5	Restant à juger à la fin de l'année 6		Restant à juger au commencement de l'année 2	Portés devant le tribunal pendant l'année 3	Jugés pendant l'année 4	Rayés du rôle 5	Restant à juger à la fin de l'année 6
Bruxelles	180	939	1.018	-	191	Furnes	15	78	87	-	7
Louvain	15	157	147	-	25	Ypres	14	54	58	-	10
Nivelles	21	148	138	-	31	Liège	432	770	731	2	469
Anvers	57	429	458	-	28	Huy	29	204	157	-	76
Malines	27	98	112	-	13	Verviers	36	287	252	-	101
Turnhout	18	90	86	-	22	Tongres	15	171	161	-	25
Mons	18	271	275	-	14	Hasselt	39	210	191	-	58
Charleroi	103	471	430	-	144	Arlon	8	56	61	-	3
Tournai	11	121	118	-	14	Marche-en-Famenne	14	70	67	-	17
Gand	39	427	438	3	25	Neufchâteau	9	64	55	-	18
Audenarde	21	165	155	-	31	Namur	41	385	359	-	67
Termonde	-	424	424	-	-	Dinant	21	143	116	1	47
Bruges	33	381	332	-	82						
Courtrai	82	300	326	-	56						
Totaux						Totaux	1.329	6.913	6.752	6	1.484

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9. 10.

11 et 11<sup>bis</sup> (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX

(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1957

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)						
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille					
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement		
	1		2	3	4	5	6
Bruxelles	2	2	-	-	-	-	-
Louvain (1)	23	-	1	22 <sup>(1)</sup>	-	-	-
Nivelles	4	-	3	1	-	-	-
Anvers	10	1	2	7	-	-	-
Malines	6	2	1	3	-	-	-
Turnhout	14	9	-	5	-	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	20	7	1	12	-	-	-
Tournai	3	1	1	1	-	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	51	4	3	38	3	3	-
Bruges	14	3	4	7	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	24	5	-	19	-	-	-
Ypres	11	2	2	7	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-
Verviers (2)	7	2 <sup>(2)</sup>	1	4	-	-	-
Tongres	61	5	2	53	1	-	-
Hasselt	16	-	7	9	-	-	-
Arlon	1	-	1	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-
Namur	51	6	3	41	-	1	-
Dinant	2	1	1	-	-	-	-
Totaux :	320	50	33	229	4	4	

(1) Y compris 1 chef de famille réprimandé  
(2) " " 2 chefs " " réprimandés

Tableau n° 13<sup>b</sup> - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1957

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	11	2	-	9	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-
Nivelles	2	-	2	-	-	-
Anvers	4	-	-	4	-	-
Malines	1	1	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	28	13	-	15	-	-
Charleroi	24	3	-	21	-	-
Tournai	2	1	-	1	-	-
Gand	9	2	6	1	-	-
Audenarde	2	-	-	2	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-
Courtrai	47	-	-	46	-	1
Furnes	4	-	3	1	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	78	77	1	-	-	-
Huy	9	1	8	-	-	-
Verviers (1)	20	16	4	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	1	-	1	-	-	-
Namur	92	92	-	-	-	-
Dinant (2)	6	6	-	-	-	-
<b>Totaux :</b>	<b>340</b>	<b>214</b>	<b>25</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>1</b>

(1) dont 5 chefs de famille reprimandés.

(2) les 6 mineurs ont été admonestés.

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCcuper - 1957

3° Tribunaux correctionnels

ARRONDIS- SEMENTS	Affaires pen- dantes au comment cement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE								Total des affaires à juger	AFFAIRES TERMINEES							Affaires restant à juger à la fin de l'année
		portées devant le tribunal par				renvoyées devant le tribunal par					par jugement							
		citation directe du minis- tère public	citation directe de la partie civile	une admi- nistra- tion pu- blique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accu- sation	la cour de cassa- tion	Total	au fond			d'in- compé- tence	par radia- tion du rôle	Total des affaires termi- nées				
									con- tradic- toir- ement		par défaut				contra- dict. à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres			
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	1.473	3.922	153	792	2.104	4	1	7.056	8.529	5.686	1.119	340	7.145	4	-	7.149	1.380	
Louvain	62	1.112	43	90	289	-	-	1.504	1.566	1.235	211	64	1.510	-	-	1.510	56	
Nivelles	91	625	6	38	221	-	6	889	990	563	168	35	766	-	-	766	224	
Anvers	231	3.233	93	846	1.203	2	-	4.377	5.608	3.998	1.122	131	5.251	3	73	5.327	281	
Mairies	300	1.079	101	56	185	-	-	1.422	1.722	1.169	176	51	1.396	-	4	1.400	322	
Tournhout	109	1.079	4	90	185	-	-	1.358	1.467	840	214	38	1.092	-	8	1.100	367	
Mons	321	1.343	6	259	605	-	-	2.213	2.594	1.528	598	103	2.229	-	-	2.229	305	
Charleroi	1.094	2.019	176	603	1.577	2	2	4.351	5.475	3.082	940	215	4.237	3	-	4.240	1.235	
Tournai	244	600	3	106	269	-	-	975	1.222	742	194	16	952	1	-	953	269	
Gand	2.918	3.070	46	415	755	3	-	4.290	7.208	3.064	900	184	4.048	3	243	4.294	2.914	
Audenarde	566	781	21	38	246	1	2	1.089	1.555	912	190	59	1.161	-	33	1.194	461	
Termonde	2.587	2.492	19	109	409	1	12	3.042	5.629	2.713	473	165	3.351	1	1	3.353	2.276	
Bruges	1.066	2.449	30	168	533	-	-	3.180	4.246	2.910	620	39	3.569	10	14	3.593	653	
Courtrai	645	1.980	22	172	791	2	5	2.982	3.807	2.407	456	158	3.021	8	30	3.059	746	
Furnes	248	559	-	15	88	-	-	685	913	523	118	59	700	3	2	705	208	
Ypres	513	883	13	25	125	-	1	1.047	1.560	840	149	42	1.030	-	-	1.030	530	
Liège	3.535	1.937	6	774	1.688	-	-	4.303	7.538	2.575	1.057	289	4.191	4	2	4.197	3.641	
Huy	95	404	-	128	135	-	10	679	774	376	135	9	520	-	12	532	242	
Verviers	270	791	14	190	365	3	4	1.367	1.637	1.013	238	40	1.291	1	6	1.298	339	

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	782	980	1	106	256	-	-	1.343	2.125	913	288	81	1.282	-	-	1.282	18
Hasselt	168	1.290	44	107	223	1	1	1.866	1.834	1.257	222	51	1.530	2	10	1.542	292
Arlon	206	345	-	41	142	-	-	528	734	417	85	15	517	-	2	519	215
Marche-en- Famenne	95	178	1	35	51	-	-	265	360	210	57	7	274	-	2	276	84
Neufchâteau	29	260	-	45	86	1	-	392	421	276	82	18	376	3	3	382	39
Namur	177	1.255	7	177	323	3	2	1.767	1.944	1.294	387	68	1.749	-	-	1.749	195
Dinant	176	622	2	98	158	3	8	891	1.067	651	140	31	822	1	13	836	231
Totaux	18.201	35.251	843	5.519	12.971	26	54	54.664	72.865	41.494	10.238	2.278	54.010	47	458	54.515	18.350

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.  
AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1957

Arrondissement	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	7.145	1.171	5.974
Louvain	1.510	86	1.424
Nivelles	766	219	547
Anvers	5.251	1.890	3.361
Malines	1.396	368	1.028
Turnhout	1.092	307	785
Mons	2.229	320	1.909
Charleroi	4.237	1.773	2.464
Tournai	952	367	585
Gand	4.048	1.818	2.230
Audenarde	1.161	612	549
Termonde	3.351	1.611	1.740
Bruges	3.569	1.456	2.113
Courtrai	3.021	1.472	1.549
Furnes	700	504	196
Ypres	1.030	267	763
Liège	4.191	2.216	1.975
Huy	520	162	358
Verviers	1.291	583	708
Tongres	1.282	161	1.121
Hasselt	1.530	481	1.049
Arlon	517	90	427
Marche-en-Famenne	274	68	206
Neufchâteau	376	96	280
Namur	1.749	832	917
Dinant	822	476	346
<b>Totaux :</b>	<b>54.010</b>	<b>19.406</b>	<b>34.604</b>

4<sup>e</sup> Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTEES DEVANT LES COURS D'APPEL

NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

1957

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES								NOMBRE DES ARRÊTS			Nombre des prévenus jugés		
	à juger		terminées			NOMBRE DES ARRÊTS			ARRÊTS					
	pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier	portées devant la cour durant l'année	Total	par arrêt	rayées du rôle dispai- rées par jonction etc.	restant à juger à la fin de l'année	contra- dictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres	par défaut	contra- dic- toires	confir- matifs	infr- matifs en tout ou en partie			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	332	2.164	2.496	2.097	67	2.164	332	1.958	100	39	2.097	712	1.385	2.701
Gand	557	1.740	2.297	1.622	-	1.622	675	1.379	84	159	1.622	871	751	2.416
Liège	87	1.266	1.353	1.247	-	1.247	106	1.070	113	64	1.247	486	761	1.853
<b>Totaux :</b>	<b>976</b>	<b>5.170</b>	<b>6.146</b>	<b>4.966</b>	<b>67</b>	<b>5.033</b>	<b>1.113</b>	<b>4.407</b>	<b>297</b>	<b>262</b>	<b>4.966</b>	<b>2.069</b>	<b>2.897</b>	<b>6.970</b>

5° - Cours d'assises

Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis - 1957

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	-	-	-	-	-	-
Anvers	6	6	-	-	-	6
Hainaut	4	4	-	-	-	6
Flandre orientale (1)	1	1	-	-	-	3
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	3
Liège	4	4	-	-	-	5
Limbourg	1	1	-	-	-	2
Luxembourg	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-
<b>Le Royaume</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>

(1) 1 affaire (1 individu) renvoyée en Fl. Occ. non comptée.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1957

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES													DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE												
	Accusés jugés contradictoirement													Accusés jugés par contumace			Condamnés									
	condamnés à la peine													de la réclusion			à l'emprisonnement			à l'amende						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23				
Brabant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Anvers	6	6	1	1	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Hainaut	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Flandre orientale	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Flandre occident.	3	3	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Liège	5	5	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Limbourg	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
<b>Le Royaume</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>23</b>

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été pourchivés avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1957

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquités	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire				
					des travaux forcés			de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement				de l'amende	de l'interdiction de la mise à la disposition du gou- vernement					
					à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois								
6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20			
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES</b>																						
Viol d'un enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité (375-378)	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Assassinat, 394	9	2	-	7	2	1	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide, 396	4	1	-	3	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre, 393	7	3	-	4	1	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS</b>																						
Vol à l'aide de violences ou de menaces (461, 467, 468, 471, 474)	3	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	3	-	-	-
<b>Totaux</b>	25	6	-	19	3	2	3	2	-	-	-	2	6	1	-	-	-	18	-	-	-	-





Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1957

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE										Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende		
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps						
								extraordinaire	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
N E A N T														

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1957

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
N E A N T									

6° - Cour de Cassation

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2<sup>ème</sup> chambre) - 1957

NATURE DES ARRÊTS	Nombre des arrêts	RESULTATS DES POURVOIS OÙ DEMANDES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger				
		le ministère public, le gouverneur de province, etc.	Les parties					
1	2	3	4	5				
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation 1	rejet 2	-	1	} 325		
	correctionnelle	cassation 181	rejet 722	17	164			
	cour militaire	cassation 2	rejet 4	-	2			
	de défense sociale	cassation 1	rejet 2	-	1			
	de milice	cassation 6	rejet 47	-	6			
	électorale	cassation -	rejet -	-	47			
	fiscale	cassation 89	rejet (1) 177	-	89			
	ordre des médecins	cassation 1	rejet -	-	177			
	ordre des pharmaciens	cassation -	rejet 1	-	1			
	affaires disciplinaires	cassation -	rejet 2	-	1			
	Totaux		281	957	20		1,218	568
	Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission 10	rejet 1	10		-	2
		de cassation dans l'intérêt de la loi	admission -	rejet -	-		-	-
		en réhabilitation	admission -	rejet 5	-		5	-
en annulation		admission -	rejet -	-	-	-		
en révision		admission 1	rejet 1	-	1	1		
Totaux		11	7	10	8	3		
Total général		292	964	30	1,226	571		

(1) Les 177 arrêts statuent sur 185 pourvois dont 8 sont éliminés par jonction.







Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1957)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1 <sup>er</sup> canton	142	263	Brecht	46	73
" 2 <sup>e</sup> "	107	213	Ekeren	224	267
" 3 <sup>e</sup> "	74	373	Kontich	143	176
" 4 <sup>e</sup> "	153	140	Zandhoven	53	104
Anderlecht	309	1.383			
Assche	154	538	<b>Totaux</b>	<b>1.386</b>	<b>2.651</b>
Hal	78	111			
Ixelles 1 <sup>er</sup> canton	117	562	Mallines (Nord)	56	135
" 2 <sup>e</sup> "	102	412	" (Sud)	83	151
Molenbeek-St-Jean	188	346	Duffel	80	136
Saint-Gilles	131	259	Hetst-op-den-Berg	24	174
St-Josse-ten-Noode	164	482	Lierre	71	104
Sachaerbeek 1 <sup>er</sup> canton	132	203	Puurs	12	57
" 2 <sup>e</sup> "	192	278			
Sint-Kwintens-Lennik	109	181	<b>Totaux</b>	<b>326</b>	<b>757</b>
Uccle	144	429	Turnhout	142	149
Vilvorde	309	116	Arendonk	87	79
Walvertem	100	340	Herentals	45	177
<b>Totaux</b>	<b>2.705</b>	<b>6.329</b>	Hoogstraten	12	13
Louvain 1 <sup>er</sup> canton	228	599	Mol	59	98
" 2 <sup>e</sup> "	410	1.020	Westerlo	142	127
Aarschot	188	363	<b>Totaux</b>	<b>487</b>	<b>643</b>
Diest	210	391			
Glabbeek	47	149	Mons	140	482
Haacht	83	168	Boussu	180	382
Tirlemont	200	575	Chièvres	56	102
Léau	36	175	Dour	124	164
<b>Totaux</b>	<b>1.500</b>	<b>3.440</b>	Enghien	78	85
Nivelles	274	478	La Louvière	417	632
Genappe	86	179	Lens	84	191
Jodogne	126	214	Pâturages	190	327
Perwez	100	109	Roelux	105	325
Wavre	378	686	Soignies	204	541
<b>Totaux</b>	<b>964</b>	<b>1.686</b>	<b>Totaux</b>	<b>1.578</b>	<b>3.231</b>
Anvers 1 <sup>er</sup> canton	106	171	Charleroi (Nord)	316	831
" 2 <sup>e</sup> "	178	334	" (Sud)	218	588
" 3 <sup>e</sup> "	136	329	Beaumont	72	208
" 4 <sup>e</sup> "	127	361	Binche	223	782
Berchem	91	325	Châtelet	726	574
Boom	90	141	Chimay	93	52
Borgerhout	162	367	Fontaine-l'Evêque	334	627
			Gosselies	104	485
			Jumet	43	306

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Port	245	394	Termonde	157	235
Merbes-le-Château	114	187	Alost	130	675
Senefte	321	357	Reveren	69	146
Thuin	102	189	Hamme	125	133
			Lokeren	139	156
<b>Totaux</b>	<b>2.911</b>	<b>5.580</b>	Sint-Gillis-Waas	114	182
Tournai	407	191	Saint-Nicolas	252	469
Antoing	87	181	Tamise	86	185
Ath	187	213	Wetteren	96	242
Celles	27	41	Zele	139	160
Flobecq	31	106	<b>Totaux</b>	<b>1.337</b>	<b>2.531</b>
Frasnes	98	112			
Fossines	170	196	Bruges 1 <sup>er</sup> canton	361	584
Leuze	240	254	" 2 <sup>e</sup> "	158	641
Péruwelz	87	327	" 3 <sup>e</sup> "	180	533
Quevaucamps	97	244	Ardoote	37	65
Templeuve	76	92	Gistel	65	208
<b>Totaux</b>	<b>1.517</b>	<b>1.957</b>	Ostende	208	1.020
Gand 1 <sup>er</sup> canton	359	719	Ruisselede	20	44
" 2 <sup>e</sup> "	394	602	Tielt	39	55
" 3 <sup>e</sup> "	359	644	Torhout	74	285
Assenede	266	197	<b>Totaux</b>	<b>1.137</b>	<b>3.585</b>
Dainze	53	127			
Eeklo	237	242	Courtrai 1 <sup>er</sup> canton	81	144
Evergem	158	295	" 2 <sup>e</sup> "	114	316
Kaprijke	58	105	Avelgem	23	56
Kruifshoutem	40	118	Harelbeke	98	97
Ledeberg	325	375	Legem	151	398
Lochristi	140	94	Mennin	155	411
Nazareth	33	119	Meulebeke	126	66
Nevele	83	65	Mouscron	274	446
Oosterzele	189	228	Moorsele	21	72
Waarschoot	37	72	Oostrozebeke	44	59
Zomergem	62	139	Roulers	306	375
<b>Totaux</b>	<b>2.793</b>	<b>4.142</b>	<b>Totaux</b>	<b>1.393</b>	<b>2.440</b>
Audenarde	117	286	Faras	87	295
Grammont	116	218	Dixmude	87	135
Herzele	107	326	Haringe	32	48
Nederbrakel	48	89	Nieuport	112	161
Ninove	189	168	<b>Totaux</b>	<b>318</b>	<b>549</b>
Renaix	207	333			
Sint-Maria-Hoorebeke	80	75	Ypres 1 <sup>er</sup> canton	33	90
Zottegem	101	180	" 2 <sup>e</sup> "	82	135
<b>Totaux</b>	<b>966</b>	<b>1.577</b>	Hooglede	62	54
			Mesines	46	75
			Passendale	44	33
			Poperinge	35	91
			Wervik	74	194
			<b>Totaux</b>	<b>377</b>	<b>672</b>

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Liège 1 <sup>er</sup> canton	322	633	Arion	213	323
" 2 <sup>e</sup> "	377	673	Etalle	51	50
Dalhem	24	214	Fauvillers	35	18
Fexhe-Slins	60	174	Florenville	63	109
Fléron	102	176	Messancy	110	148
Grivegnée	365	395	Vitton	87	156
Herstal	125	212	<b>Totaux</b>	<b>559</b>	<b>804</b>
Hollogne-aux-Pierres	201	319	Marche-en-Famenne	71	212
Louveigné	49	110	Durbuy	44	108
Saint-Nicolas	238	148	Erezée	34	67
Seraing	131	323	Houffalize	52	83
Waremmé	145	131	Laroche	57	102
<b>Totaux</b>	<b>2.139</b>	<b>3.508</b>	Nassogne	18	63
Huy	506	490	Vielsalm	156	135
Ferrières	12	35	<b>Totaux</b>	<b>432</b>	<b>770</b>
Hannut	94	186	Neufchâteau	83	87
Héron	60	63	Bastogne	84	104
Jehay-Bodegnée	44	69	Fouillon	24	80
Lander	156	194	Pailseul	72	101
Nandrin	41	152	Saint-Hubert	57	110
<b>Totaux</b>	<b>913</b>	<b>1.189</b>	Sibret	34	35
Verviers	51	75	Wellin	45	37
Aubel	127	82	<b>Totaux</b>	<b>399</b>	<b>554</b>
Dison	68	91	Namur 1 <sup>er</sup> canton (N)	276	1.051
Eupen	71	87	" 2 <sup>e</sup> " (S)	87	517
Herve	16	65	Andenne	96	272
Limbouurg	31	111	Eghezée	60	217
Malmédy	110	178	Fosses	358	582
Saint-Vith	45	130	Gembloux	376	355
Spa	159	431	<b>Totaux</b>	<b>1.253</b>	<b>2.994</b>
Stavelot	85	112	Dinant	206	615
<b>Totaux</b>	<b>733</b>	<b>1.362</b>	Beauraing	135	251
Tongres	430	447	Ciney	133	291
Bilzen	252	516	Couvin	179	164
Borgloon	136	222	Florennes	99	269
Bree	62	151	Gedinne	26	141
Maaseik	171	347	Philippeville	63	123
Mechelen	47	412	Roche fort	181	251
Zichem-Zussen-Bolder	103	67	Walcourt	135	247
<b>Totaux</b>	<b>1.201</b>	<b>2.162</b>	<b>Totaux</b>	<b>1.157</b>	<b>2.352</b>
Hasselt	321	664	<b>LR ROYAUME</b>	<b>31.174</b>	<b>60.132</b>
Beringen	83	528			
Herck-la-Ville	49	177			
Neerpelt	73	174			
Peer	37	130			
Saint-Trond	101	514			
<b>Totaux</b>	<b>664</b>	<b>2.187</b>			

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	des affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1941	158.110	12.852	8,1
1942	127.800	7.091	5,6
1943	110.951	4.650	4,1
1944	87.320	3.265	3,7
1945	127.009	3.226	2,5
1946	155.092	3.785	2,4
1947	146.236	3.892	2,6
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.915	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	136.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.497	9.155	6,7
1955	142.284	13.430	9,4
1956	139.869	13.146	9,4
1957	143.532	13.999	10,3

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1941	19.828	3.656	16.258	919	91.063
1942	19.370	3.223	15.795	1.200	104.878
1943	19.126	4.267	14.363	1.278	108.175
1944	20.444	3.908	15.853	1.193	79.404
1945	21.302	4.213	23.786	1.109	93.577
1946	22.891	4.451	25.088	911	117.179
1947	20.449	3.711	31.084	844	143.740
1948	19.435	3.812	26.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	28.439	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.745	751	120.192
1951	17.222	3.478	31.450	766	140.765
1952	16.344	3.282	34.478	812	152.903
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.215	33.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	36.509	844	179.669
1956	16.197	2.953	38.361	784	186.812
1957	16.124	3.104	35.156	800	186.288

2° Tribunaux de première instance

Tableau n° 24 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1957

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES											AFFAIRES					
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINEES						TERMINEES PAR DES JUGEMENTS					
	anciennes		Nouvelles			par des jugements		par décret				Nombre des affaires restant à juger	qui acceptent la demande	qui ont rejeté la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public
	pendantes au commencement de l'année	rétrécies au rôle	sur opposition à des jugements par défaut	introduites pendant l'année	contradictoires	par défaut	Nombre total des affaires terminées par des jugements	transmission, abandon, jonction ou radiation	total des affaires terminées	12	13						
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
1																	
Bruxelles	6.209	529	248	8.544	15.630	4.204	2.439	6.743	2.857	9.600	5.461	1.282	2.434	4.309	6.084		
Louvain	945	4	19	352	1.820	390	242	632	175	807	492	140	632	-	115		
Nivelles	865	7	2	569	1.449	230	179	409	161	570	321	86	319	90	284		
Anvers	2.920	45	105	3.951	7.022	1.777	1.062	2.839	1.053	3.892	2.229	610	1.991	842	1.836		
Malines	753	2	15	561	1.331	233	187	420	41	461	321	99	304	116	235		
Turnhout	538	12	9	491	1.050	315	125	440	7	447	315	125	365	75	133		
Mons	1.450	25	23	1.063	2.561	413	395	798	461	1.259	767	31	483	310	568		
Charleroi	2.155	37	54	1.814	4.060	711	734	1.445	563	2.008	1.220	225	1.298	147	956		
Tournai	475	7	5	599	1.086	240	241	481	116	597	374	107	295	186	338		
Gand	2.330	26	10	1.332	3.698	577	419	1.096	176	1.272	787	309	935	161	762		
Audenarde	550	5	3	493	1.051	253	202	455	109	564	314	141	435	20	147		
Termonde	808	20	5	857	1.690	407	291	698	177	875	554	144	581	117	329		
Bruges	1.132	12	9	1.084	2.237	352	307	859	211	1.070	648	211	739	120	362		
Courtrai	828	13	13	818	1.672	276	292	562	196	764	392	176	568	-	131		
Fumes	225	7	4	221	518	193	82	213	26	301	194	81	240	35	123		
Ypres	261	-	8	278	547	126	74	200	40	240	158	42	200	-	53		
Liège	2.113	58	19	1.976	4.166	929	728	1.557	370	1.927	1.314	243	847	710	1.286		
Huy	191	2	12	355	560	190	151	341	27	368	283	58	230	111	187		
Verviers	421	9	18	589	1.037	282	233	515	126	641	337	128	426	29	250		
Tongres	256	3	10	441	710	188	164	352	54	406	274	78	352	-	73		
Hasselt	419	8	15	528	970	280	133	413	41	454	248	165	312	101	166		
Arlon	303	26	14	289	632	144	72	216	46	262	188	28	209	7	82		

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Famenne	281	-	3	203	487	51	64	115	9	124	363	80	35	115	-	7
Neufchâteau	107	-	2	165	274	64	52	116	10	126	148	114	2	116	-	9
Namur	721	17	-	567	1.305	227	211	438	156	594	711	325	113	377	61	314
Dinant	430	-	7	378	815	139	121	260	47	307	508	211	49	260	-	56
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	16.310	669	486	18.544	36.009	8.513	5.694	14.207	5.434	19.641	16.368	11.500	2.707	8.126	6.081	10.549
Gand	6.135	83	52	5.143	11.413	2.484	1.667	4.151	935	5.086	6.327	3.047	1.104	3.698	453	1.907
Liège	5.242	123	100	5.491	10.956	2.394	1.929	4.323	836	5.205	5.747	3.424	899	3.244	1.079	2.410
Le Royaume	27.687	875	638	29.178	58.378	13.391	9.290	22.681	7.255	29.936	28.442	17.971	4.710	15.068	7.613	14.866



Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND

AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES (1957)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.218	4.920	47	-	4.967	1.736	1.022
Louvain	88	444	8	-	432	119	116
Nivelles	120	402	26	1	429	78	94
Anvers	697	4.963	61	21	5.045	722	720
Malines	149	336	8	-	344	52	74
Turnhout	61	303	8	-	311	66	23
Mons	319	1.209	36	11	1.256	73	273
Charleroi	297	1.499	11	13	1.523	39	385
Tournai	94	543	17	-	560	186	82
Gand	390	1.468	7	22	1.497	582	236
Audenarde	101	235	4	3	242	50	59
Termonde	378	513	15	19	547	102	78
Bruges	156	555	21	3	579	159	142
Courtrai	160	467	21	2	490	95	112
Furnes	52	163	2	-	165	50	18
Ypres	52	229	2	-	231	30	31
Liège	520	2.171	41	35	2.247	447	683
Huy	76	320	9	-	329	67	73
Verviers	103	577	21	-	598	134	79
Tongres	61	368	7	2	377	74	31
Hasselt	125	365	8	-	373	89	52
Arlon	93	342	6	-	348	46	41
Marche-en-Famenne	33	232	2	-	234	12	17
Neufchâteau	15	141	1	-	142	11	4
Namur	145	541	4	3	548	129	63
Dinant	130	493	5	-	498	47	50
Ressort de la cour d'appel de :							
Bruxelles	3.043	14.619	222	46	14.887	3.071	2.789
Gand	1.088	3.630	72	49	3.751	1.068	876
Liège	1.301	5.550	104	40	5.694	1.058	1.093
Le Royaume :	5.433	23.799	398	135	24.332	5.195	4.558

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

Tableau n° 26 - APERÇU GENERAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1957

TRIBUNAUX	NATURE DES CAUSES													
	Causes à juger							Causes terminées						
	DE COMMERCE	anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements		Total des causes ter- minées	Causes restant à juger	Jugements rendus avant de statuer au fond			
		pendantes au commen- cement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur oppo- sition à des jugements par défaut			contra- dictoires	par défaut				Total	par décré- tement, transaction, abandon jonction ou radiation, et jugements d'incompé- tence	
8														9
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Nivelles	Bruxelles	4.121	546	776	20.557	26.000	5.521	12.817	18.338	4.472	22.810	3.190	496	
Malines	Louvain	573	4	27	1.428	2.032	438	644	1.962	223	1.305	727	134	
Turnhout	Anvers	210	15	17	637	879	188	378	566	108	674	205	36	
Charleroi	Anvers	4.112	37	186	7.721	12.056	2.552	3.311	5.863	2.181	8.044	4.012	687	
Audenarde	Mons	573	5	25	1.013	1.616	226	576	802	110	912	704	86	
Termonde	Mons	301	4	9	637	951	227	360	587	11	598	353	42	
Furnes	Tournai	1.616	22	60	1.791	3.489	517	944	1.461	277	1.738	1.751	143	
Ypres	Tournai	938	36	26	2.204	3.204	612	1.108	1.320	600	2.320	884	65	
Huy	Gand	182	1	11	785	979	211	491	702	52	754	225	153	
	Gand	2.778	5	84	3.439	6.306	1.065	1.553	2.618	308	2.926	3.380	468	
	Alost	280	4	3	465	752	141	279	420	111	531	221	24	
	Saint-Nicolas	555	9	31	1.282	1.877	464	687	1.151	117	1.268	609	117	
	Bruges	433	15	12	634	1.094	216	294	510	230	740	354	52	
	Ostende	181	8	1	486	676	156	212	368	58	426	250	53	
	Courtrai	511	3	16	1.117	1.647	421	445	866	197	1.063	584	82	
		281	2	22	513	818	191	199	390	166	556	262	60	
		633	21	4	1.818	2.476	485	901	1.386	536	1.922	554	208	
		130	2	3	273	408	115	77	192	49	241	167	17	
		230	-	4	271	505	96	94	199	68	258	247	16	
	Liège	2.087	73	135	5.507	7.802	1.965	2.869	4.834	804	5.638	2.164	-	
	Verviers	263	-	8	621	892	188	274	462	137	599	293	27	
		455	-	20	787	1.262	340	510	850	40	890	272	38	

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		252	3	7	629	891	217	276	493	151	644	247	21
Hasselt		242	6	9	811	1.068	255	388	643	74	717	351	50
Arlon		164	8	12	300	484	92	157	249	40	289	195	59
Marche-en- Famenne		229	-	7	235	471	59	132	191	28	219	252	27
Neufchâteau	Namur	67	-	2	243	312	55	132	187	19	206	106	15
Dinant	Namur	519	6	33	1.354	1.912	372	694	1.066	320	1.386	526	140
		163	-	15	560	738	168	302	470	55	525	213	64
Ressort de la Cour d'appel de TRIBUNAUX	{Bruxelles {Gand {Liège {civils {de commerce	12.626 6.012 4.441 4.223 18.856	670 69 96 91 344	1.137 180 248 148 1.417	36.773 10.258 11.047 9.385 48.733	51.206 16.559 15.832 13.847 69.750	10.492 3.350 3.711 2.795 14.758	20.629 4.741 5.734 4.745 26.359	31.121 8.091 9.445 7.540 41.117	8.034 1.840 1.668 1.619 9.923	39.155 9.931 11.113 9.159 51.040	12.051 6.628 4.719 4.688 18.710	1.942 1.097 441 602 2.778
Totaux		23.079	835	1.565	58.118	83.597	17.553	31.104	48.657	11.542	60.199	23.398	3.380

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par transaction, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
				contra-dictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
<b>COURS D'APPEL DE BRUXELLES</b>										
Tribunaux de première instance en matière civile (1)	1.800	1.506	3.306	978	96	1.074	378	1.452	1.854	98
Tribunaux de première instance en matière commerciale	121	83	204	38	4	42	38	80	124	43
Tribunaux de commerce	1.039	596	1.635	400	37	437	321	758	877	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	12	12	24	10	1	11	1	12	12	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	8	11	19	2	-	2	2	4	15	
Référés (1)	227	357	584	249	12	261	132	393	191	
Affaires portées directement devant la cour	5	16	21	11	-	11	-	11	10	
<b>COURS D'APPEL DE GAND</b>										
Tribunaux de première instance en matière civile	535	486	1.021	307	36	343	66	409	612	27
Tribunaux de première instance en matière commerciale	35	22	57	16	2	18	4	22	35	9
Tribunaux de commerce	209	206	415	116	17	133	28	161	254	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	4	8	1	-	1	-	1	7	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	5	6	3	1	4	-	4	2	
Appels de jugements d'arbitres	2	1	3	1	-	1	-	1	2	
Référés	40	-	40	13	1	14	4	18	22	
<b>COURS D'APPEL DE LIEGE</b>										
Tribunaux de première instance en matière civile	492	406	898	321	26	347	54	401	497	20
Tribunaux de première instance en matière commerciale	56	50	106	43	2	45	8	53	53	7
Tribunaux de commerce	147	109	256	85	6	91	30	121	135	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	12	11	23	8	-	8	1	9	14	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Référés	78	40	118	46	-	46	12	58	60	

(1) Chiffres rectifiés

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile	2.827	2.398	5.225	1.606	158	1.764	498	2.262	2.963	145
Tribunaux de première instance en matière commerciale	212	155	367	97	8	105	50	155	212	59
Tribunaux de commerce	1.395	911	2.306	601	60	661	379	1.040	1.266	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	28	27	55	19	1	20	2	22	33	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	5	6	3	1	4	-	4	2	
Appels de jugements d'arbitres	10	12	22	3	-	3	2	5	17	
Référés	345	397	742	308	13	321	148	469	273	
Affaires portées directement devant la cour	5	16	21	11	-	11	-	11	10	
<b>Totaux par ressort :</b>										
Bruxelles	3.212	2.581	5.793	1.688	150	1.838	872	2.710	3.083	141
Gand	826	724	1.550	457	57	514	102	616	934	36
Liège	785	636	1.401	503	34	537	105	642	759	27
<b>Totaux généraux</b>	<b>4.823</b>	<b>3.921</b>	<b>8.744</b>	<b>2.648</b>	<b>241</b>	<b>2.889</b>	<b>1.079</b>	<b>3.968</b>	<b>4.776</b>	<b>204</b>

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1957)

COURS D'APPEL de	AFFAIRES A JUGER			Arrêts interlocutoires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation transaction, etc.	Total	
Bruxelles	4.456	1.261	5.717	47	913	550	1.463	4.254
Gand	1.441	472	1.913	17	432	36	468	1.445
Liège	991	418	1.409	35	535	126	661	748
<b>Le Royaume :</b>	<b>6.888</b>	<b>2.151</b>	<b>9.039</b>	<b>99</b>	<b>1.880</b>	<b>712</b>	<b>2.592</b>	<b>6.447</b>

Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1957)

Néant

5° Cour de Cassation

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la cour de cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La cour de cassation connaît

- 1° Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort ;
- 2° Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Le décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art 1er).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1ère Chambre)  
POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE (Année 1957)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendus les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					Causés restant à juger	
	Pen- dantes au commen- cement de l'année	Intro- duites pen- dant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts
				Cassa- tion	Rejet	la déché- ance	le désis- tement	la jonc- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	4	3	7	-	2	-	1	-	2	5
Cours d'appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	57	64	121	12	39	-	1	-	52	69
Gand	13	13	26	1	15	-	1	-	17	9
Liège	17	23	40	6	8	-	-	-	14	26
Léopoldville	5	3	8	-	4	-	-	-	4	4
Elisabethville	4	1	5	1	1	-	-	-	2	3
<b>Totaux</b>	<b>96</b>	<b>104</b>	<b>200</b>	<b>20</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>89</b>	<b>111</b>
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	40	20	60	4	13	-	-	-	17	43
Gand	5	1	6	2	2	-	-	-	4	2
Liège	11	1	12	1	2	-	-	-	3	9
<b>Totaux</b>	<b>56</b>	<b>22</b>	<b>78</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>54</b>

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance										
a) Jugeant en premier degré :										
Bruxelles	5	4	9	1	2	-	-	-	3	6
Louvain	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	5	-	5	-	-	-	-	-	-	5
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Mons	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	2	1	3	1	1	-	-	-	2	1
Audenarde	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Termonde	2	2	4	-	-	-	-	-	-	4
Bruges	2	-	2	1	-	-	-	-	1	1
Courtrai	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Tongres	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
<b>Totaux :</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>40</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>31</b>
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	12	11	23	3	5	-	-	-	8	15
Louvain	3	1	4	1	-	-	-	-	1	3
Nivelles	1	2	3	-	1	-	-	-	1	2
Anvers	9	7	16	5	8	-	-	-	13	3
Malines	-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Turnhout	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Mons	2	5	7	3	-	-	-	-	3	4
Charleroi	4	4	8	2	1	-	-	-	3	5
Tournai	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Gand	6	4	10	-	4	-	1	-	5	5
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	2	2	1	-	-	-	-	1	1
Bruges	3	4	7	1	3	-	-	-	4	3
Courtrai	2	1	3	2	-	-	-	-	2	1
Furnes	-	3	3	1	-	-	-	-	1	2
Ypres	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Liège	2	6	8	-	3	-	-	-	3	5
Huy	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Verviers	2	6	8	3	2	-	-	-	5	3

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Hasselt	1	1	2	-	1	-	-	-	1	1
Arlon	1	2	3	1	-	-	-	-	1	2
Marche-en-Famenne	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Namur	3	1	4	2	1	-	-	-	3	1
Dinant	1	1	2	-	2	-	-	-	2	-
<b>Totaux :</b>	<b>56</b>	<b>67</b>	<b>123</b>	<b>27</b>	<b>33</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>61</b>	<b>62</b>
Tribunaux de commerce	-	5	5	-	-	-	1	-	1	4
Justice de paix	5	11	16	6	3	-	-	-	9	7
Conseils de prud'hommes	22	17	39	11	10	-	-	-	21	18
Affaires disciplinaires (1)	-	1	1	-	-	1	-	-	1	-
Conseil supérieur d'arbitrage	1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Autres (2)	-	3	3	-	-	-	-	-	(3) 1	2
<b>Totaux généraux :</b>	<b>264</b>	<b>249</b>	<b>513</b>	<b>75</b>	<b>138</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>219</b>	<b>294</b>

(1) Déchéance de magistrat

(2) { 1 demande en restitution  
autres { 1 recherche d'arrêt  
          { 1 réglementation d'attribution de juges

(3) Arrêt au fond d'instruction.

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

---

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

44, rue de Louvain—BRUXELLES

---

# STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1957

No. 3

La reproduction des données est subordonnée à l'indication de la source.

JUILLET 1960

S O M M A I R E

Condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels	P. 1
Conseil d'Etat	P. 103
Vagabondage et mendicité	P. 107

STATISTIQUE

DES

CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

E N

1 9 5 7



STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES  
PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Année 1957

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.



TABLEAU 1 - 1957 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Excitation à la débauche :												
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	3	7	2	-	4	1	-	-	7	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	1	3	1	1	-	-	1	-	3	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, (art. 379, § 3)	-	2	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	3	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	4	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2, 402)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur un chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	113	1.159	438	42	180	485	8	6	19	1	22	5
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	3	59	15	10	22	12	-	-	7	-	-	1
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	14	14	11	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 439 § 2)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus par crime (art. 505 - 506)	2	5	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	1	3	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 1)	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512 § 1)	3	1	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	3	6	3	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits												
Résidence obligatoire L. 10 novembre 1945	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel d'inciviques - Egaration civique (art. 121, § 4, 123 sex, 123 non)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Dénonciation à l'ennemi (121 bis)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat (art. 135 bis)	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art. 142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Coups à des ministres d'un culte (art. 145, 146)	-	6	-	-	1	2	2	1	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art. 147)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art. 148)	3	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149, L. du 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Atteinte aux droits constitutionnels (art. 151)	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L. 12.10.1930, art. 19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art. 155 à 159)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Poursuites sans autorisation (art. 158)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art. 177)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art. 178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon :												
Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 188, 184)	2	12	4	-	-	6	1	1	1	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185 à 187)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Timbres-postes et autres (contrefaçon, usage) (art. 188, 189)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	2	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant : objets marqués de noms supprimés ou altérés (usage) (art. 191)	12	113	49	1	-	35	16	12	1	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registre des logeurs et aubergistes (art. 210)	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	4	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Fausse déclarations en matière criminelle (art. 213)	45	25	10	-	4	10	1	-	2	-	-	-
Faux témoignages en justice (art. 218, 220)	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-







TABLEAU 1 - 1957 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Attroupements (A.R. 25.4.1940) . . . . .	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Règlements communaux . . . . .	-	9	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-
Impôts (lois et règlements L. 11.10.1919) . . . . .	209	4.417	63	1	91	177	47	4.038	-	-	-	7
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944 . . . . .	4	32	9	-	-	12	-	11	-	-	-	-
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2) . . . . .	-	53	5	-	2	39	1	6	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897) . . . . .	8	235	21	-	-	163	22	29	-	-	-	-
Police des étrangers (A.L. du 28.9.1939) . . . . .	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Recensement des étrangers (A.R. 11.8.1939) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939) . . . . .	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920) . . . . .	2	18	-	-	-	-	9	9	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946) . . . . .	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Organisation militaire . . . . .	-	18	-	-	-	-	13	5	-	-	-	-
Pigeons militaires (L.L. 24.7.1923 et 15.4.1940) . . . . .	3	6	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dommages de guerre (L.L. 1.10.1947, mod. 1.8.1952) . . . . .	-	3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre L. 5.3.1935) . . . . .	-	23	-	-	-	2	14	7	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc.; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17) . . . . .	38	211	11	-	-	16	97	87	-	-	-	1
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17) . . . . .	-	115	10	-	1	6	60	38	1	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monuments et sites (loi du 7.8.1931) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non-livraison d'armes à feu (A.L. 14.11.1944) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilisation civile (arrêté des 12. - 15.4.1945) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces de dépossession par l'ennemi (arrêté du 8.4.1917) . . . . .	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Vente, distribution, cession d'appareils de protection contre agression aéro-chimique (L. 16.12.1934, A.L. 27.1.40) . . . . .	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (A.L. 10.11.1918) . . . . .	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906) . . . . .	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62) . . . . .	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12) . . . . .	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 25.11.1946) . . . . .	17	11	-	-	-	-	2	9	-	-	-	-
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A.R. 27.12.1939) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. du 30.1.1940) . . . . .	28	54	7	-	-	4	11	32	-	-	-	-
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art 8) . . . . .	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1818; A.R. 22.9.1823) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. - Santé publique												
Art de guérir (lois et règlements) . . . . .	14	81	4	-	1	3	20	53	-	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.) . . . . .	256	1.189	152	-	1	286	162	588	2	-	-	489
Ivresse (A.L. du 14.11.1939) . . . . .	15	398	3	-	-	14	11	370	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953) . . . . .	2	12	3	-	-	1	1	7	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L. du 14.11.1939) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921) . . . . .	4	33	8	-	-	4	9	12	-	-	-	-
A.R. 31.12.1930) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sauf art. 23 . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Seul art. 23 . . . . .	-	9	3	-	-	2	1	3	-	-	-	-
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939; A.L. 24.1.1945) . . . . .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1957 (suite)

1	
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc.) . . . . .	
Beurre, margarine, graisses préparées (loi du 8.7.1935) . . . . .	
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5) . . . . .	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935) . . . . .	
Distribution de lait (A.R. du 7.7.1939) . . . . .	
Salubrité publique . . . . .	
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (A.L. 15.11.1945) . . . . .	
3. - Commerce et industrie	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939) . . . . .	
Registre du commerce (A.A. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940) . . . . .	
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. du 6.5.1935; A.L. 27.10.1939) . . . . .	
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935) . . . . .	
Recensement des stocks (A.R. 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939) . . . . .	
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934) . . . . .	
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêtés 28.2.1947 et 10.3.1950) . . . . .	
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939) . . . . .	
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948) . . . . .	
Affichages des prix de vente (loi du 30.7.1923) . . . . .	
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935, Code de commerce, Livre I, titre V) . . . . .	
Sociétés commerciales (loi coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208) . . . . .	
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934) . . . . .	
Vente de marchandises neuves (loi du 20.5.1846) . . . . .	
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936) . . . . .	
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (loi du 1.4.1879) . . . . .	
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940) . . . . .	
Réglementation, distribution des carburants (A. 2.8.1940) . . . . .	
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946) . . . . .	
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (loi du 5.5.1833, etc.) . . . . .	
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution) . . . . .	
Matières explosives ou inflammables (loi du 15.10.1881; loi du 22.5.1926) . . . . .	
Emploi du courant électrique (A.L. 2.12.1944) . . . . .	
4. Agriculture, animaux, chasse, pêche	
Infractions rurales: écharonnage, échenillage, etc. (Code rural, loi du 7.10.1886) . . . . .	
Importation, transit et exportation des œufs (loi du 14.7.1930; loi du 8.4.1934) . . . . .	
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. 19.7.1926; A.R. 20.3.1926) . . . . .	
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.) . . . . .	
Art vétérinaire (loi du 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; loi du 23.5.1924) . . . . .	
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (loi du 30.12.1832) . . . . .	
Rage canine (A.R. 20.10.1908) . . . . .	
Protection des animaux (loi du 22.3.1929) . . . . .	
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (loi du 28.2.1832, art. 31; A.R. 25.10.1929) . . . . .	
Garde rurale (A. 4.8.1841) . . . . .	
Chasse (loi du 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31) . . . . .	
Permis de tenderie (loi du 30.7.1922) . . . . .	
Pêche fluviale (loi du 19.1.1843; loi du 5.7.1889; A.R. 13.3.1936) . . . . .	
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (loi du 15.7.1931, etc.) . . . . .	

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
13	62	1	-	-	-	10	51	-	-	-	-
14	126	1	-	-	-	45	80	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
26	170	3	-	-	2	66	99	-	-	-	-
2	9	1	-	-	-	4	4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
129	827	19	-	-	88	186	534	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18	276	2	-	-	4	110	160	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
2	62	1	-	-	-	35	26	-	-	-	-
2	11	1	-	-	3	7	-	-	-	-	-
-	6	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
13	136	-	-	-	-	54	82	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29	114	1	-	-	1	3	109	-	-	-	-
-	6	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
14	34	-	-	-	-	14	20	-	-	-	-
5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	11	-	-	-	-	8	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
245	311	1	-	-	-	210	100	-	-	-	-
14	59	1	-	-	-	21	37	-	-	-	-
1	61	1	-	-	13	19	28	-	-	-	-
1	8	1	-	-	-	3	4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
5	11	1	-	-	-	4	6	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
138	924	15	-	-	9	416	484	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
13	49	4	-	-	-	18	27	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
109	437	25	-	-	17	216	179	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3	17	-	-	-	-	7	10	-	-	-	-



TABLEAU 1 - 1957 (suite)

1
5. - Travail et prévoyance
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945) . . . . .
Liberté d'association (loi du 24.5.1921 garantissant la ...)
Réparation des accidents de travail (loi du 24.12.1903, etc.) . . . . .
Règlements d'atelier (loi du 15.6.1896 ; loi du 14.6.1921 ; A.R. 20.6.1936) . . . . .
Contrat d'emploi (loi du 7.8.1922 ; loi du 2.5.1929 ; loi du 28.9.1932) . . . . .
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; loi du 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; loi du 7.4.36)
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30.4.1909, A.R. 4.7.1925) . . . . .
Mesurage du travail (loi du 30.7.1901) . . . . .
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6.7.1948) . . . . .
Paiement des salaires (loi du 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; loi du 20.7.1934 ; loi du 7.7.1936) . . . . .
Congés annuels payés (loi du 8.7.1938) . . . . .
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951) . . . . .
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution) . . . . .
Repos dominical (loi du 17.7.1905 ; loi du 26.5.1914 ; loi du 14.6.1921 ; loi du 24.7.1927) . . . . .
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les L.L. 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)
Emploi de la céruse (loi du 20.5.1926) . . . . .
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; loi du 16.5.1938) . . . . .
Travail à domicile (loi du 10.2.1934 ; arrêté du 21.1.1941) . . . . .
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936) . . . . .
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1980 et arrêtés royaux d'exécution) . . . . .
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14.7.1930 ; loi du 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution ; loi du 15.12.1937) . . . . .
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933) . . . . .
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds de soutien des chômeurs involontaires . . . . .
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496) . . . . .
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508) . . . . .
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25.6.1930) . . . . .
6. - Transport, voirie, communications
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12.4.1835 ; loi du 24.6.1865 ; loi du 25.7.1891, etc.) . . . . .
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931) . . . . .
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944) . . . . .
Direction du roulage (A. 30.8.1940) . . . . .
Voirie, roulage et messageries (réglementation) . . . . .
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956) . . . . .
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (loi du 1.8.1924, art. 3) . . . . .
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi 1.8.1924, art. 2) . . . . .
Police maritime (réglementation) . . . . .
Police des rivières et des polders . . . . .
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945) . . . . .
Navigaton aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937) . . . . .
Télégraphes et téléphones (loi du 1.3.1851, etc.) . . . . .
Postes (réglementation) . . . . .
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal . . . . .
Délits prévus par le Code pénal . . . . .
Contraventions de police prévues par le Code pénal . . . . .
Infractions prévues par des lois spéciales . . . . .
TOTAUX :

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	84	1	-	-	-	29	54	-	-	-	-
8	58	1	-	-	1	20	36	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	5	1	-	-	-	3	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
22	52	2	-	-	2	21	27	-	-	-	-
2	8	1	-	-	1	2	4	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	43	37	-	-	3	2	1	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
73	347	3	-	-	8	183	153	-	-	-	-
1	21	2	-	-	1	3	15	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	45	2	-	-	-	18	25	-	-	-	-
3	35	2	-	-	7	7	19	-	-	-	-
10	49	6	-	-	1	15	27	-	-	-	-
-	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	8	-	-	-	1	2	5	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
21	123	-	1	-	-	14	108	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	28
222	777	14	-	-	24	256	483	-	-	-	80
35	400	19	-	-	61	72	248	-	-	-	113
1	173	42	-	-	51	27	53	-	-	1	4
1	5	1	-	-	1	-	3	-	-	-	-
10	101	6	-	-	13	40	42	-	-	-	-
-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
6	11	-	-	-	1	5	5	-	-	-	-
2	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
24	337	1	-	-	2	60	274	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
459	3.056	1.430	150	525	921	19	1	866	2	30	9
4.489	31.286	6.271	50	426	5.006	6.822	12.711	423	3	43	1.021
42	233	2	-	-	1	90	140	-	-	-	-
1.871	13.427	522	2	96	1.051	2.739	9.017	3	-	1	726
6.861	48.002	8.225	202	1.047	6.978	9.670	21.876	1.252	5	74	1.756

TABLEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.  
JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1957

	Durée des sursis						Total
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	3	42	3	375	-	765	1.188
Louvain	1	49	9	261	-	183	503
Nivelles	11	2	-	124	1	240	378
Anvers	4	203	2	1.995	-	111	2.315
Malines	2	49	1	229	-	111	392
Turnhout	-	33	-	684	-	2	719
Mons	1	43	-	575	-	231	850
Charleroi	2	74	-	875	-	603	1.554
Toumai	-	3	-	93	-	143	239
Gand	-	88	4	688	-	423	1.203
Audenarde	1	52	-	628	-	37	717
Termonde	-	111	-	829	-	305	1.246
Bruges	-	41	-	896	-	83	1.020
Courtrai	-	148	5	276	-	199	628
Furnes	-	119	51	20	-	2	192
Ypres	-	72	1	160	-	423	656
Liège	29	17	36	1.134	-	174	1.390
Huy	1	3	-	185	-	11	200
Verviers	11	3	182	31	-	41	278
Tongres	2	25	11	397	-	110	545
Hasselt	1	35	1	541	-	18	596
Arlon	31	7	44	52	-	60	194
Marche-en-Famenne	6	7	23	48	-	7	91
Neufchâteau	13	17	2	41	-	57	130
Namur	47	6	1	250	-	17	321
Dinant	77	1	-	237	-	30	345
Total :	243	1.250	366	11.624	1	4.386	17.890

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1957

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	C O N D A M N E S			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel	sans condition	conditionnel	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8
INFRACTIONS JUGEES EN DEGRE D'APPEL							
Délits prévus par le Code pénal	1.133	431	702	4	5	216	477
Contraventions de police prévues par le Code pénal	196	100	96	-	1	35	60
Infractions prévues par des lois spéciales	7.857	2.613	5.244	88	137	1.365	3.654
<b>Totaux :</b>	<b>9.186</b>	<b>3.144</b>	<b>6.042</b>	<b>92</b>	<b>143</b>	<b>1.616</b>	<b>4.191</b>
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	54.863	6.861	48.002	8.225	8.228	9.670	21.879
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	64.049	10.005	54.044	8.317	8.371	11.286	26.070

- 19 -

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1957

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	115	Gand	47	Verviers	14
Louvain	8	Audenarde	15	Tongres	14
Nivelles	-	Termonde	73	Hasselt	17
Anvers	32	Bruges	62	Arlon	6
Malines	7	Courtrai	21	Marche-en-Famenne	4
Turnhout	2	Furnes	10	Neufchâteau	-
Mons	11	Ypres	5	Namur	31
Charleroi	8	Liège	8	Dinant	8
Tournai	8	Huy	1	Total :	527

- 20 -









NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Excitation à la débauche																											
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 2, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 3, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois sur le chemin de fer (art. 406 et 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voi à l'aide d'effraction, d'escalade, de violence ou de menaces (art. 467 à 470)	67	7	60	8	1	7	34	1	33	54	3	51	39	6	33	25	-	25	18	3	15	120	6	114	14	-	14
Voi à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	2	-	2	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	3	-	3	-	-	-	2	2	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	13	-	13	1	-	1
Recèlement d'objets obtenus par crime (art. 505, 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	4	4	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art. 510, 511, 513)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511 § 1)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art. 512, § 1)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art. 513, 514)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de constructions (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 530)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-





TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
<u>Contrefaçon :</u>																											
Papier marqué d'un timbre copréfait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	7	-	7	4	-	4	1	-	1	23	2	21	2	-	2	5	2	3	3	1	2	11	1	10	2	-	2
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	9	5	4	-	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	3	1	2	1	-	1	9	3	6	1	1	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	1	1	-	3	2	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	8	-	8	1	-	1	-	-	-	9	2	7	2	-	2	1	-	1	4	-	4	4	-	4	1	-	1
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	1	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	37	2	35	12	-	12	12	-	12	107	1	106	10	-	10	38	-	38	22	2	20	20	-	20	13	-	13
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	1	4	2	-	2	3	-	3	4	-	4	5	-	5	-	-	-
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	275	3	272	14	-	14	35	-	35	141	5	136	18	2	16	54	2	52	95	2	93	97	6	91	26	-	26
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 278, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	61	-	61	3	-	3	1	-	1	18	-	18	2	-	2	2	-	2	5	-	5	34	1	33	5	-	5
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 bis	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
	<b>Contrefaçon</b>																										
Papier marqué d'un timbre connéfait (usage), coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, pochettes nationales ou étrangères (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 182, 185)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	12	-	12	4	-	4	5	-	5	8	-	8	8	3	5	2	-	2	3	-	3	7	1	6	2	-	2
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	7	5	2	1	1	-	6	5	1	9	8	1	5	3	2	-	-	-	-	-	-	5	4	1	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	1	1	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Usurpation de fonctions (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 223 à 232)	4	-	4	3	-	3	8	-	8	9	-	9	7	-	7	-	-	-	3	-	3	3	-	3	1	-	1
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concession par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Déni de justice (art. 253)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 267, 301, 362, 365 à 387, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	52	-	52	14	-	14	30	-	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	3	-	3	1	-	1	4	-	4	54	-	54	12	-	12	6	-	6	15	-	15	45	2	43	5	-	5
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	111	5	106	45	-	45	111	1	110	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Outrages envers officier, agent de l'autorité (art. 276)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	88	6	92	62	8	54	17	3	14	42	1	41	117	8	105	18	-	18
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	42	-	42	4	-	4	25	-	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	1	7	15	1	14	3	-	3	2	-	2	16	-	16	5	-	5



TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALLEMES			TURNHOÛT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaires (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	16	-	16	4	1	3	8	1	7	5	1	4	1	-	1	7	1	6	25	2	23	21	4	17	4	-	4	
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	29	3	26	-	-	-	7	4	3	36	3	33	3	-	3	6	1	5	38	7	31	23	3	20	4	-	4	
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L. 15.5.1912, art. 60)	18	-	18	2	-	2	7	1	6	11	3	8	2	1	1	7	2	5	12	1	11	46	18	28	3	-	3	
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	1	-	1	4	1	3	1	1	-	
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	-	-	
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																												
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	2	-	2	2	1	1	-	-	-	5	-	5	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs en s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux mœurs :</u>																												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	40	15	25	-	-	-	-	-	-	9	3	3	4	1	3	-	-	-	7	3	4	10	1	9	1	-	1	
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	



TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
I ter																								
Bris de scellés (art. 233 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 et 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	8	4	4	5	-	5	9	2	7	4	-	4	1	-	1	3	1	2	4	-	4	5	1	4
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L. 15.5.1912, art. 60)	3	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	16	3	13	3	1	2	
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L. 15.5.1912, art. 55)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																								
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	1	-	1	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs en s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																								
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	3	2	1	3	1	2	2	1	1	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-





TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AJDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	21	2	19	9	3	3	13	6	7
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	2	-	2	4	1	3	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	5	-	5	-	-	-	2	-	2
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	56	8	48	11	1	10	38	3	35
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	2	-	2	-	-	-	7	3	4
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	311	21	290	32	1	31	33	5	28
Abandon de famille (art. 391 bis)	30	9	21	15	4	11	17	2	15
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	326	48	278	179	22	157	411	46	365
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	39	12	27	16	4	12	40	12	28
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	290	135	1.055	370	73	287	721	116	605
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	8	2	6	1	-	1	8	-	8
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	5	-	5	9	1	-	42	8	34
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
6	6	-	20	-	20	2	1	1	-	-	-	27	1	26	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	-	6	13	1	12	3	3	-	-	-	-	10	-	10	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	3	4	2	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
105	10	95	41	2	39	32	3	29	31	3	28	70	1	69	10	-	10
23	12	11	7	-	7	3	2	1	-	-	-	3	1	2	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
154	10	144	90	2	88	14	1	13	33	6	27	375	17	358	27	2	25
36	4	32	18	-	18	3	-	3	5	-	5	35	-	35	2	-	2
520	107	413	340	99	241	75	12	63	187	16	171	182	30	152	18	3	15
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39	11	28	31	19	12	10	2	8	6	1	5	63	14	49	16	4	12
948	161	787	983	193	790	225	34	191	247	16	231	281	59	222	74	13	61
2	-	2	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	-	8	9	1	8	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
26	2	24	18	5	13	12	2	10	11	-	11	8	3	5	1	-	1
1	-	1	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-

TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARGE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	4	2	2	3	1	2	2	1	1	3	-	3	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	1	-	1	1	-	1	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4 art. 384)	3	-	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	12	4	8	51	5	46	16	-	16	11	-	11	3	-	3	2	-	2	20	-	20	14	3	11
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	7	1	6	3	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	61	6	55	34	2	32	15	1	14	13	1	12	3	-	3	4	-	4	32	-	32	30	5	25
Abandon de famille (art. 391 bis)	6	1	5	4	-	4	11	2	9	8	1	7	-	-	-	3	-	3	13	-	13	10	3	7
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	116	13	102	132	46	116	209	61	148	64	17	47	24	5	19	61	24	37	28	-	28	60	16	44
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 403, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	20	9	11	30	7	23	37	10	27	17	3	14	10	-	10	19	7	12	19	-	19	12	2	10
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	139	27	112	207	44	163	291	52	239	127	17	110	44	7	37	41	7	34	55	5	50	113	18	95
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	3	-	5	4	2	2	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	1	2	-
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440 - 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	5	-	5	8	-	2	2	-	2	6	-	6	2	-	2	2	-	2	4	-	4	1	-	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	1	2	1	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MAYNÈS			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	439	24	425	101	8	92	82	5	77	630	87	603	61	6	55	104	13	91	305	41	264	452	41	411	83	-	78
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	6	1	5	-	-	-	2	-	2	22	1	21	3	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	128	12	113	22	2	20	26	5	21	133	17	116	18	6	12	7	-	7	76	16	60	166	33	133	9	6	
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	62	11	51	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	4
Escroquerie (art. 496)	42	8	36	3	2	1	2	-	2	34	12	22	5	1	4	6	3	3	20	6	14	30	9	21	4	-	4
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	15	1	14	2	1	1	4	-	4	4	-	4	3	2	1	-	-	-	3	1	2	14	2	12	1	-	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	5	-	5	1	-	1	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	70	16	54	15	5	10	14	6	8	114	24	90	7	1	6	29	20	9	47	8	32	66	29	46	7	1	6
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	26	1	25	5	-	5	4	2	2	38	6	32	4	-	4	7	3	4	8	1	7	14	4	10	1	-	1
Cel frauduleux d'objets trouvés, Détournement d'un trésor (art. 508)	12	1	11	10	1	9	6	-	6	28	3	25	7	2	5	4	2	2	12	1	11	15	3	12	3	-	3
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	5	3	2	4	1	3	4	-	4	16	1	15	7	2	5	4	2	2	8	-	8	31	1	30	8	3	5
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	9	-	9	3	-	3	2	-	2	16	1	15	2	-	2	1	-	1	5	2	3	5	-	5	1	-	1
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	1	-	1	-	-	-	2	2	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
<b>Destruction :</b>																											
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	1	-	1	2	-	2	2	1	1	6	-	6	1	-	1	2	-	2	4	1	3	-	-	-	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenants bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
de poisons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	33	3	30	9	-	9	2	1	1	13	-	13	7	1	6	7	-	7	16	1	15	17	2	5	4	-	4
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2
Autres contraventions	6	-	6	2	1	1	1	-	1	13	2	11	2	1	1	3	-	9	12	3	9	10	2	8	2	-	2

Contraventions de

Police



TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS 1 ter	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
	Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélution de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3 b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	118	14	104	163	22	141	122	20	102	42	2	40	25	6	19	24	-	24	135	7	128	59	11	48
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	3	1	2	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	4	-	4	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	39	10	29	25	2	23	30	9	21	3	1	2	2	-	2	6	-	6	36	3	33	10	3	7
Abus de faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	9	3	6	8	3	5	10	7	3	2	-	2	3	-	3	-	-	-	16	1	15	5	2	3
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	3	-	3	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	4	-	4	1	-	1
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	1	1
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	9	4	5	16	4	12	24	10	14	9	1	8	1	-	1	-	-	20	4	16	6	-	6	
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	5	1	4	9	-	9	9	6	3	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	1	-	1	
Gel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	2	-	2	5	-	5	10	1	9	2	-	2	-	-	-	-	-	4	-	4	6	2	4	
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	12	4	8	12	2	10	3	1	2	3	2	1	3	2	1	8	1	7	21	3	18	19	8	11
Effets de commerce fictifs (art. 509)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	4	-	4	1	1	-	3	-	3	-	-	-	2	-	2	1	-	1	3	1	2	1	1	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et § § suivants, 514)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Incendie involontaire (art. 519)	-	-	-	3	1	2	-	-	-	4	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	3	-	3
Destruction :																								
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	8	-	8	3	-	3	2	-	2	2	-	2	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
de titres publics ou privés (art. 527)	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	3	3	-	4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de poissons; empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	7	1	6	12	1	11	16	2	14	4	-	4	-	-	-	-	-	3	2	1	1	-	1	
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravées (art. 557, 6° § 2, art. 463)	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions	5	-	5	7	2	5	14	-	14	3	1	2	1	-	1	4	1	3	4	-	4	1	-	1

Contraventions

de Police











TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1883)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignements supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	3	1	2	11	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trains interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	3	18	8	10	-	-	-	-	5	5	-	8	-	8	-	-
Collectes non autorisées (L. 5.3.1918; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2. SANTE PUBLIQUE

Art de guérir (lois et règlements)	5	2	3	4	2	2	5	1	4	12	1	11	2	2	-	2	-	2	-	-	-	2	-	2	2	-	2
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loi sur l'ivresse (A.L. 14.11.1939)	152	24	128	55	11	44	154	45	109	126	33	93	123	30	93	28	9	19	45	7	38	44	7	37	5	1	4
Prohibition de l'alcool (29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14 etc. A.R. 3.4.1939)	42	3	39	10	-	10	11	-	11	31	-	31	12	-	12	-	-	-	1	-	1	85	-	85	7	-	7
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1	4	-	-	-
Régime des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prohibition des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1950)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sauf art. 23	2	-	2	1	-	1	1	-	1	6	1	5	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution. Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art 4, 5, 6)	-	-	-	3	1	2	4	1	3	9	4	5	5	3	2	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fromages, margerites, graisses préparées (L. 6.7.1935)	4	-	4	3	-	3	38	1	37	11	1	10	7	2	5	19	2	17	6	-	6	1	1	-	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14.3.1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (L. 9.20.1934; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	6	-	6	17	1	16	39	7	32	4	1	3	9	-	9	2	-	2	8	-	8	5	-	5	1	1	
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Fonds national alloué au rééquipement ménager des travailleurs (A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	2	-	2	-	-

2. SANTE

PUBLIQUE

Art de guérir (lois et règlements)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	13	5	8	44	12	32	27	-	27	13	-	13	18	4	14	10	3	7	28	-	28	13	2	11
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	16	-	16	8	-	8	2	-	2	4	1	3	9	-	9	4	1	3	14	-	14	17	2	15
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trafics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sauf art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution. Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 6.7.1935)	2	-	2	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	8	-	8	5	-	5	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2	5	1	4
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (A.L. 15.11.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1

TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
<b>3. COMMERCE ET INDUSTRIE</b>																											
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	52	1	51	15	2	13	20	2	18	67	6	61	15	4	11	43	8	35	38	9	29	37	3	34	31	2	29
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	29	1	28	3	-	3	17	1	16	10	1	9	5	1	4	5	-	5	12	-	12	18	2	16	2	-	2
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	1	1	-	1	-	1	7	-	7	5	-	5	1	-	1
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	16	1	15	-	-	-	-	-	-	3	-	3	10	-	10	12	-	12	14	1	13	7	2	5	2	-	2
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 203)	130	25	105	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1846)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	3	-	3	-	-	-	3	1	2	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementations, distribution des carburants (A. 2.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	8	-	8	4	1	3	1	-	1	189	98	91	32	10	22	21	3	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	12	2	10	3	-	3	6	1	5	7	-	7	-	-	-	1	-	1	3	1	2	2	1	1	-	-	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	38	-	38	1	-	1	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	6	1	5	-	-	-
Emploi de courant électrique (A.L. 2.12.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>4. AGRICULTURE ANIMAUX, CHASSE, PECHE</b>																											
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ter																								
3. COMMERCE ET										INDUSTRIE														
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	12	2	10	32	2	30	24	3	21	11	3	8	2	-	2	19	2	17	43	5	38	10	2	8
Registre de Commerce (A.A. 30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	1	-	1	5	2	3	4	-	4	1	-	1	4	-	4	2	-	2	4	-	4	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	-	-	-	4	-	4	3	-	3	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	-	-	-	7	3	4	7	2	5	1	-	1	-	-	-	2	-	2	3	-	3	2	1	1
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R. 20.6.1935; Code de commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1846)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1936)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Règlementations, distribution des carburants (A. 2.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	-	-	-	-	-	-	12	5	7	-	-	-	3	-	3	-	-	-	5	3	2	7	3	4
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	5	2	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	1	-	1	4	-	4	6	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi du courant électrique (A.L. 2.12.1944)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. AGRICULTURE.										ANIMAUX, CHASSE, PECHE														
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	15	3	12	48	8	40	9	-	9	21	5	16	28	8	20	62	3	59	16	5	11	10	2	8	4	-	4
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	7	1	6	4	1	3	1	-	1	5	-	5	1	1	-	3	1	2	2	1	1	4	1	3	2	-	2
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	10	-	10	27	6	21	32	7	25	17	1	16	15	6	9	37	5	32	17	8	9	31	2	29	12	6	6
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

5. TRAVAIL ET

PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	25	-	25	1	-	1	-	-	-	2	1	1	2	-	2	8	1	7	-	-	-	6	-	6	1	-	1
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	17	2	15	2	-	2	-	-	-	4	-	4	-	-	-	2	-	2	1	1	-	-	-	-	1	-	1
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et ou les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 14.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Congés annuels payés (L. 3.7.1936; L. 20.8.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	14	2	12	-	-	-	-	-	-	4	1	3	1	1	-	9	1	8	1	1	-	3	-	3	1	-	1
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1887; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la ceruse (L. 29.5.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.6.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	43	2	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	23	-	23	3	1	2	2	-	2	20	3	17	-	-	-	4	2	2	7	-	7	36	4	32	-	-	-

TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			MIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	53	5	48	73	11	62	66	7	59	124	11	113	34	9	25	19	6	13	40	4	36	3	2	1	16	1	15
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	1	-	1	4	-	4	1	-	1	4	-	4	6	1	5	2	-	2	3	1	2	1	-	1	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	36	5	31	10	1	9	34	6	28	30	5	25	15	5	10	15	3	12	18	1	17	18	2	16	24	4	20
Permis de renderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	4	-	4	5	1	4	1	1	-	5	-	5	-	-	-

5. TRAVAIL ET

PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921; A.R. 20.6.1936)	-	-	-	3	-	3	4	-	4	8	2	6	15	-	15	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	-	-	-	3	-	3	10	-	10	7	1	6	9	2	7	-	-	-	3	-	3	4	2	2	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L.L. des 15 et 14.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	1	-	1	12	7	5	1	1	-	14	3	11	1	1	-	5	1	4	5	1	4	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905; L. 26.5.1914; L. 14.6.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	1	4	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937; coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	-	-	-	6	-	6	12	1	11	7	3	4	12	1	11	7	-	7	5	-	5	182	36	146	2	-	2



TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	12	-	12	20	2	18	145	16	130	23	8	15	37	1	36	54	7	47	39	-	38	90	14	70
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	-	-	-	3	1	2	5	4	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	9	1	8	33	19	23	45	15	30	8	3	5	10	3	7	3	-	3	20	2	18	20	2	18
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883; L. 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5. TRAVAIL ET

PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	2	-	2	1	-	1	2	1	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	3	-	3	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922; L. 2.5.1929; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L. 14.6.1921; A.R. 27.4.1927; L. 7.4.1936)	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (Loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887; L. L. des 15 et 14.6.1896; L. 30.7.1934; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Congés annuels payés (L. 8.7.1936; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Document dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.1951)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaines de 43 heures (L. 14.5.1921; arrêtés royaux d'exécution)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1908; L. 26.5.1914; L. 14.5.1921; L. 24.7.1927)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937; coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céreuse (L. 2).5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	12	-	12	45	11	29	18	5	13	8	-	8	-	-	-	2	-	2	6	-	6	1	-	1

TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	5	-	5	-	-	-	2	-	2	4	-	4	-	-	-	1	-	1	1	-	1	6	-	6	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	8	1	7	-	-	-	3	1	2	15	1	14	1	1	-	4	-	4	-	-	-	13	3	10	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	4	-	4	2	-	2	-	-	-	1	1	-	1	-	1	1	-	1
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	9	1	8	1	1	-	1	1	-	2	1	1	1	-	1
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. TRANSPORT.

VOIRIE, COMMUNICATIONS

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	2	-	2
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	17	3	14	3	-	3	1	-	1	33	1	32	11	10	1	-	-	-	5	-	5	14	3	12	1	-	1	
Direction du roulage A. 30.8.40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	51	11	40	24	3	21	21	4	17	48	8	40	20	4	16	4	3	1	25	9	16	61	5	56	10	3	7	
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 7.1956)	68	1	67	1	-	1	11	2	9	23	3	20	4	1	3	1	-	1	16	2	14	94	8	86	14	3	11	
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	28	-	28	4	-	4	2	-	2	27	-	27	-	-	-	6	-	6	2	-	2	8	-	8	3	-	3	
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75	7	68	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	8	1	7	4	-	4	6	-	6	61	-	61	4	1	3	18	3	15	17	3	14	26	3	23	2	-	2	
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

RECAPITULATION DES

INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	546	55	491	95	12	83	83	6	77	475	75	400	50	9	41	71	9	62	180	19	161	306	37	269	53	9	44
Délits prévus par le Code pénal	5.210	307	4.903	1.189	131	1.058	593	61	532	3.531	311	3.220	799	124	675	902	146	756	1.954	252	1.702	2.772	343	2.429	538	42	496
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	-	11	2	1	1	1	-	1	13	2	11	2	1	1	9	-	9	12	3	9	11	2	9	2	-	2
Infractions prévues par des lois spéciales	1.764	119	1.645	285	39	246	225	25	200	1.695	188	1.507	288	73	215	453	57	396	604	70	534	1.018	92	926	232	22	210
<b>Totaux :</b>	<b>7.531</b>	<b>481</b>	<b>7.050</b>	<b>1.571</b>	<b>183</b>	<b>1.388</b>	<b>902</b>	<b>92</b>	<b>810</b>	<b>5.714</b>	<b>576</b>	<b>5.138</b>	<b>1.139</b>	<b>207</b>	<b>932</b>	<b>1.435</b>	<b>212</b>	<b>1.223</b>	<b>2.750</b>	<b>344</b>	<b>2.476</b>	<b>4.107</b>	<b>474</b>	<b>3.533</b>	<b>825</b>	<b>73</b>	<b>752</b>

TABLEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YFRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Allocations familiales (lois de généralisation du 4.8.1930 par arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	2	-	2	1	1	-	4	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	5	-	5	5	-	5	3	-	3	4	-	4	-	-	-	1	-	1
Arrêté organique du 26.5.1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	1	-	1	1	-	1	4	-	4	5	2	3	3	-	3	7	-	7	14	3	11	1	-	1	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. TRANSPORT, VOIRIE,

COMMUNICATIONS

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885; 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	1	-	1	-	-	-	3	-	3	3	-	3	4	-	4	1	-	1	2	-	2	7	-	7	-	-	-
Direction du roulage (A. 30.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	107	24	83	47	12	35	82	26	56	85	18	67	96	22	74	27	3	24	39	13	26	57	19	48	11	5	6
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.3.1956)	2	-	2	3	-	3	15	1	14	17	1	16	11	1	10	1	-	1	4	-	4	18	1	17	3	-	3
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	16	-	16	3	-	3	9	-	9	10	-	10	24	-	24	5	-	5	5	-	5	9	1	7	1	-	1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	19	3	16	-	-	-	13	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	1	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	8	-	8	-	-	-	23	1	22	5	1	4	5	-	5	8	1	7	1	-	1	17	-	17	1	-	1
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

RECAPITULATION

INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	197	33	164	39	8	31	153	27	126	208	34	174	112	13	99	55	5	50	46	5	41	350	34	316	45	8	37
Délits prévus par le Code pénal	2.861	336	2.525	863	143	719	1.914	257	1.657	2.685	479	2.206	2.138	425	1.713	545	92	453	163	71	697	2.164	217	1.847	230	33	247
Contraventions de police prévues par le Code pénal	20	3	17	9	1	8	32	4	28	46	7	39	31	8	23	6	1	5	24	5	19	5	-	5	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	896	92	804	425	49	376	913	146	767	958	173	785	898	184	714	245	49	196	346	52	334	1.292	115	1.183	180	19	161
<b>Totaux :</b>	<b>3.974</b>	<b>464</b>	<b>3.510</b>	<b>1.341</b>	<b>207</b>	<b>1.134</b>	<b>3.012</b>	<b>434</b>	<b>2.578</b>	<b>3.897</b>	<b>693</b>	<b>3.204</b>	<b>3.179</b>	<b>630</b>	<b>2.549</b>	<b>851</b>	<b>147</b>	<b>704</b>	<b>1.224</b>	<b>133</b>	<b>1.091</b>	<b>3.717</b>	<b>366</b>	<b>3.351</b>	<b>505</b>	<b>60</b>	<b>445</b>

TABEAU 4 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations spéciales (A.R. 31.5.1933)	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.	-	-	-	1	-	1	1	1	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

6. TRANSPORT, VOIRIE

COMMUNICATIONS

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usage des carburants et lubrifiants (A.L. 24.10.1944)	9	1	8	5	2	3	3	1	2
Direction du roulage (A.L. 30.8.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	26	4	22	42	10	32	22	3	19
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.1956)	6	-	6	50	4	46	16	3	13
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	1	-	1	3	-	3	5	-	5
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones - (L. 1.3.1851)	11	-	11	68	7	61	4	1	3
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3	-	3	2	-	2	5	-	5	10	-	10	1	-	1
	20	4	16	7	-	7	9	2	7	22	1	21	26	6	20
	10	2	8	9	1	8	6	-	6	15	-	15	17	1	16
	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	4	1	3	-	-	-	-	-	1	-	1	58	1	55	3
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

RECAPITULATION DES INFRACTIONS

JUGES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	90	8	82	93	21	72	83	10	73
Délits prévus par le Code pénal	711	127	584	871	153	718	893	204	689
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5	-	5	7	2	5	14	-	14
Infractions prévues par des lois spéciales	313	26	287	530	90	440	490	67	423
<b>Totaux :</b>	<b>1.119</b>	<b>161</b>	<b>958</b>	<b>1.501</b>	<b>266</b>	<b>1.235</b>	<b>1.480</b>	<b>281</b>	<b>1.199</b>

	27	6	21	15	2	13	13	4	9	82	1	81	48	9	39
	366	47	319	132	20	112	206	46	160	565	32	533	420	84	336
	3	1	2	1	-	1	4	1	3	4	-	4	4	-	1
	171	27	144	129	12	117	175	20	155	416	16	400	312	46	262
	<b>567</b>	<b>81</b>	<b>486</b>	<b>277</b>	<b>34</b>	<b>243</b>	<b>398</b>	<b>71</b>	<b>327</b>	<b>1.067</b>	<b>49</b>	<b>1.013</b>	<b>780</b>	<b>142</b>	<b>638</b>

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Récapitulation générale des prévenus jugés par

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	18	1	17	9	2	7	41	14	27
Contraventions de police prévues par le Code pénal	14	8	6	-	-	-	2	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	1.236	344	892	181	51	130	143	43	100
Totaux :	1.268	353	915	190	53	137	186	58	128
Totaux des infractions jugées en premier ressort	7.531	481	7.050	1.571	183	1.328	902	92	810
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	8.799	834	7.965	1.761	236	1.525	1.088	150	938

PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1957

chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
3	-	3	2	-	2	5	3	2	95	27	68	141	105	36	54	9	45
12	7	5	5	2	3	9	7	2	2	-	2	11	9	2	3	-	3
543	174	369	124	48	76	120	50	73	227	75	152	557	328	229	97	24	73
558	181	377	131	50	81	134	60	74	324	102	222	709	442	267	154	33	121
5.714	576	5.138	1.139	207	932	1.435	212	1.223	2.750	344	2.406	4.107	474	3.633	825	73	752
6.272	757	5.515	1.270	257	1.013	1.569	272	1.297	3.074	446	2.628	4.316	916	3.990	979	106	873

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUBENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	1	-	1	2	-	2	3	-	3
Contraventions de police prévues par le Code pénal	7	4	3	4	3	1	16	6	10
Infractions prévues par des lois spéciales	497	173	324	211	74	137	547	156	391
Totaux :	505	177	328	217	77	140	566	162	404
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.974	464	3.510	1.341	207	1.134	3.912	434	2.578
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	4.479	641	3.838	1.558	284	1.274	3.578	496	2.982

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
11	2	9	24	7	17	-	-	-	-	-	-	187	74	123	41	22	19
16	6	10	5	1	4	1	1	-	7	4	3	22	9	13	6	6	-
378	113	265	425	132	293	114	41	73	85	30	55	974	342	632	158	55	103
405	121	284	454	140	314	115	42	73	92	34	58	1.193	425	788	205	83	122
3.897	693	3.204	3.179	630	2.548	851	147	704	1.224	133	1.021	3.717	366	3.351	505	60	445
4.302	814	3.488	3.633	770	2.863	966	189	777	1.316	167	1.149	4.910	791	4.119	710	143	567

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	124	49	34	70	16	54	59	17	42
Contraventions de police prévues par le Code pénal	16	14	2	3	1	2	7	3	4
Infractions prévues par des lois spéciales	220	43	177	149	47	102	179	52	127
Totaux :	360	97	263	222	64	158	245	72	173
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.116	161	958	1.501	256	1.235	1.480	281	1.199
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.476	258	1.221	1.723	320	1.393	1.725	353	1.372

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINAN		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
15	7	8	34	12	22	14	6	8	103	40	65	67	27	40
6	3	3	3	-	3	1	-	1	12	1	11	3	4	2
58	18	40	81	29	52	58	22	36	372	116	256	123	33	90
79	28	51	118	41	77	73	28	45	487	157	330	198	64	132
567	81	486	277	34	243	398	71	327	1.051	49	1.018	780	142	638
646	109	537	395	75	320	471	99	372	1.554	206	1.348	976	206	770

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1957

ARRONDISSEMENT	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNEMENTS																		CONDAMNES ACCESSOIREMENT A			
				A L'EMPRISON -									NEMENT						A L'AMENDE			l'inter-diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter-diction de conduire
				conditionnel de					sim -				ple de			conditionnelle de		simple de	L. L. 27.11.1891 art. 14	L. 9.4.15.5.1912 art. 37	L. 9.4.1930 art. 25				
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F				26 F et plus	moins de 26 F		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles			3.366	90	241	197	116	-	4	15	14		46	102	100	48	-	112	6	2.151	124	39	1	-	133
			3.684	49	148	115	67	-	7	27	35		140	360	328	161	1	46	3	2.157	40	110	2	16	194
	7.531	481	7.050	139	389	312	183	-	11	42	49		186	462	428	209	1	158	9	4.308	164	209	3	16	327
Louvain			813	9	37	86	51	-	-	2	1		6	5	12	5	-	150	31	338	80	13	-	1	32
			575	2	20	40	17	-	-	1	3		11	30	43	15	-	44	16	293	40	11	-	3	25
	1.571	183	1.388	11	57	126	68	-	-	3	4		17	35	55	20	-	194	47	631	120	24	-	4	57
Nivelles			396	5	40	96	31	-	-	-	1		5	4	7	5	-	122	7	96	7	9	-	-	26
			414	1	17	27	19	-	1	1	3		11	24	47	47	-	42	2	164	8	12	-	-	30
	902	92	810	6	57	93	50	-	1	1	4		16	28	54	52	-	164	9	260	15	21	-	-	56
Anvers			2.636	34	163	272	222	-	4	13	7		39	78	94	35	-	752	162	685	76	77	-	2	70
			2.502	15	92	168	132	-	4	14	13		61	178	181	86	1	266	38	1.222	31	54	1	6	105
	5.714	576	5.138	49	255	440	354	-	8	27	20		100	256	275	121	1	1.018	200	1.907	107	131	1	8	175
Malines			541	7	19	32	18	-	-	-	1		5	6	9	1	-	204	41	140	58	8	-	-	9
			391	1	8	6	5	-	2	1	2		8	20	24	24	-	43	9	216	23	8	-	-	4
	1.139	207	932	8	27	38	23	-	2	1	3		13	26	33	25	-	247	49	356	81	16	-	-	13
Turnhout			668	2	13	50	80	-	-	1	2		8	20	17	11	-	359	28	73	4	17	-	-	14
			555	2	6	22	24	-	1	-	3		9	39	58	60	-	125	8	189	9	6	-	-	21
	1.435	212	1.223	4	19	72	104	-	1	1	5		17	59	75	71	-	484	36	262	13	23	-	-	35
Mons			1.109	14	62	122	106	-	-	2	1		6	15	36	17	-	169	30	426	103	32	-	1	20
			1.297	9	44	80	110	1	1	6	4		18	65	119	98	2	88	15	582	75	31	-	-	31
	2.750	344	2.406	23	106	202	216	1	1	8	5		24	80	155	115	2	257	45	988	178	63	-	1	51
Charleroi			1.731	29	75	224	99	1	1	5	14		22	53	66	12	-	591	51	469	28	80	-	-	47
			1.902	37	57	137	65	1	3	7	13		49	126	297	65	-	184	11	819	31	88	1	1	57
	4.107	474	3.633	66	133	361	154	2	4	12	27		71	179	363	77	-	775	62	1.288	59	168	1	1	104
Tournai			340	3	25	37	37	-	-	-	1		10	11	15	3	-	37	5	141	15	12	-	-	9
			412	4	14	40	22	-	-	1	2		8	30	59	26	1	15	-	175	15	11	-	1	15
	825	73	752	7	39	77	59	-	-	1	3		18	41	74	29	1	52	5	316	30	23	-	1	24
Gand			1.728	22	73	95	123	2	-	2	-		12	28	32	31	-	463	152	625	68	34	-	-	58
			1.782	4	27	41	66	-	-	8	9		52	141	142	169	-	121	14	939	49	43	-	11	98
	3.974	464	3.510	26	100	136	189	2	-	10	9		64	169	174	200	-	584	166	1.564	117	77	-	11	156
Aude-narde			606	2	28	35	33	-	1	-	-		3	5	10	10	-	369	34	73	3	8	-	-	18
			528	4	4	16	19	-	-	-	2		5	7	29	51	-	163	9	203	15	10	-	-	22
	1.341	207	1.134	6	32	51	52	-	1	-	3		8	12	39	61	-	532	43	276	18	18	-	-	40

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVAUT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS

JUDICIAIRES

1957

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNES A L'EMPRISONNEMENT									CONDAMNES A L'AMENDE								CONDAMNES ACCESSOIREMENT A				
				conditionnel de					sim- ple de				conditionnelle de			simple de					l'inter- diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter- diction de conduire	
				6 mois à 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	moins à 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à - 5 ans	2 ans	+ 6 mois - 2 ans	3 à - 6 mois	1 à - 3 mois	8 jours à - 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F		L. 27.11.1821, art. 14, 15, 5. 1912 art. 37	L. 9.4. 1930, art. 25		
				5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Termonde			1.315	1	29	42	71	-	-	-	2		10	26	26	11	-	820	100	163	14	34	-	-	38
			1.263	-	19	21	18	-	1	1	18		28	42	110	67	-	118	7	769	44	33	-	2	44
<b>Total :</b>	<b>3.012</b>	<b>434</b>	<b>2.578</b>	<b>1</b>	<b>43</b>	<b>63</b>	<b>89</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>20</b>		<b>38</b>	<b>68</b>	<b>136</b>	<b>78</b>	<b>-</b>	<b>938</b>	<b>107</b>	<b>932</b>	<b>58</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>82</b>
Bruges			1.655	10	47	158	58	-	1	4	5		13	37	41	13	-	465	31	731	51	51	-	-	57
			1.539	10	15	64	40	-	1	3	9		18	85	148	66	-	121	4	901	54	40	-	7	56
<b>Total :</b>	<b>3.897</b>	<b>693</b>	<b>3.204</b>	<b>20</b>	<b>62</b>	<b>222</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>14</b>		<b>31</b>	<b>122</b>	<b>189</b>	<b>79</b>	<b>-</b>	<b>586</b>	<b>35</b>	<b>1.632</b>	<b>105</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>113</b>
Courtrai			1.342	3	38	92	47	-	1	-	1		5	29	41	13	-	190	127	475	304	23	-	-	32
			1.207	2	10	37	20	-	1	3	5		17	50	97	48	-	57	24	676	160	23	-	1	45
<b>Total :</b>	<b>3.179</b>	<b>630</b>	<b>2.549</b>	<b>11</b>	<b>48</b>	<b>103</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>6</b>		<b>22</b>	<b>70</b>	<b>138</b>	<b>66</b>	<b>-</b>	<b>247</b>	<b>151</b>	<b>1.151</b>	<b>464</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>77</b>
Furnes			421	1	11	28	18	-	1	-	-		3	3	15	9	-	91	6	188	47	17	-	-	7
			283	-	1	4	-	-	-	-	1		1	14	34	18	-	29	3	162	16	4	-	-	8
<b>Total :</b>	<b>851</b>	<b>147</b>	<b>704</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>		<b>4</b>	<b>17</b>	<b>49</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>120</b>	<b>9</b>	<b>350</b>	<b>63</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>
Ypres			612	3	19	30	8	-	-	-	-		-	6	14	2	-	376	57	86	11	10	-	-	16
			479	-	10	15	1	-	-	-	3		4	19	41	13	-	126	11	218	15	3	-	1	24
<b>Total :</b>	<b>1.224</b>	<b>133</b>	<b>1.091</b>	<b>3</b>	<b>29</b>	<b>45</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>		<b>4</b>	<b>25</b>	<b>55</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>502</b>	<b>68</b>	<b>304</b>	<b>29</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>40</b>
Liège			1.524	32	141	173	277	-	3	6	8		34	68	83	34	1	257	25	355	27	60	-	1	43
			1.827	10	74	97	151	-	3	14	18		63	159	190	104	1	143	10	775	15	49	-	13	48
<b>Total :</b>	<b>3.717</b>	<b>366</b>	<b>3.351</b>	<b>42</b>	<b>215</b>	<b>270</b>	<b>428</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>26</b>		<b>97</b>	<b>227</b>	<b>273</b>	<b>138</b>	<b>2</b>	<b>400</b>	<b>35</b>	<b>1.130</b>	<b>42</b>	<b>109</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>91</b>
Huy			292	8	6	22	39	-	-	1	-		5	3	7	5	-	62	5	34	5	13	-	-	11
			243	-	7	11	20	-	-	2	2		1	12	25	21	-	21	-	119	2	7	-	2	9
<b>Total :</b>	<b>505</b>	<b>60</b>	<b>445</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>33</b>	<b>59</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>2</b>		<b>6</b>	<b>15</b>	<b>32</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>83</b>	<b>5</b>	<b>153</b>	<b>7</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>20</b>
Verviers			469	5	33	54	79	-	-	-	2		11	27	15	15	-	32	10	170	16	29	-	-	7
			489	2	12	12	19	-	-	3	1		18	56	52	40	-	17	3	247	7	15	-	2	16
<b>Total :</b>	<b>1.119</b>	<b>161</b>	<b>958</b>	<b>7</b>	<b>45</b>	<b>66</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>		<b>29</b>	<b>83</b>	<b>67</b>	<b>55</b>	<b>-</b>	<b>49</b>	<b>13</b>	<b>417</b>	<b>23</b>	<b>44</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>23</b>
Tongres			905	13	52	75	93	-	1	3	4		9	46	36	27	-	144	18	172	12	21	-	2	49
			545	5	15	46	42	-	-	1	1		13	52	47	31	-	46	3	227	8	13	-	-	49
<b>Total :</b>	<b>1.501</b>	<b>266</b>	<b>1.235</b>	<b>18</b>	<b>67</b>	<b>121</b>	<b>125</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>		<b>22</b>	<b>98</b>	<b>83</b>	<b>58</b>	<b>-</b>	<b>190</b>	<b>21</b>	<b>399</b>	<b>20</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>98</b>
Hasselt			925	5	24	61	55	-	-	2	-		6	10	17	12	-	259	32	118	34	7	-	-	34
			574	1	20	21	26	-	1	1	2		6	24	56	45	-	87	5	251	28	9	-	-	24
<b>Total :</b>	<b>1.480</b>	<b>281</b>	<b>1.199</b>	<b>6</b>	<b>44</b>	<b>82</b>	<b>81</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>		<b>12</b>	<b>34</b>	<b>73</b>	<b>57</b>	<b>-</b>	<b>346</b>	<b>37</b>	<b>369</b>	<b>52</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>38</b>
Arlon			251	2	9	21	31	-	-	-	-		3	9	25	5	-	41	32	54	19	4	-	-	19
			225	-	7	17	16	1	-	-	1		3	22	31	12	-	14	2	95	3	5	-	-	21
<b>Total :</b>	<b>567</b>	<b>81</b>	<b>486</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>38</b>	<b>47</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>		<b>6</b>	<b>31</b>	<b>56</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>34</b>	<b>159</b>	<b>22</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31</b>

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS							
				A L'EMPRISONNEMENT							
				conditionnel de				simple			
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Marche-en-Famenne (Primaires Récidivistes)			116	2	11	10	3	-	-	1	-
			127	-	2	6	1	-	-	-	-
<b>Total :</b>	<b>277</b>	<b>34</b>	<b>243</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
Neufchâteau (Primaires Récidivistes)			151	-	7	2	8	-	-	-	-
			176	-	6	4	5	-	-	1	-
<b>Total :</b>	<b>398</b>	<b>71</b>	<b>327</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
Namur (Primaires Récidivistes)			445	6	19	48	42	-	1	-	-
			573	1	5	19	12	-	1	1	3
<b>Total :</b>	<b>1.067</b>	<b>49</b>	<b>1.018</b>	<b>7</b>	<b>23</b>	<b>67</b>	<b>54</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Dinant (Primaires Récidivistes)			299	8	23	32	49	-	-	2	-
			339	2	11	12	29	-	1	1	1
<b>Total :</b>	<b>780</b>	<b>142</b>	<b>638</b>	<b>10</b>	<b>34</b>	<b>44</b>	<b>78</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
Le Royau-me (Primaires Récidivistes)			24.076	322	1.245	2.038	1.774	3	18	59	64
			23.926	162	652	1.080	946	3	28	97	155
<b>Total :</b>	<b>54.863</b>	<b>6.861</b>	<b>48.002</b>	<b>484</b>	<b>1.897</b>	<b>3.118</b>	<b>2.720</b>	<b>6</b>	<b>46</b>	<b>156</b>	<b>219</b>

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1957

CONDAMNÉS															CONDAMNÉS ACCESSOIRES A				
NEMENT															A L'AMENDE				
simple de					conditionnelle de					simple de					l'inter-diction	la mise à disposition du gouvernement		l'inter-diction de conduire	
+ 6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F	22	L.L. 27.11.1891, art. 14	L. 9.4.1930, art. 2	23	24	25					
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28				
1	-	1	1	-	38	3	42	3	5	-	-	-	6						
-	3	5	2	-	12	3	89	4	-	-	-	-	4						
1	3	6	3	-	50	6	131	7	5	-	-	-	10						
1	4	7	2	-	44	18	44	14	1	-	-	-	3						
-	6	8	9	-	26	10	92	9	-	-	-	-	2						
1	10	15	11	-	70	28	136	23	1	-	-	-	5						
6	12	22	14	-	101	34	128	13	10	-	-	-	14						
9	31	81	39	-	25	10	292	44	11	-	1	-	19						
15	43	103	53	-	126	44	420	57	21	-	1	-	33						
1	7	13	5	-	65	51	36	7	11	-	-	-	14						
5	22	41	28	-	34	29	116	7	11	-	-	-	8						
6	29	54	33	-	99	80	152	14	22	-	-	-	22						
270	605	761	351	1	6.313	1.096	8.023	1.133	685	1	7	777							
558	1.617	2.293	1.345	6	2.013	248	11.968	755	607	4	67	979							
828	2.222	3.054	1.696	7	8.326	1.344	19.991	1.888	1.292	5	74	1.756							

Récapitulation des condamnés

Condamnés	à l'emprisonnement	(conditionnel
		sans condition
	à l'amende	(conditionnelle
		simple

nés jugés en premier ressort en 1957

	8.225
{ plus de 2 ans	202
{ plus de 6 mois à 2 ans	1.047
{ de 6 mois et moins	6.979
	9.670
	21.879
<b>Total des condamnés</b>	<b>48.002</b>



TABLEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1957

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle) 1	Durée du sursis qui avait été accordé						Total 8
	6 mois 2	1 an 3	2 ans 4	3 ans 5	4 ans 6	5 ans 7	
Emprisonnement de :							
plus d'un mois à moins de 6 mois	-	9	4	242	-	212	467
6 mois à moins de 3 ans	-	6	1	77	-	101	185
3 ans et plus	-	-	-	5	-	2	7
Total :	-	15	5	324	-	315	659

TABLEAU 7 - CONSEILS DE GUERRE ET LA COUR MILITAIRE - CONDAMNATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1957

NATURE DES INFRACTIONS	Nom- bre des acquies- tements	Nom- bre des condam- nations	PEINES PRINCIPALES											PEINES ACCESSOIRES				
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		Déché- ance	Desti- tution	Inter- diction	Dispo- sition du Gouver- nement	Loi de la Dé- fense sociale					
				de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins de 5 ans	con- dition- nelles	con- dition- nelles	sim- ples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15				
CRIMES																		
Aide à l'ennemi. Politique (art. 113 bis Porté les armes contre la Belgique et ses alliés (art. 113 - 117) Dénonciation à l'ennemi (art. 121 bis) Recel de soldats ennemis et aide à l'ennemi (A.L. 26.5.1944) Faux en écriture (art. 194 à 197) Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1) Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2) Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377) Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 15 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 2, 377, § 4, L.15.5.1912) Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3) Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7) Excitation à la débauche de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité au abusant de sa situation (art. 379 § 3, 381) Régime (art. 391) Meurtre (art. 393) Homicide (art. 393, 394) Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2) Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401) Coups et blessures ayant causé la mort à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401-410 § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	-	21	-	-	-	14	5	1	-	-	-	-	-	-				
	-	30	-	-	-	21	9	-	-	-	-	24	-	-				
	1	4	-	-	-	3	1	-	-	-	-	4	-	-				
	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-				
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	-	30	-	-	2	15	13	-	-	-	-	-	-	-				
	-	15	-	-	-	6	9	-	-	-	-	25	-	14				
	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-				
	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-				
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-				
	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				

Tableau 7 - 1957 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15															
															1	4	118	-	1	-	57	60	-	-	-	-	-	-	-
															-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
-	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-															
DELITS																													
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violence ou menaces (art. 467 à 470) Vol à l'aide de violence ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472) Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505) Incapacité de lieux habités (art. 510) Destruction de construction (art. 521)	5	46	-	-	-	21	14	2	9	-	-	-	-	-															
	-	2	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-															
	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	6	-	-	-	18	5	2	3	-	-	-	-	-															
	2	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	15	-	-	-	8	2	1	4	-	-	-	-	-															
	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-															
	-	23	-	-	-	8	12	5	4	-	-	-	-	-															
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
	-	9	-	-	-	7	1	1	1	-	-	-	-	-															
	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-															
DELITS																													
Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118 bis, 119, 120, 120 bis, 120 ter, 123 bis) Ouverture, suppression de lettres ou autres communications par fonction- naire (art. 149 L., 18.10.1930), art. 19) Contrefaçon et usage de papier timbré, coupure, sceaux (art. 183, 184) Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190) Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210) Faux témoignage en justice (art. 218 à 220) Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221) Jurpation de nom ou de titre. Fort ilégal de décorations, costume, etc. (art. 228 à 232) Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2) Concussion (art. 243 à 245) Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247) Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249 - 251) Essais de contrefaçon fonctionnaire, arbitre (art. 252) Violation du secret des dépêches télégraphiques et communications télé- phoniques (L. 13.10.1930) Rébellion (art. 271, 272) Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275) Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276) Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282) Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281) Opposition à travaux publics (art. 289 - 290) Entraves à la liberté des enchères (art. 314)	4	118	-	1	-	57	60	-	-	-	1	-	-	-															

Tableau 7 - 1957 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Menaces (art. 327 à 331)	-	7	-	-	1	3	2	1	-	-	-	-	-	-
Evasion de dévot : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel du cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, abandon dans le besoin (art. 360 bis, L. 15.5.1952, art. 50)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure (art. 373, § 1, L. 15.5.1952, art. 49 § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs de mineur (375 § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs de majeur (art. 380 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs : écrits ou images (art. 383)	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux mœurs : paroles obscènes (L. 29.1.1905)	1	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	11	43	-	-	-	33	6	5	4	-	-	1	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Adultère (art. 387, 388, 389)	4	21	-	-	-	-	-	6	15	-	-	-	-	-
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1, 410)	13	153	-	-	-	53	31	47	22	-	-	-	-	-
Homicide volontaire (art. 419)	14	22	-	-	-	16	4	2	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures involontaires (art. 420)	61	359	-	-	-	38	9	182	130	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces, violences (art. 439)	-	3	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-
Introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calmes envers particulier (art. 444)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, images, etc. (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, violation du secret des lettres (art. 460)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463, 464, 466)	18	376	-	-	-	158	162	23	33	-	-	-	-	-
Faillites (Fra. de dans les art. 490)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	-	20	-	-	-	12	8	-	-	-	-	-	-	-
Abus de faiblesse de l'emprunteur (art. 493, 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	-	11	-	-	-	8	3	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur les choses vendues (art. 498, 499)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification de comestibles (art. 500, 501)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505)	7	17	-	-	-	5	3	3	6	-	-	-	-	-
Détournement d'objets saisis (art. 507)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Détournement d'objets trouvés (art. 508)	-	6	-	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	-	4	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Chèque sans provision (art. 509 bis)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1957 - (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de machines ou appareils télégraphiques ou téléphoniques (art. 523)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de tombeaux, monuments, etc. (art. 526)	-	5	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de marchandises ou matières premières (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction des liens ou obstacles retenants bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de récoltes, plantations (art. 535)	-	4	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-
Destruction d'animaux domestiques (art. 536, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de clôtures (art. 545, 546)	-	7	-	-	-	1	1	3	2	-	-	-	-	-
CONTRAVENTIONS														
Contraventions diverses (sauf art. 561, § 2 et 3)	-	9	-	-	-	-	-	4	5	-	-	-	-	-
INFRACTIONS PREVUES PAR DES LOIS SPECIALES														
1. - ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES														
Impôts (lois et règlements)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registres de la population (lois et arrêtés)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des pigeons militaires (L. 24.7.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7-17)	4	19	-	-	-	1	2	11	5	-	-	-	-	-
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port (L. 6.1.1933; L. 28.7.1934; L. 5.5.1935; A.R. 21.12.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des étrangers (L. 28.3.1952)	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Témoins défaillants (C. Instr. art. 80, 157, 169)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. - SANTE PUBLIQUE														
Presse publique (A.L. 14.1.1939)	13	136	-	-	-	18	8	21	89	-	-	-	-	-
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1957 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (A.2.12.1946)														
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PÊCHE														
Police sanitaire des animaux domestiques; insectes nuisibles (L. 30.12.1882)														
Protection des animaux (L. 22.3.1929)		1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1885; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)														
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)						2	1	5	4	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messagerie (26.8.25)	12	12	-	-	-	1	-	64	62	-	-	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. 16.11.1919 et 27.6.1937)														
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1851, etc.)														
Assurance obligatoire véhicules automobiles (L. 1.7.56)		1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CODE PENAL MILITAIRE														
Politique, aide à l'ennemi	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port d'armes contre la Belgique et alliés	8	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Désertion	12	527	-	2	-	116	411	-	2	-	2	-	-	-
Abandon de poste	4	79	-	-	-	9	70	-	-	-	-	-	-	-
Insubordination	6	156	-	-	-	28	128	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'obéissance		65	-	-	-	14	50	1	-	-	-	-	-	-
Outrages envers supérieur	2	68	-	-	-	22	46	-	-	-	-	-	-	-
Violences envers un supérieur	2	77	-	-	-	25	51	1	-	-	-	-	-	-
Violences envers une sentinelle		1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente ou reproduction d'effets militaires	2	6	-	-	-	2	2	2	-	-	-	-	-	-

Tableau 7 - 1957 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol qualifié d'effets militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révolte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION														
Crimes	5	226	-	4	2	119	99	1	1	-	4	69	-	-
Délits	139	1.207	-	-	1	402	276	290	238	-	-	2	-	-
Contraventions	-	9	-	-	-	-	-	4	5	-	-	-	-	-
Lois spéciales	30	297	-	-	-	22	11	102	162	-	-	-	-	-
Code pénal militaire	40	983	-	2	-	217	758	4	2	-	2	-	-	-
Total général :	214	2.722	-	6	3	760	1.144	401	408	-	6	71	-	-

TABEAU 8 - CONdamnATIONS DEFINITIVES CLASSES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE 1957

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté					Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale		
			de 5 ans à perpétuité	de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples								
					conditionnelles	simples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			
Bruxelles	752	-	3	-	301	311	87	50	-	3	11	-	-			
Gand	415	-	-	1	90	160	92	72	-	-	11	-	-			
Liège	470	-	-	-	116	245	56	53	-	-	11	-	-			
En Afrique	221	-	-	-	178	285	143	215	-	-	24	-	-			
<b>Total</b>	<b>2.458</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>685</b>	<b>1.001</b>	<b>378</b>	<b>390</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>57</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>Cour militaire :</b>	<b>264</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>75</b>	<b>143</b>	<b>23</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			
<b>Total général :</b>	<b>2.722</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>760</b>	<b>1.144</b>	<b>401</b>	<b>408</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>71</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			

STATISTIQUE de l'ACTIVITE  
du  
CONSEIL d' ETAT

ANNEE 1956-1957

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

1956 - 1957

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte :

- 1) la section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives ;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis, elle doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1: "La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée). Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation " pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'unions professionnelles.

Le tableau III entre plus encore dans le détail et répartit, selon les départements intéressés, les affaires de recours en annulation contre des actes et règlements administratifs.

Tableau I - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (2)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (3)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1948(1)	3	89	92	-	263	263	5	258
1949	1	570	571	258	560	818	263	555
1950	2	825	827	555	871	1.426	535	891
1951	2	853	855	891	958	1.849	549	1.300
1952	-	709	709	1.300	1.206	2.306	858	1.448
1953	-	669	669	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	688	1.930	957	973
1956-57	1	485	486	1.041	842	1.883	535	1.348

(1) Depuis le 23 août 1948.

(2) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle.

(3) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

B. - COMPETENCE D'AVIS (Art. 6 et art. 7, par. 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6 1	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (article 7, paragraphe 1)			Total des avis émis sur la base de l'art. 7 § 1 5	Total des avis émis 6
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande 4		
		Complètement 2	Partiellement 3			
1948	-	-	-	1	1	
1949	38	1	1	16	56	
1950	52	-	(1)	14	66	
1951	24	1	1	25	51	
1952	28	1	-	14	43	
1953	22	1	-	13	36	
1954	23	4	-	15	42	
1955	22	-	-	11	33	
1956-57	22	-	-	13	35	

(1) Deux avis partiellement favorables ont été donnés subsidiairement à l'occasion de recours en annulation rejetés

(2) En outre, 13 arrêts-avis comptés dans les arrêts.

C. COMPETENCE EN MATIERE MINIÈRE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(art. 7, par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1948	1	-	113	4
1949	12	6	1.144	388
1950	12	10	948	1.154
1951	17	22	743	672
1952	12	4	615	643
1953	14	16	727	671
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581
1956-57	16	4	551	664

Tableau II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES  
A. - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de conflits de conflits d'attribution (art. -8)	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)						Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)				Total des arrêts rendus	
		Recours contre des décisions contentieuses administratives		Recours contre des actes et règlements administratifs		Total		Loi électorale communale (§ 1)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)	Total		
		Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)							
1948	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
1949	-	-	7	25	73	-	1	38	1	17	40	17	189
1950	-	-	38	70	131	3	3	57	3	53	63	53	448
1951	1	-	27	93	213	-	-	20	2	71	22	71	491
1952	-	-	17	90	269	4	40	40	1	98	45	98	784
1953	-	-	34	68	226	68	29	29	11	99	108	99	924
1954	1	-	62	73	241	12	30	30	2	78	44	78	889
1955	-	-	60	144	182	6	20	20	1	76	27	76	875
1956-57	-	-	29	56	148	-	13	13	-	66	13	66	485

STATISTIQUE

du

VAGABONGADE et de la MENDICITE

ANNEE 1957



STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE EN 1957

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1<sup>er</sup>. - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subventions de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Articles 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Article 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Article 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Article 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 1 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1957

ETABLISSEMENTS	ENTREES						SORTIES					Popu- lation moyenne			
	Entrées réelles			Total	Entrées après évacu- ation	Total des entrées	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total		Popu- lation au 31 décembre		
	En vertu d'une décision ju- diciaire par application de la loi du 27 novembre 1951		Total												
	Article 13	Article 14		Article 16											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes															
Dépôt de Wortel	-	416	-	-	416	86	6	508	128	347	9	4	486	150	142
Refuge de Wortel	-	-	-	720	720	161	5	886	298	614	9	17	938	220	218
Totaux	-	416	-	720	1.136	247	11	1.394	426	961	18	21	1.426	373	360
Femmes															
Dépôt de Sint-Andries	-	(1) 12	-	-	12	33	-	45	19	21	-	(4) -	40	38	26
Refuge de Sint-Andries	-	-	-	(3) 15	15	38	-	53	27	(2) 17	-	1	45	25	26
Totaux	-	12	-	15	27	71	-	98	46	38	-	1	85	63	62
Totaux généraux	-	428	-	735	1.163	318	11	1.492	472	999	18	22	1.511	436	422

(1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(2) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(3) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(4) Non compris 1 enfant décédé dans l'établissement.

Tableau n° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS  
COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1957

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
Hommes						
Dépôt de Wortel	7	23	30	24	69	153
Refuge de Wortel	23	42	21	55	79	220
Totaux :	30	65	51	79	148	373
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	11	13	8	2	4	38
Refuge de Sint-Andries	13	3	1	2	6	25
Totaux :	24	16	9	4	10	63
Totaux généraux :	54	81	60	33	158	436
Pourcentages						
Hommes						
Dépôt de Wortel	4,6	15, -	19,6	15,7	45,1	100,00
Refuge de Wortel	10,5	19,1	9,5	25, -	35,9	100,00
Totaux :	8, -	17,4	13,7	21,2	39,7	100,00
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	28,9	34,2	21,1	5,3	10,5	100,00
Refuge de Sint-Andries	52, -	12, -	4, -	8, -	24, -	100,00
Totaux :	38,1	25,4	14,3	6,3	15,9	100,00
Totaux généraux :	12,4	18,6	13,8	19, -	36,2	100,00

Tableau n° 3 - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION  
DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1957

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Chiffres absolus												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	9	23	17	10	13	31	27	18	-	5	153
Refuge de Wortel	-	9	11	16	9	32	29	38	28	30	18	220
Totaux :	-	18	34	33	19	45	60	65	46	30	23	373
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	-	-	2	5	5	5	4	6	1	6	4	38
Refuge de Sint-Andries	2	2	2	2	3	-	3	2	3	5	1	25
Totaux :	2	2	4	7	8	5	7	8	4	11	5	63
Totaux généraux :	2	20	38	40	27	50	67	73	50	41	28	436
Pourcentages												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	5,9	15, -	11,1	6,5	8,5	20,3	17,6	11,8	-	3,3	100,00
Refuge de Wortel	-	4,1	5, -	7,3	4,1	14,5	13,2	17,3	12,7	13,6	8,2	100,00
Totaux :	-	4,8	9,1	8,9	5,1	12,1	16,1	17,4	12,3	8, -	6,2	100,00
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	-	-	5,2	13,2	13,2	13,2	10,5	15,8	2,6	15, -	10,5	100,00
Refuge de Sint-Andries	8, -	8, -	8, -	8, -	12, -	-	12, -	8, -	12, -	20, -	4, -	100,00
Totaux :	3,2	3,2	6,3	11,1	12,7	7,9	11,1	12,7	6,3	17,5	8, -	100,00
Totaux généraux :	0,4	4,6	8,7	9,1	6,2	11,5	15,4	16,8	11,5	9,4	6,4	100,00

Tableau n° 4 - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS  
- 1957 -  
A. - Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 2 ans à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<b>Hommes</b>															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	5
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	53	31	12	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99
de 2 à 3 ans	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
de 3 à 4 ans	-	1	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
de 4 à 7 ans	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	278	41	17	-	2	-	-	4	2	1	2	-	-	-	347
Evadés	8	1	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	9
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	4
<b>Totaux :</b>	<b>339</b>	<b>74</b>	<b>45</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>488</b>
<b>Femmes</b>															
Elargies par expiration de terme	-	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 2 à 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 3 à 4 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 4 à 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	-	2	10	6	6	4	1	1	-	-	-	-	-	-	32
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
<b>Totaux :</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>38</b>

Tableau 4 - 1957 - (suite)

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
<b>Hommes</b>																		
Elargis par expiration de terme	-	11	17	14	13	8	6	9	6	18	6	4	34	8	42	34	8	42
Elargis par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	153	153	-	153
Conduits à la frontière	522	6	6	5	17	3	1	6	4	-	4	2	-	4	614	610	4	614
Transférés	5	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9	-	9
Evadés	-	1	-	3	-	2	-	1	2	-	-	1	-	4	17	13	4	17
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1931	-	-	-	4	8	11	9	12	8	15	9	6	-	-	103	103	-	103
<b>Totaux :</b>	<b>533</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>60</b>	<b>42</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>54</b>	<b>28</b>	<b>36</b>	<b>20</b>	<b>13</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>938</b>	<b>922</b>	<b>16</b>	<b>938</b>
<b>Femmes</b>																		
Elargies par expiration de terme	-	-	-	2	-	-	-	1	1	-	-	-	11	-	11	9	2	11
Elargies par décision du Ministre	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	6	6
Conduites à la frontière	-	1	3	5	2	3	3	1	2	2	3	-	-	-	22	17	5	22
Transférées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	3
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	3
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	-	3
<b>Totaux :</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>30</b>	<b>15</b>	<b>45</b>